



Du groupuscule au grand parti politique : analyse des premières percées électorales du Front national, des élections municipales à Dreux en 1983 aux élections européennes en 1984

Aline JOUBERT

Histoire de la France au XXe siècle

Sous la direction de : Gilles RICHARD

2013-2014

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement mon directeur de mémoire, Gilles Richard, pour son soutien et son aide précieuse tout au long de mes recherches.

Je remercie également le personnel des Champs Libres, pour m'avoir épaulé pendant les après-midi passés au sixième étage.

Liste des sigles et des abréviations

CDS : Centre des démocrates sociaux

CLAN : Comité de liaison et d'aide aux nationalistes

CNIP : Centre national des indépendants et paysans

FN : Front national

FNEF : Fédération nationale des étudiants de France

GUD : Groupe d'union défense

LO : Lutte ouvrière

MSI : Movimento sociale italiano

ON : Ordre Nouveau

PCF : Parti communiste français

PFN : Parti des forces nouvelles

PS : Parti socialiste

RPR : Rassemblement pour la République

SERP : Société d'édition et de relations publiques

UDF : Union pour la démocratie française

UNEF : Union nationale des étudiants de France

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE 1 - « TONNERRE DE DREUX » OU LE CHOC ELECTORAL DE 1983.....	9
CHAPITRE 2 - JUIN 1984 DE L'OMBRE A LA LUMIERE	43
CHAPITRE 3 - LENDEMAINS ELECTORAUX : LE GROUPUSCULE DEVENU PARTI.....	69
CONCLUSION	90
SOURCES.....	95
BIBLIOGRAPHIE.....	97
INDEX NOMS PROPRES.....	98
INDEX DES ORGANISATIONS POLITIQUES	100

Introduction

Le Front national (FN) est aujourd'hui une force politique non négligeable. Les résultats des dernières élections, qu'elles furent municipales, législatives, présidentielles et même européennes, dressent toutes le même constat : le parti gagne sans cesse plus de voix et affiche sa volonté de devenir le deuxième –sinon le premier- parti de France en terme de votes, d'adhésions au parti et de nombre de sympathisants.

Il y a tout juste trente ans, le Front national connaissait son premier sursaut électoral aux élections européennes du 17 juin 1984, qui marqua non seulement son émergence, mais aussi son implantation durable dans la vie politique française. Il franchit la barre des 10% des suffrages exprimés et fit élire dix de ses candidats en tant que députés européens. Cette percée, que ni les experts, ni les sondages n'avaient prévue, fut un véritable électrochoc et conduisit à s'interroger sur les conditions et le contexte politique, économique et social qui lui permit de se concrétiser.

Depuis sa création en 1972, le Front national était politiquement parlant tout à fait insignifiant. Nous verrons que sa véritable émergence des années 1983 et 1984 est due tant à un travail de longue haleine interne au parti, qu'à un opportunisme circonstanciel. Voyons dans un premier temps les prémices du parti. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les différentes formations d'extrême-droite en France furent pour beaucoup contraintes à la dissolution. Les thèses héritières du pétainisme, voire même du phalangisme, du fascisme et du nazisme des pays voisins perdirent un nombre considérable de sympathisants. Électoralement, l'extrême-droite française n'était plus rien. Toutefois, elle connut un regain d'attrait avec la figure du mouvement de Pierre Poujade. Cet homme politique révolutionna la politique française en introduisant des techniques de campagnes inspirées de celles employées aux États-Unis, comme par exemple son idée de « cirque Poujade », qui consistait à sillonner la France à bord d'un camion avec un équipement de sonorisation et une estrade intégrés. Se présentant proche du petit peuple et contre le système des élites politiques, Pierre Poujade fut le premier mentor politique de Jean-Marie Le Pen, figure de proue du Front national. Le succès que rencontra le poujadisme fit élire cinquante-six députés du mouvement à l'Assemblée nationale,

dont l'écrasante majorité d'entre eux étaient originellement artisans ou commerçants. Toutefois, le poujadisme se révéla être un feu de paille électoral ; il ne parvint pas à s'ancrer durablement ou du moins sous cette forme, dans la vie politique française.

À la fin des années 1960 fut créé le groupe Ordre Nouveau, avec pour volonté de rassembler la multitude de groupuscules d'extrême-droite tels que les anciens poujadistes, les membres du groupe Occident et les anciens de Jeune Nation, entre autres. Dans la continuité d'esprit d'Occident, Ordre Nouveau se caractérisa par son violent anticommunisme et son nationalisme exacerbé. Très actif entre 1969, date de sa création, et 1973, date de sa dissolution, ce groupe souvent considéré comme néofasciste va donner naissance au Front national en 1972. D'après négociations internes finirent par désigner Jean-Marie Le Pen comme figure principale et officielle du parti, au détriment d'autres personnalités comme celles d'Alain Robert, Jean-Jacques Susini, le fondateur de l'OAS, ou encore Dominique Venner, théoricien de l'extrême-droite. Les membres d'Occident, particulièrement méfiants envers Jean-Marie Le Pen, se laissèrent convaincre du bien-fondé de sa nomination par François Brigneau, homme de lettres d'extrême-droite.

Les onze premières années d'existence du FN furent particulièrement laborieuses et précaires. Le parti n'était alors qu'un groupuscule presque insignifiant, sans aucun poids dans la vie politique, même à petite échelle. Lorsqu'il parvenait à présenter des candidats aux différents types d'élections, le Front national ne parvenait guère à réunir plus d'1% des voix. Personnifié par Jean-Marie Le Pen, le Front national était perçu comme un rassemblement de nostalgiques du pétainisme et de l'Algérie française, aux penchants fascisants et néonazis. Il est alors intéressant de noter le bond spectaculaire de notoriété qui a propulsé ce groupuscule marginal sur le devant de la scène, surtout si l'on observe le succès qu'il rencontre aujourd'hui.

Pour écrire ce mémoire, je me suis intéressée à la percée électorale du Front national aux élections européennes de juin 1984. Je me suis demandé comment une formation politique aussi désorganisée que le Front national aux premières élections européennes en juin 1979, qui n'avait même pas réussi à s'unir efficacement avec ses alliés pour présenter un candidat unique aux élections, avait été capable en seulement cinq ans de renverser la vapeur, franchir la barre des 10% des

suffrages et faire élire dix députés au Parlement européen de Strasbourg. Mes recherches m'ont conduite à analyser la longue préparation du parti et la lente transformation du contexte politique, économique et sociale de la France au tournant des années 1970 et 1980. J'ai donc divisé mon travail en trois temps principaux.

Le premier porte sur la toute première victoire électorale du FN aux élections municipales de Dreux en mars et septembre 1983. La campagne, menée par un personnage clé mais toutefois secondaire du parti, Jean-Pierre Stirbois, permit à quatre représentants du Front national de se faire élire à des responsabilités politiques. Le chapitre que je consacre à ce sujet retrace l'implantation du FN dans la ville, les conditions qui ont favorisé l'attrait pour le vote frontiste et les différentes stratégies politiques dont ont dû user Jean-Pierre Stirbois et les représentants du RPR pour être élus. Ce chapitre se consacre également aux trois autres étapes de ce début de percée : les résultats encourageants pour les nationalistes aux élections municipales dans le XXe arrondissement de Paris, à Aulnay-sous-Bois, ainsi que les élections législatives partielles de décembre 1983 dans le Morbihan.

Chaque cause amenant une conséquence, le deuxième chapitre relate et analyse la suite de la percée électorale, concrétisée par le score sans précédent du Front national à des élections nationales. J'y étudie le rôle des médias, des associations humanitaires, le positionnement des différents partis concurrents du Front national, ainsi que la délicate question du financement de la campagne.

Enfin, dans un dernier chapitre, je me penche sur les lendemains électoraux, et notamment sur la question de l'avenir politique du Front national. J'observe de manière sociologique les nouveaux profils des électeurs frontistes tout en insistant sur le contexte politique de l'époque, à savoir la chute libre des gauches et la perte rapide de leur électorat. Je note également la persistance de la percée électorale du FN, qui recueille de très bons scores électoraux lors des élections cantonales de 1985 et des législatives de 1986. Pour clore ce chapitre, je relate le célèbre faux pas de Jean-Marie Le Pen, invité au Grand Jury de RTL-Le Monde. Le Front national se marginalisa de nouveau après que son président a fait part en direct à une heure de grande écoute de ses doutes quant à l'existence et l'utilisation des chambres à gaz pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Le fil rouge de ce mémoire est tissé autour de la relation qu'entretient Jean-Marie Le Pen avec les responsabilités politiques. Ambigüe et souvent paradoxale, cette relation de chasse et fuite que je développe plus amplement en conclusion est parfaitement illustrée à travers les résultats électoraux que j'étudie tout au long de mon développement.

Chapitre 1 - « Tonnerre de Dreux » ou le choc électoral de 1983

L'insécurité a toujours été un thème phare du Front national. Son sens très large et malléable permet d'y faire figurer toutes sortes de faits de société, « *de la boîte aux lettres fracturée au chômage croissant, de l'affrontement des cultures à l'absentéisme scolaire, du vol à l'étalage à la menace terroriste* »¹. On remarque que le début des années 1980 en France est marqué par une préoccupation croissante pour les phénomènes de violence. Edwy Plenel et Alain Rollat mesurent cet accroissement à travers les questions écrites des parlementaires portant sur ce thème : « *trois en 1977, cinq en 1978, seize en 1979, puis cinquante et une (1980), quarante (1981), quatre-vingt-deux (1982) et onze pour les seuls mois de janvier et février 1983* ».

Si le Front national tablait déjà ses revendications politiques autour des grands thèmes de l'insécurité et de l'immigration dès la fondation du parti², c'est à partir des années 1983 et 1984 qu'elles trouvèrent une réelle résonance chez les électeurs. La percée électorale du FN débuta dans une ville moyenne des plaines de la Beauce : Dreux.

I - Implantation à Dreux, terreau fertile

Chômage, précarité des conditions de logement, fort taux d'immigration... la ville de Dreux, 35 000 habitants, réunissait tous les ingrédients d'un cocktail détonant. Ces éléments furent le terreau fertile de l'implantation et de l'assimilation des idées du Front national dans une ville où pourtant, six ans plus tôt, le maire socialiste avait été élu au premier tour avec 57% des suffrages.

¹ Edwy Plenel, Alain Rollat, *L'effet Le Pen*, La Découverte/Le Monde, 1984.

² Bien qu'à l'origine, le thème de l'immigration était souvent supplanté par celui de la lutte anticommuniste.

A. Jean-Pierre Stirbois, “l’apparatchik”

La campagne des élections municipales de Dreux en 1983 est indissociablement liée à un homme : Jean-Pierre Stirbois, et à son parti : le Front national. Alors secrétaire général du parti, c’est lui qui incarna la percée des idées frontistes en France, à un niveau certes local, mais avec une résonnance nationale.

De sa jeunesse en politique à ses accomplissements électoraux à Dreux, nous verrons dans ce chapitre le parcours politique de l’homme qui impulsa la reconnaissance d’un groupuscule à la marge de la vie politique : le Front national.

1) Un militant nationaliste né

À 10 ans, Jean-Pierre Stirbois apprit la mort en Indochine d’une vague connaissance qui peu de temps auparavant, l’avait initié à sa « passion », la pêche. Ainsi naquit, selon ses dires, son patriotisme sans limite qui devait l’entraîner dans la politique. « *D’instinct, j’éprouvai de l’admiration pour ce garçon qui avait choisi de donner sa vie pour la France. (...) Je l’ai admiré sans bien comprendre pour quelle raison. Son nom, finalement, c’est peut-être tout simplement celui de Héros* »³.

Très tôt, dès son adolescence, Jean-Pierre Stirbois revendiqua ses affinités pour l’OAS, l’Organisation armée secrète, créée pour conserver l’Algérie française, et ce par tous les moyens, y compris le recours au terrorisme. Il fut proche de l’OAS Metro-Jeunes (OMJ) et toute sa vie, il prôna la lutte contre le communisme, cet « *ennemi du genre humain* »⁴. En 1965, il s’engagea dans la « caravane Tixier-Vignancour » et y rencontra un certain Jean-Marie Le Pen, alors poulain de ce dernier. C’est également au cours de cette campagne présidentielle qu’il rencontra Marie-France Charles, une militante de la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF)⁵, qui deviendra sa femme et son bras droit tout au long de sa vie politique. Membre des « Comités T-V » d’après la dénomination tirée du nom même de Jean-Louis Tixier-Vignancour, c’est avec la plus grande difficulté qu’il se résolut à accepter le score dérisoire de son modèle politique aux élections présidentielles (5%) et

³ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l’avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988.

⁴ Nicolas Lebourg, Joseph Beauregard, *Dans l’ombre des Le Pen, une histoire des numéros deux du FN*, Nouveau Monde Poche, 2012.

⁵ La fédération des étudiants de France est née en 1962 d’une scission de l’Union des étudiants de France (UNEF). Bien qu’officiellement apolitique, certains de ses cadres les plus renommés furent Bernard Antony (dit Romain Marie), Bruno Gollnisch, Claude Goasguen, ou encore Patrick Buisson, tous militants d’extrême-droite, même si certains ont pris leurs distances par la suite.

participa donc activement à la fondation du mouvement « Jeune Révolution », imputé à Pierre Sergent⁶. La subsistance chaotique du groupe se traduisit notamment par de nombreux changements de noms, passant du « MJR » à « l'Action solidariste –Mouvement jeune révolution » en 1970, puis au « Mouvement solidariste français » en 1971⁷, à sa sortie de prison. Jean-Pierre Stirbois a en effet été incarcéré quelques mois après que l'incendie de sa cave à Neuilly-sur-Seine le 30 septembre 1970 ait révélé aux forces de l'ordre venues le secourir lui et sa famille un véritable arsenal composé notamment de baïonnettes, de matraques, de frondes, de fumigènes ainsi que de « substances destinées à entrer dans la composition d'un explosif » selon la terminologie de la police⁸.

À la tête du mouvement solidariste se trouvaient nombre des futurs cadres du Front national tels que Bernard Antony, Michel Collinot, ou encore Olivier Morize. Leurs actions, pour la plupart limitées par un manque de moyens et de logistique, alla toutefois jusqu'à organiser des voyages à Moscou pour distribuer des tracts antisoviétiques, selon les dires du principal intéressé⁹. Durant ces mêmes années, il fréquentait le Cercle du Panthéon, une amicale créée par Jean-Marie Le Pen qui regroupait toutes les personnalités de l'extrême-droite française.

En 1972, il fonda une imprimerie « avec l'arrière-pensée évidente qu'elle pourrait servir à [notre] cause »¹⁰, bien qu'il ne fût pas encore apparenté officiellement au Front national. Pendant cinq ans, il donna la priorité à sa vie de famille et à sa carrière professionnelle, reléguant quelque peu son activisme politique.

2) Raviver la flamme militante

En 1977, toutefois, un incident tragique lui redonna goût au militantisme. Le 10 février de cette année, Alain Escoffier, ancien militant d'Occident¹¹ et membre actif du CLAN¹², s'immola par le feu devant la boutique de la compagnie aérienne

⁶ Pierre Sergent fut un officier français et un des cadres dirigeants de l'OAS.

⁷ Nicolas Lebourg, Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des numéros deux du FN*, Nouveau Monde Poche, 2012.

⁸ *Ibid*, p.113.

⁹ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988.

¹⁰ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988.

¹¹ « Occident » est un groupuscule politique créé en avril 1964 et dirigé par Pierre Sidos, l'ancien fondateur de Jeune Nation. Anti-démocratique, le parti rejette l'idée de scrutin électoral ou « mythe de l'élection » et lui préfère l'ascension d'élites nouvelles, fondée sur les mérites et les talents, au sein de la communauté populaire.

¹² Le CLAN, ou Comité de liaison et d'aide aux nationalistes, est, selon leur site internet, une association qui a pour objet « d'apporter un soutien matériel et moral aux militants nationalistes lorsque

soviétique *Aéroflot*. Il succomba à ses blessures en hurlant : « *Communistes, assassins !* ». Cet évènement marqua profondément la droite nationaliste, qui, encore aujourd'hui, célèbre Alain Escoffier en martyr. Cet évènement raviva la flamme militante de Jean-Pierre Stirbois.

Quelques mois après la mort d'Alain Escoffier, Jean-Pierre Stirbois et Michel Collinot acceptèrent de faire le guet à la terrasse d'un café pendant qu'un groupe de jeunes solidaristes firent irruption dans les locaux de la compagnie aérienne pour une action médiatique. Ces derniers se barricadèrent avec le personnel sur place et mirent le feu à un drapeau soviétique. Après l'arrestation inéluctable des membres du « commando », Jean-Pierre Stirbois et Michel Collinot organisèrent aussitôt un « comité Alain Escoffier » pour obtenir la libération de leurs compagnons incarcérés, à savoir Alain Boinet, Laurent Maréchaux et Jean-Claude Nourry. Jean-Marie Le Pen y participa.

3) Les débuts de Jean-Pierre Stirbois au Front national

Ce fut lors des obsèques de M. Escoffier, le 27 février 1977 que Jean-Pierre Stirbois rencontra officiellement et longuement Jean-Marie Le Pen. Il raconta : « *Notre rencontre eut lieu à son bureau de la SERP, en compagnie de François Duprat, le numéro 2 du Front National*¹³ (...). *Après un entretien chaleureux, je décidai de rejoindre le Front et entraînai avec moi Michel Collinot, Gilles de Blignières et Jean-Claude Nourry* »¹⁴. On notera que Gilles de Blignières était le fils du colonel de Blignières, officier français et chef d'état-major de l'OAS en métropole. Par ailleurs, la SERP, ou Société d'études et de relations publiques¹⁵, était l'entreprise d'édition phonographique de reproductions de disques politiques et historiques, mais aussi et surtout dans l'édition de chants « traditionnels », principalement militaires. Jean-Marie Le Pen la créa en 1963 et édita notamment la plaidoirie de l'avo-

ceux-ci sont confrontés à toute forme de répression, d'organiser leur soutien et d'œuvrer à leur réinsertion lorsqu'ils ont été privés de liberté ».

¹³ François Duprat était un historien français, connu pour avoir été un des premiers à développer les thèses négationnistes. Il fut assassiné par un attentat à la voiture piégée en 1978.

¹⁴ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988. P 27.

¹⁵ À l'origine, le domaine d'action de la SERP était flou. Créée le 15 février 1983, elle avait pour objectif de « *traiter de toutes études économiques et sociales, des études et recherches des moyens d'information de l'opinion publique, de l'établissement de toute documentation, de diffusion par tous moyens, de la réalisation de conférences et expositions se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus* », selon les journalistes Gilles Bresson et Christian Lionet. C'est un mois après la création de l'entreprise que Jean-Marie Le Pen eut l'idée de remplacer « études » par « éditions »

cat Jean-Louis Tixier-Vignancour au procès de Raoul Salan, chef de l'OAS et instigateur du putsch des généraux à Alger en 1961. Cette société d'édition fit polémique lorsqu'elle reproduisit les chants de la Wehrmacht et de la Waffen-SS. François Duprat œuvra fortement à la mise en relation de Jean-Marie Le Pen et Jean-Pierre Stirbois. Très intéressé par l'idée de disposer d'une imprimerie au service du parti, c'est sans difficulté qu'il convainquit Jean-Pierre Stirbois d'adhérer au Front, en le nommant notamment responsable de « la propagande du mouvement », ainsi que « chargé des relations avec la province »¹⁶.

Après la libération des militants solidaristes, Jean-Pierre Stirbois, désormais lepéniste convaincu, milita pour l'adhésion au parti de toute la frange solidariste. C'est avec ces mots qu'il rallia Jean-Claude Nourry à sa cause : « *Nous allons vers les grands rassemblements (...). Le Pen est le seul leader de la droite possible aujourd'hui, c'est un bon orateur, il s'est planté aux présidentielles de 1974, mais d'un autre côté il s'est fait connaître (...). Il y a tout à faire. Avec notre expérience, nous y prendrons tout de suite quelques leviers de commande* »¹⁷. Le groupe solidariste rejoignit le Front national en septembre 1977. Comme l'avait dit Jean-Pierre Stirbois, le parti, alors groupuscule, manquait cruellement d'organisation : « *Je m'imaginais que le Front national était une organisation puissante, mais découvrais vite que s'il avait un chef, des idées, quelques bonnes volontés, il manquait de structures et de militants encadrés* »¹⁸.

En plus du service de propagande et des relations avec la province, Jean-Pierre Stirbois se vit confier la création de la fédération d'Eure-et-Loir. Il s'installa définitivement à Dreux, la sous-préfecture, où il mena le reste de sa vie politique.

En 1979, Le Front national atteignit des sommets d'insignifiance. Conurrencé par le Parti des forces nouvelles, fondé et dirigé par Alain Robert après les violentes querelles entre Jean-Marie Le Pen et les anciens membres d'Ordre Nouveau qui avaient contribué à la naissance du Front national. 1979 fut l'année des premières élections parlementaires européennes. L'extrême-droite française forma une alliance internationale, l'Eurodroite, composée du MSI italien, du PFN belge et du parti phalangiste espagnol Fuerza Nueva. Le Front national en fut écarté sans ménagements. Les tensions que créèrent un tel ostracisme au sein de la sphère

¹⁶ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux. L'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.27.

¹⁷ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front National*, Tallandier, 2013, p.78.

¹⁸ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux. L'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.27.

nationaliste en France poussèrent le PFN à former une liste consensuelle avec le FN, qui sera néanmoins bafouée peu de temps avant le scrutin¹⁹.

L'approche des élections présidentielles de 1981 impulsa le premier « nettoyage » du parti. Jean-Marie Le Pen créa les « comités Le Pen » (CLP) et les chargea de la gestion de la campagne. Bien plus qu'un simple cabinet de campagne, les comités Le Pen se virent attribuer des responsabilités qui, un temps, les amena à prendre en charge le parti dans son intégralité. Le choix de la personne à la tête de ces comités posa problème. En toute logique, Alain Renault, ancien fidèle ami de François Duprat, et numéro deux du parti s'attendait à s'en voir confier la responsabilité. Toutefois, Jean-Marie Le Pen en décida autrement. Inquiet du charisme et de la capacité de gestion du chef de file des « Nouveaux Révolutionnaires » (NR), il lui préféra Jean-Pierre Stirbois, militant modèle et surtout, sans ambition politique autre que de rester numéro deux. L'attitude dilettante d'Alain Renault exaspérait Jean-Marie Le Pen, et ce dernier ne se reconnaissait plus dans la tendance au néofascisme des NR²⁰. « Don Serpentino », comme le surnommait le journaliste royaliste Jean-François Chiappe, et les NR en général furent de plus en plus marginalisés au sein du parti, au point qu'ils quittèrent ce dernier au fil des mois. En octobre 1978, les NR rejoignirent le groupe nazi de Mark Fredriksen, la FANE, et claquèrent la porte du parti : « *Monsieur Le Pen, il n'y aura plus de fascistes pour défiler avec vous dans les manifestations sionistes* »²¹.

Ainsi, sans trop extrapoler, nous pouvons en déduire que l'arrivée de Jean-Pierre Stirbois et son ascension rapide au sein du parti entraînèrent la première forme de dédramatisation du Front national. Alain Renault en tira cette analyse dans le journal *Militant* : « *Nous acquîmes très vite la conviction que le comité Le Pen, tenu en main par Stirbois et son équipe, avait décidé de jouer la carte du modérantisme. Le raisonnement se ramenait à ceci : des millions de modérés partagent les sentiments de Jean-Marie Le Pen sur l'immigration, la sécurité, la liberté d'entreprise, le communisme... Mais la présence massive, voire majoritaire, d'éléments nationalistes populaires au sein du Front effraye tous ces braves gens. Débarrassons-nous donc de ces indésirables, mettons le Front en veilleuse avant de le remplacer par un parti conservateur* ».

¹⁹ Lire p. 66.

²⁰ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front National*, Tallandier, 2013, p.83.

²¹ Dixit Michel Faci, membre des GNR, dans *Notre Europe*, avril 1980.

Cet épisode lui attira d'ailleurs un certain nombre d'ennemis. Après le départ d'Alain Renault en 1980, Jean-Marie Le Pen nomma Pierre Gérard pour le remplacer en tant que numéro deux du parti. Le personnage, farouchement antisémite et condamné à l'indignité nationale à vie depuis 1949 pour ses agissements pendant la Seconde Guerre Mondiale, ne supporta pas la passation de pouvoir officieuse mais effective en faveur des CLP de Jean-Pierre Stirbois. Appuyé par certains militants, il commença alors une campagne de dénigrement de Jean-Pierre Stirbois, considéré comme un « *sioniste frénétique* »²². Les rumeurs les plus fantaisistes iront jusqu'à affirmer que Stirbois était en réalité la version francisée de « Stirnbaum » et il serait un « *agent sioniste* »²³. Les deux hommes étaient en effet radicalement opposés. Au passé tumultueux de collabo de Pierre Gérard contrastait drastiquement la personnalité de Stirbois. Ce dernier, avant tout fin stratège politique, récusait catégoriquement toute connotation fasciste, en plus d'être pro-israélien²⁴.

Jean-Marie Le Pen lui confia finalement le secrétariat général peu de temps après.

Après son entrée au Front national, son ascension fulgurante au sein du parti fut donc caractérisée par sa responsabilité de la « propagande » du parti, les comités Le Pen, le secrétariat général mais aussi, dans une mesure qui pourrait paraître moindre, sa nomination à la tête de la section d'Eure-et-Loir.

B. Dreux et la corrélation chômage-immigration

1) L'arrivée de Jean-Pierre Stirbois

L'arrivée du couple Stirbois, Jean-Pierre et Marie-France, en 1978, est partiellement due au hasard, comme il le concède lui-même : « *C'est le hasard qui a fait que je me suis attaché à faire de la politique à Dreux : ma femme est originaire*

²² Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front National*, Tallandier, 2013, p.86.

²³ Nicolas Lebourg, Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des numéros deux du FN*, Nouveau monde poche, 2012, p.120.

²⁴ Ces dires sont tirés du travail d'investigation de Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard pour leur ouvrage *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des numéros deux du FN*. Les auteurs précisent qu'après la parution d'un de leurs articles dans *Le Monde* évoquant cet aspect idéologico-stratégique de Jean-Pierre Stirbois, Robert Spieler, ancien militant d'Ordre Nouveau, puis du PFN, mais aussi très proche ami de Jean-Pierre Stirbois s'est offusqué de la sorte : « *Le Monde reprend quelques assertions tout à fait mensongères et hautement fantaisistes en prétendant que Stirbois était pro-israélien et récusait toute connotation fascisante. Ayant été très proche de Jean-Pierre Stirbois, quand nous siégeâmes à l'Assemblée nationale, et ayant passé maintes soirées avec lui, je puis témoigner que ces accusations sont totalement absurdes* » (Rivarol, août 2011).

des environs. Si elle avait été de Grenoble ou d'ailleurs, c'est là que je serais allé m'installer »²⁵.

La réalité, comme souvent, est plus complexe. Le Front national, en cruel manque de reconnaissance et ce même dix ans après sa création, avait besoin de s'implanter localement le plus largement possible. Les militants du Front national se virent donc confier rapidement, presque dès leur arrivée, des fonctions de cadres du parti. C'est d'ailleurs ainsi que Carl Lang, futur personnalité influente du Front national, se vit confier la responsabilité d'une section, alors qu'il n'était à l'époque, en 1979, qu'étudiant à Paris. C'est le secrétaire général du parti, Alain Renault, qui le remarqua au siège du FN et le propulsa responsable de la section de l'Eure. « *Je lui dis que je suis étudiant, que je ne suis en Normandie que le week-end, chez mes parents, à Vernon* » raconta-t-il aux journalistes Dominique Albertini et David Doucet. Peu importe, la carte des circonscriptions où était implanté le FN était trop clair-semée, il fallait remplir les trous.

Outre l'ancrage familial de Marie-France Stirbois et le manque de cadre du parti dans la région, Dreux présente un autre avantage de taille : sa composition démographique, la violente crise économique qu'elle subit depuis le premier choc pétrolier et sa mairie socialiste, comme nous l'expliquerons sous peu, en font une municipalité particulièrement réceptive aux idées défendues par le Front national.

2) Un terreau fertile aux idées radicales

Dreux s'est, au fil de son histoire, transformée peu à peu en cité-dortoir de la banlieue parisienne. Cette ville beauceronne de 35 000 habitants, deuxième ville d'Eure-et-Loir après Chartres, comptait près de 23% de population d'origine étrangère, et 10% de chômeurs. Si ce taux peut nous paraître commun aujourd'hui, il l'est nettement moins si nous le remettons dans le contexte de l'époque, où la moyenne nationale était de 7,2% de chômage. La ville a subi de plein fouet les vagues de licenciements liées au choc pétrolier de 1978. Sa population était instable, c'est-à-dire que, selon *Libération*, environ neuf cents familles quittaient la ville chaque année, et étaient remplacées par un nombre équivalent de nouveaux ménages. De surcroît, le niveau de vie des habitants était relativement faible. Dreux hébergeait en effet approximativement huit cent foyers considérés comme relevant

²⁵ *Libération*, 6 septembre 1983, « *La résistible ascension de l'extrême-droite drouaise* ».

du « quart-monde », et 58% de la population vivait dans des habitations à loyer modéré²⁶.

Militants peu avares de leur temps, le couple Stirbois sillonna les rues drouaises dès son arrivée à Dreux. À force de distribution de tracts et de porte à porte, les Stirbois se firent un nom à Dreux. « *Comme dans une petite PME, Jean-Pierre connaissait tous ses militants, raconta son ami Christian Baeckeroot. Toute la ville était quadrillée* »²⁷.

Si les élections législatives de 1978, date de leur arrivée, leur ont réservé un score très bas (2%)²⁸, les trois années d'intégration à la ville portèrent leurs fruits, comme le démontrèrent les élections cantonales de mars 1982.

3) Premières percées électorales en 1982

Pour ces élections, le Front national ne réussit guère à réunir plus d'une soixantaine de candidats répartis sur tout le territoire français.

Le couple Stirbois, à Dreux, se répartit les cantons. Marie-France se chargea du canton sud (baptisé Dreux-est) et Jean-Pierre du canton nord (Dreux-ouest). Sans surprise, ils basèrent leur campagne sur les principes chers au Front national : immigration, chômage, insécurité, anticommunisme et, par extension, antisocialisme. En matraquant les mêmes thèmes dans une ville fortement peuplée par des ouvriers qui pouvaient sentir leur emploi peu qualifié menacé par une main d'œuvre immigrée moins chère, et par beaucoup de chômeurs, les idées frontistes commencèrent à percer. Lors de sa campagne, Jean-Pierre Stirbois répéta inlassablement ses idées protectionnistes (« *Fabriquons Français, oui, et plutôt deux fois qu'une, mais avec des travailleurs français !* ») et dressa de douteux parallèles entre l'immigration et le taux de criminalité (« *dans la région drouaise, le nombre d'immigrés ne cesse d'augmenter (...) Dreux est l'une des villes de France où le taux de criminalité et de délinquance est le plus important. Taux de 46,60%, très nettement supérieur*

²⁶ Cf *Libération*, 12 et 13 mars 1983, dossier « *Les voix qui ont manqué à la gauche ; Dreux : le quart-monde et les sirènes du Front national* »

²⁷ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front National*, Tallandier, 2013, p.94.

²⁸ Si 2% paraît extrêmement faible, ce score reste toutefois le plus élevé réalisé par le Front national aux élections législatives de 1978, derrière le score de Jean-Marie Le Pen.

à la moyenne nationale »²⁹) ou encore entre l'immigration et le chômage des Français « pure souche » (« *Pourquoi ne pas inverser le courant de l'immigration pour réduire le chômage ?* »³⁰).

Le soir des résultats du premier tour, le 14 mars 1982, le premier sursaut frontiste de la ville se fit sentir. Marie-France Stirbois obtint 9,58% des suffrages dans le canton sud, dépassant ainsi le score électoral des candidats MRG et communiste. Quant à Jean-Pierre Stirbois, pour la première fois, il dépassa la barre des 10% des votes avec un cinglant 12,60% des suffrages. Plus encore, il obtient presque 20% (19%) dans le bureau électoral Paul Bert, situé dans les quartiers nord, traditionnellement à gauche. « *Ces résultats confirment le ras-le-bol de la population drouaise devant l'augmentation constante des immigrés* »³¹ analysa Jean-Pierre Stirbois.

Ces élections marquèrent le début d'une nouvelle ère électorale à Dreux. Pour le second tour, Jean-Pierre Stirbois affirma avoir passé un accord avec René-Jean Fontanille, candidat RPR dans le même canton. Contre son désistement lui aurait été promis une alliance politique pour les prochaines élections : les municipales de mars 1983. Pour soutenir son propos, Jean-Pierre Stirbois retranscrivit dans son livre *Tonnerre de Dreux* une lettre manuscrite datée du 15 mai 1982 que René-Jean Fontanille lui aurait adressée, concrétisant par écrit leur accord pour « *soutenir [sa] participation, ainsi que celle de trois autres membres de [son] mouvement, sur une liste d'opposition aux prochaines municipales de Dreux* »³².

²⁹ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux. L'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.40-41.

³⁰ *Ibid*, p.47.

³¹ *Ibid*, p.43.

³² *Ibid*, p.45. Erreur d'impression ou maladresse de l'auteur, la lettre qu'il a retranscrite est signée « Jean-Pierre Fontanille » et non « René-Jean Fontanille ».

C. L'alliance RPR-FN

Jean-Pierre Stirbois, alors bien implanté à Dreux, put par certains aspects faire moins figure de candidat FN que de candidat « local ». *Libération*, quelques jours après le premier tour des élections municipales de 1983, analysa son implantation : « *Voici quatre ans que Jean-Pierre Stirbois a lancé une véritable O.P.A. sur Dreux. Il a en quelque sorte pris la ville d'assaut, sans qu'elle s'en aperçoive, et sans se tromper de terrain* »³³.

1) La liste commune

Il rappela leur accord à René-Jean Fontanille et demanda à créer une alliance avec les partis de droite en lice, à savoir le RPR et le Centre des démocrates sociaux (CDS). Ce dernier, alors parti du centre-droit, était représenté à Dreux par le sénateur Jean Cauchon. « *Ce Cauchon, je l'ai rencontré en juin 1982 au Sénat, pensant plus ou moins naïvement que son objectif pouvait être la défaite de Françoise Gaspard qui lui avait ravi la mairie, relate Jean-Pierre Stirbois. Il m'a bien fait comprendre qu'il se sentait " philosophiquement " plus proche des socialistes que du Front national* »³⁴. Yves Cauchon, le fils du sénateur était également candidat, sur la liste du docteur Allibert. Ce « *sinistre pantin* », comme le décrit Jean-Pierre Stirbois, écrivit : « *S'allier à eux [les frontistes] serait mettre en place les conditions de l'éclatement de notre société* ».

Cette alliance ainsi compromise, Jean-Pierre Stirbois se tourna vers le RPR, qui tint parole. Pour calmer le tollé de réactions négatives publiques à l'annonce de cette alliance, ce dernier déclara au journal Midi 2 de la chaîne Antenne 2 : « *L'accord que nous avons conclu à Dreux avec le Front national est un accord purement local. Cela signifie que nous sommes engagés sur un programme de gestion municipale, et que cet accord bien évidemment, n'engage pas nos formations respectives à l'échelon national* »³⁵. Le 9 mars 1983, venu soutenir Didier Bariani en campagne dans le XXe arrondissement de Paris, Jacques Chirac déclara : « *Intégrer la liste de M. Le Pen au deuxième tour aurait constitué une alliance contre-nature* »

³³ Cf *Libération*, 12 et 13 mars 1983, dossier « *Les voix qui ont manqué à la gauche ; Dreux : le quart-monde et les sirènes du Front national* »

³⁴ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.60.

³⁵ Entretien d'Antenne 2 avec le candidat René-Jean Fontanille sur la campagne électorale de Dreux en 1983, diffusé le 23 février 1983. <http://www.ina.fr/video/CAB8300240501>

ou encore : « *Je ne sais pas ce qui s'est passé à Dreux. Vous savez que les décisions, qui ne sont pas encore définitives, sont prises au sein de notre mouvement au niveau des instances départementales s'agissant des élections municipales. Mais je peux vous dire que je n'ai, en ce qui me concerne, aucune espèce de rapport ou de contact avec un mouvement qui se réfère à des principes que je condamne* »³⁶.

La liste se nomma « Dreux d'abord – Union de l'opposition pour le changement ». Elle intégra neuf candidats apparentés Front national ou sympathisants. Malgré l'insistance de la candidate socialiste Françoise Gaspard et de sa liste « Vivre ensemble », qui s'efforça de répéter que « *les villes n'ont que très peu de pouvoir sur les questions d'immigration. La seule chose que peuvent faire les maires, c'est que les gens vivent ensemble, harmonieusement et sans problème* »³⁷, la campagne de la liste d'opposition tabla précisément sur l'affirmation inverse : « *Notre projet se résume en une formule : inverser le flux de l'immigration. Dreux souffre d'un problème évident, et le score obtenu par le Front national [aux élections cantonales] montre qu'il y a là un véritable problème* »³⁸.

La campagne que mena le Front national fut, selon Jean-François Jalkh³⁹ qui pourtant y participa activement, « *au ras des pâquerettes* ». Il confia aux journalistes Dominique Albertini et David Doucet :

« *J'étais un lieutenant de Stirbois, qui m'avait dissuadé de travailler dans le privé pour m'engager au Front. Je travaillais dans sa petite imprimerie et il m'emmenait souvent avec lui lorsqu'il allait à Dreux. Il menait une campagne de terrain, mais extrêmement basique sur le plan intellectuel. J'étais même un peu gêné de son côté subscolaire et manichéen. J'ai lu la Psychologie des foules de Gustave Lebon et je sais qu'il ne faut pas faire trop sophistiqué quand on s'adresse aux masses mais tout de même... J'ai dit à Stirbois que sa campagne s'adressait vraiment à des demeures mentaux. Il m'a répondu : "Je fais ce qui marche, je sais*

³⁶ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.61.

³⁷ Reportage d'Antenne 2, 23 février 1983. Cf www.ina.fr

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Membre du bureau politique du FN, député de Seine-et-Marne de 1986 à 1988.

comment il faut parler aux petites gens. Ce n'est pas une campagne d'intellectuels qu'il faut faire ».

2) Le 1^{er} tour contesté

La campagne du premier tour, tout à fait chaotique, se termina avec fracas. « *Françoise Gaspard d'un cheveu* » titrait *Libération* le lundi 14 mars 1983. Six ans après avoir élu au premier tour avec plus de 54% des suffrages un maire socialiste, ces élections municipales montrèrent le malaise profond entre la population et le principal parti de gauche, dans un contexte national tout aussi désastreux pour cette aile politique.

a) Le désaveu national du Parti socialiste

Le Parti socialiste connut une déroute électorale générale. C'est en effet à l'échelle nationale que s'opéra un revirement des votes en faveur des partis de l'opposition. Même si Dreux et son penchant pour le Front national fit figure d'exception, la France fut submergée par une vague bleue, incarnée par un vote massif en faveur du RPR et de l'UDF. *Le Figaro* titra, le lundi 7 mars, lendemain du 1^{er} tour : « *Le naufrage de la gauche* ». Le dossier y étant consacré comprit notamment des tableaux récapitulatifs des résultats du scrutin, dont voici un extrait :

TOTALISATION DES VOIX (1^{ER} TOUR) FRANCE MÉTROPOLITAINE

	- 3 500 h.		3 500 à 9 000 h.		9 000 à 30 000 h.		+ 30 000 h.		Ensemble	
	NOMBRE	%	NOMBR	%	NOMBR	%	NOMBRE	%	NOMBRE	%
<i>Inscrits</i>	14 421 378		4 873 886		6 382 923		10 555 394		36 233 581	
<i>Votants</i>	12 328 520	85,48	3 918 052	80,38	4 766 657	74,67	7 381 029	69,92	28 394 258	78,12
<i>Exprimés</i>	11 933 572	82,74	3 754 142	77,02	4 623 580	72,43	7 208 850	68,29	27 520 144	75,98
<i>Abstentions</i>	2 092 858	14,51	955 834	19,61	1 616 266	25,32	3 174 365	30,07	7 839 323	21,88
<i>Listes</i>										

<i>Extrême gauche</i>	4 995	0,05	4 702	0,12	17 544	0,37	110 815	1,53	138 056	0,
<i>Parti communiste</i>	153 486	1,56	144 837	3,85	177 841	3,84	123 447	1,71	599 511	2,
<i>Union de la gauche</i>	1 644 220	16,77	1 194 873	31,82	1 659 520	35,89	2 702 520	37,48	7 201 133	28,
<i>Parti socialiste</i>	490 847	5,00	259 303	6,90	256 716	5,55	199 296	2,76	1 206 162	4,
<i>Divers gauche</i>	744 568	7,59	79 529	2,11	74 951	1,62	49 394	0,68	948 442	3,
<i>Gauche centriste</i>	1 937 286	19,76	205 220	5,46	44 304	0,95	40 109	0,55	2 226 919	8,
<i>Ecologiste</i>	5 406	0,05	5 629	0,14	21 106	0,45	115 743	1,60	147 884	0,
<i>Opposition</i>	4 822 949	49,19	1 859 786	49,53	2 371 120	51,28	3 840 457	53,27	12 894 312	50,
<i>Extrême-droite</i>	160		263		478	0,01	27 069	0,37	27 970	0,

Tableau extrait du *Figaro* (07/03/83)

Avec 66 villes de plus de 30 000 habitants en ballottage au second tour, la perte pure et simple de très nombreuses grandes villes et surtout la déferlante bleue sur la capitale, ces élections municipales sonnèrent la première note du glas de l'agonie que la gauche en général et le Parti socialiste en particulier allaient connaître dans les années à venir.

La chute fut telle que le mardi 22 mars, Pierre Mauroy remit la démission de son gouvernement au Président de la République, qui l'accepta. Il conserva toutefois son poste de Premier Ministre et constitua un gouvernement plus « ramassé », moins « attrape-tout »⁴⁰, composé de quinze ministres au lieu de trente-quatre auparavant.

⁴⁰ *Le Figaro*, 24 mars 1983 : « Mauroy III : les mêmes en réduction. Le nombre ne résoudra pas les problèmes ».

b) Campagne nationale pour terrain local

Les résultats du premier tour furent inquiétants pour Françoise Gaspard. Éluë avec seulement 8 voix d'avance sur la liste RPR-FN, 5 912 contre 5 904, sa légitimité fut remise en question. Le nouveau conseil municipal comprit trente conseillers de la majorité, et neuf de l'opposition. Parmi eux se trouvèrent Jean-Pierre Stirbois ainsi que Mireille Brion, elle aussi candidate FN.

Dans les jours suivants les résultats, sous la pression, Françoise Gaspard décida de ne pas honorer son nouveau mandat⁴¹ et céda sa place à son second de liste, le socialiste Marcel Piquet. Dans une longue interview accordée à *Libération* le 18 mars 1983, elle expliqua son choix et afficha son désir de se consacrer « à la lutte contre la montée du fascisme en France ». « Il ne s'agit ni d'une démission ni d'un abandon, déclara-t-elle. Au contraire. Nous venons de connaître à Dreux pendant un certain nombre de mois une campagne mensongère, odieuse, qui a créé un climat de troubles et de violence. (...) C'est une campagne sur le problème de l'immigration et du racisme, dont j'ai été la cible. Mais ce n'est pas pour ça que je me retire. (...) Il est mieux, justement pour retirer la cible en quelque sorte, que ce soit un autre que moi qui soit maire »⁴².

De Françoise Gaspard toujours, cette analyse : « A Dreux la gauche n'a pas beaucoup perdu de voix par rapport à la moyenne nationale, autrement, on n'aurait pas été réélus. On a eu une réélection serrée, c'est vrai, au plan des pourcentages, mais on a gagné des voix par rapport à 1977. (...) On dirait que le problème de cette campagne est qu'elle n'a pas été locale. Jamais dans la bouche de mes adversaires je n'ai entendu parler de gestion ». La campagne a en effet été particulièrement éprouvante pour la maire sortante, et certains faits et événements relevèrent même des limites raisonnables d'une campagne d'une ville moyenne, sans influence politique nationale particulière. Le 31 mars, le quotidien *Le Figaro* constata : « Dans l'opposition comme dans la majorité, on cite des faits qui prouvent que la campagne a outrepassé les bornes du débat démocratique »⁴³. Coups de feu supposés, menaces, calomnies, permanences saccagées... Autant Françoise Gaspard que

⁴¹ *Le Figaro*, 18 mars 1983 : « Dreux : Françoise Gaspard renonce à la mairie ».

⁴² *Libération* le vendredi 18 mars 1983. « Françoise Gaspard : Pourquoi je renonce à la mairie de Dreux ».

⁴³ *Le Figaro*, 31 mars 1983 : « Dreux : les municipales ont laissé des traces ».

René-Jean Fontanille en ont été victimes au cours des mois précédant le scrutin. Selon Françoise Gaspard, ces excès étaient en grande partie imputables au « *climat de haine* » que répandait le Front national au sein de la population.

Le premier conseil municipal se déroula dans un chahut inhabituel. Après un bref discours de la majorité, René-Jean Fontanille se fit copieusement huer et insulter de « fasciste » lorsqu'il prit à son tour la parole. C'est donc dans un contexte tendu et hostile qu'eut lieu la passation de pouvoir entre Françoise Gaspard et Marcel Piquet.

René-Jean Fontanille et Jean-Pierre Alibert, les deux rivaux politiques du parti socialiste lors de ces élections, dénoncèrent de nombreuses irrégularités et déposèrent ainsi une requête en annulation. Ils exprimèrent leur volonté de former cette fois encore une liste d'alliance RPR-UDF-FN dès le premier tour. Le docteur Alibert se déclara en effet « *trahi par les Cauchon* »⁴⁴, qui, en refusant de s'allier avec la liste d'opposition, permirent au Parti socialiste de décrocher un second mandat municipal.

L'enquête demandée par René-Jean Fontanille et Jean-Pierre Alibert conclut à une fraude électorale : un recomptage des voix ne donna plus à Françoise Gaspard que cinq voix d'avance, puis les autorités s'aperçurent que figuraient dans les urnes sept bulletins de plus que le nombre de signatures sur les feuilles d'émargements. Une élection municipale partielle fut ordonnée et prévue pour le mois de septembre suivant.

II - II-Le « coup de tonnerre »

La décision du Tribunal administratif d'Orléans provoqua à Dreux un véritable branle-bas de combat. La question sur toutes les lèvres portait bien évidemment sur l'éventualité d'une nouvelle alliance politique pour ces élections. Tirillée entre les critiques, un certain cas de conscience et la promesse de bons résultats électoraux en cas d'alliance, l'opposition décida néanmoins de ne pas en former pour le premier tour de ces élections partielles. René-Jean Fontanille, convaincu du bien-fondé de cette union temporaire et locale, ne parvint pas à convaincre les hautes instances du parti, qui lui préférèrent donc un autre candidat pour représenter le RPR à Dreux.

⁴⁴ *Ibid.*

C'est ainsi que Jean Hieaux, un notable de la ville, 59 ans et banquier de son état, se lança dans la campagne contre Marcel Piquet, le candidat socialiste. Le FN, loin d'être découragé, présenta sa propre liste, bien évidemment menée par Jean-Pierre Stirbois. Elle fut composée de vingt-cinq non-inscrits et compta treize femmes sur trente-neuf noms.

A. Élections municipales partielles sous pression

Le remplacement presque complet des têtes de listes aux élections changea la donne. Seul Jean-Pierre Stirbois maintint, logiquement, sa position électorale. Les deux autres partis changèrent de cheval de bataille. Le Parti socialiste, rappelons-le, présenta Marcel Piquet après le désistement de Françoise Gaspard, éprouvée par la violence de la campagne de mars 1983, et l'opposition, comme nous le précisons à l'instant, opta pour Jean Hieaux pour représenter la coalition RPR-UDF.

1) Nouvelles têtes, nouveaux enjeux

Comme le relata *Libération*, la campagne de septembre 1983 fut beaucoup plus calme qu'en mars. Marcel Piquet l'expliqua par une certaine lassitude des Drouais qui, selon lui, « *ne voulaient pas d'un troisième tour* »⁴⁵. « *Rien n'accroche plus sur ces Drouais, fatigués de voir leurs boîtes aux lettres pleines de tracts, las de revenir des courses leur cabas bourrés d'affichettes, excédés par une bataille électorale de sept mois* » écrivit *Libération*.

Si l'on ne peut exclure une part de vérité dans cette analyse, il serait simpliste de la limiter à cela. Nous pouvons ajouter qu'il est probable que la violence inédite des propos tenus en mars 1983 contre la candidate socialiste eut un effet de « trop-plein », de « tout-dit », qui ne permit pas au Front national de réitérer des propos tels que ceux entendus quelques mois auparavant à l'encontre de jeunes de quartiers hostiles à la politique frontiste : « *Vous êtes des crasseux. Vous crèverez dans votre quartier avec vos bougnoules. Vous êtes des crève-la-dalle. Si on passe, votre quartier n'existera plus* »⁴⁶. Cependant, pour Jean-Pierre Stirbois, qui s'était fait connaître en 1981 par son tonitruant « *Étrangers de l'autre côté de la Méditerranée, retournez à vos gourbis !* », le principal objectif à atteindre était toujours la baisse significative du nombre d'immigrés inactifs en France, et si ses propos furent un tant

⁴⁵ *Libération*, 2 septembre 1983 : « *Dreux : une campagne en demi-teinte* ».

⁴⁶ *Libération*, 21 mars 1983 : « *Dreux : le premier chahut de l'après-Gaspard* ».

soit peu moins extrêmes qu'en mars, ils restèrent tout aussi insultants et catégoriques : *« l'immigration est le plus grave problème de société qui se pose à notre pays (...) Il faut inverser le courant de l'immigration étrangère car cette population est, en grande partie, responsable de la délinquance, de l'insécurité et du chômage »*⁴⁷. Il persista à montrer un lien entre « l'immigration, la progression de la délinquance, de l'insécurité et du chômage »⁴⁸.

Les deux autres candidats ne réussirent pas à se démarquer aussi visiblement que Jean-Pierre Stirbois pendant la campagne. *« Jamais les militants socialistes drouais n'ont su répondre aux arguments de Jean-Pierre Stirbois sur l'immigration »*⁴⁹.

2) Le choc du premier tour

Au mois de juillet 1983, les militants FN à Dreux organisèrent un sondage. Jean-François Jalkh raconta : *« On a suivi à la lettre les techniques décrites dans les manuels. On est arrivés au chiffre de 17% d'intentions de vote. On s'est dit : "On a une nouvelle fois fait les guignols et on s'est plantés". Même si on sentait qu'on avait le vent en poupe, personne n'y croyait »*⁵⁰

Le soir du dimanche 4 septembre, la ville fut sous le choc. Les résultats du premier tour donnèrent un incroyable 16,72% des suffrages au candidat du Front national.

Résultats du premier tour des élections municipales partielles de Dreux, 4 septembre 1983

⁴⁷ *Libération*, 2 septembre 1983 : *« Dreux : une campagne en demi-teinte »*.

⁴⁸ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.64.

⁴⁹ *Libération*, 13 septembre 1983 : *« La leçon de Dreux »*.

⁵⁰ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994, p.402.

	Nombre de voix	%
<i>Inscrits</i>	15 827	
<i>Votants</i>	10 682	
<i>Exprimés</i>	10469	
<i>Abstention</i>		

<i>Listes</i>		
<i>Jean Hieaux (RPR-UDF)</i>	4 467	42,67
<i>Marcel Piquet (PS)</i>	4 252	40,62
<i>Jean-Pierre Stirbois (FN)</i>	1 750	16,72

Les résultats furent accablants pour le Parti socialiste. S'il était attendu que la liste de Jean-Pierre Stirbois obtienne un bon score électoral, personne n'avait imaginé une percée à près de 17% des suffrages. Avec près de 60% des votes, la droite en général s'imposa, durablement, à Dreux. Marcel Piquet, pourtant relativement serein au vu des résultats encourageants de mars 1977, et encore positifs de mars 1983, tomba des nues. Il en vint à se demander « *si les Drouais [étaient] fous* »⁵¹. Il s'insurgea : « *Stirbois a réussi à faire croire à des gens désespérés, sans emploi, que l'on donne du travail aux immigrés et pas aux Français* »⁵². Jean-Pierre Stirbois lui-même analysa son propre résultat selon cet angle : « *c'est un phénomène de ras-le-bol devant le chômage et l'insécurité liée à l'immigration* ». « *Leur campagne désordonnée [celle des socialistes drouais] s'est révélée inefficace. À Dreux, la gauche n'a pas perdu qu'une mairie, mais des certitudes* » d'après le quotidien *Libération*.

⁵¹ *Libération*, 5 septembre 1983.

⁵² *Libération*, 6 septembre 1983 : « *Municipale à Dreux : la gauche victime du vote contestataire* ».

Pour le deuxième tour, la question d'une alliance des partis de droite se posa de nouveau. Le RPR reconsidéra en effet la possibilité d'alliance puisque les résultats qu'il obtint le dimanche 4 septembre ne lui permirent pas d'asseoir confortablement une position dominante.

B. Deuxième tour : la confirmation

Dernier tour, changement de stratégie. Les réticences de l'opposition à former une alliance au premier tour avec Jean-Pierre Stirbois semblèrent s'évanouir une à une. Au nom du barrage au Parti socialiste, la droite drouaise convint de s'allier avec la liste Front national.

1) *“Une mauvaise solution qui donnera un bon résultat”* (D. Bariani)

En 1983, rares étaient les hommes politiques de droite qui se prononcèrent contre une alliance avec le Front national, du moins à cette échelle. Seuls Simone Veil, UDF et Présidente du Parlement européen, et Olivier Stirn, du Parti radical, affichèrent clairement et fermement leur désaccord : *« l'opposition drouaise a commis une énorme faute. Si j'étais à Dreux, je ferais comme elle [Simone Veil], je ne voterais pas »*⁵³.

Cet avis ultra minoritaire au sein de leur propre parti est explicable par des raisons purement stratégiques et électorales, décrites par Didier Bariani, alors président du parti radical : *« Il ne faut pas avoir l'hypocrisie de se retrancher derrière des réponses en forme de faux-fuyants du genre (...) ni de se dédouaner par une vertueuse et formelle indignation. Il faut avoir le courage de dire que c'est une mauvaise solution qui donnera un bon résultat »*. En d'autres termes, Didier Bariani prôna ici ouvertement le fameux dicton « la fin justifie les moyens ».

Les différentes positions adoptées par les politiciens de droite offrirent un large panel de raisons, de justifications voire d'excuses pour expliquer leur soutien à la liste commune. La plupart affichèrent une certaine gêne, teintée d'un certain opportunisme électoral, comme souligné par Didier Bariani, et d'autres se targuèrent de déclarations tout à fait fantasques. Ainsi, Michel Poniatowski, ancien résistant, ancien ministre et à cette époque député européen, appela à *« voter contre les*

⁵³ *Libération*, 7 septembre 1983 : *« L'opposition coupée en Dreux »*.

fascistes de gauche »⁵⁴. Philippe Tesson, journaliste et directeur de la publication du *Quotidien de Paris*, qu'il fonda en 1974, était connu pour ses prises de position clairement affichées à droite. Le 8 septembre 1983, il fustigea la décision de Simone Veil dans une tribune écrite pour *Libération* : « *Vous vous trompez, Mme Veil. (...) Mme Veil fait trop de morale et pas assez de politique en face d'adversaires qui ne font de la morale que lorsque cela sert leurs intérêts politiques* »⁵⁵.

Quoi qu'il en fût, nombre de justifications se rejoignirent en certains points communs. Premièrement, les partisans de la liste commune s'attachèrent à rappeler la certaine insignifiance du Front national à cette époque. Si cette percée électorale a mobilisé les médias et a pu laisser croire à une vague raciste déferlant sur la France, certains hommes politiques et journalistes ont rappelé, à juste titre, que le score de près de 17% du FN était à remettre dans un contexte plus large : il équivalait à une poignée de moins de 1 800 voix, sans enjeu politique majeur, si ce n'était la participation éventuelle à la gestion d'une ville moyenne de province.

Deuxième argument, ceux en faveur de l'alliance RPR-UDF-FN notèrent la classification catégorique de l'électorat en question. Assez globalement considérés comme « racistes », voire « fascistes », il est évident que ces présomptions hâtives étaient pour le moins fantaisistes. Les citoyens ayant donné leur voix au Front national pour ces élections ne se découvrirent pas « fascistes » du jour au lendemain. Les raisons qui les poussèrent à voter Front national s'inscrivirent dans un contexte de « *ras-le-bol* » quant à la politique des gauches, comme l'analysait Jean-Pierre Stirbois au lendemain du scrutin. « L'État de grâce » bel et bien enterré, une majorité des Français éprouvait une certaine désillusion envers le monde politique, et certains cherchaient une troisième voix pour protester contre le bipartisme traditionnel.

Enfin, un troisième argument repris par de nombreux hommes de droite fut celui de l'hypocrisie socialiste. En d'autres termes, ils reprochèrent à la classe politique socialiste de condamner cette alliance avec un parti réputé extrémiste voire tendant vers le totalitarisme alors qu'eux-mêmes avaient passé et passaient toujours des alliances avec le Parti communiste. Il est bon de rappeler qu'en 1983, la Guerre Froide était toujours virulente, le totalitarisme de Moscou et les millions de morts que le régime a infligé à son propre peuple étaient de notoriété publique mais

⁵⁴ *Libération*, 8 septembre 1983 : « *La droite malade de l'extrême-droite* ».

⁵⁵ *Ibid.*

toutefois, le Parti socialiste formait une alliance politique pérenne et stable avec le PCF. C'est en se basant sur ce postulat que Jacques Chirac déclara : « *Ceux qui ont fait alliance avec les communistes sont définitivement disqualifiés pour donner des leçons en matière de droit de l'homme et de règles de démocratie. (...) Je n'aurais pas du tout été gêné de voter pour la liste RPR-FN au second tour. Il n'y a pas 17% de dangereux extrémistes à Dreux. Cela n'a aucune espèce d'importance d'avoir quatre pèlerins du FN à Dreux comparé aux quatre ministres communistes au conseil des ministres* »⁵⁶. Oubliée l'alliance « *contre-nature* » décriée en mars.

2) Les négociations

Après de longues heures de négociations, de 23hvingt-trois heures à quatre heures du matin, Jean Hieaux offrit 13 sièges de conseillers à la liste de Jean-Pierre Stirbois, dont quatre réservés à des membres officiels du Front national, ce qui provoqua la désolidarisation officielle de Simone Veil et du CDS de cette décision. Stirbois fut placé en quatrième position de la liste avec l'intention de briguer le poste de maire adjoint chargé de la protection civile. Mireille Brion, pied noir ayant quitté le RPR pour militer au FN, obtint les affaires culturelles et Paulette Vabois, pharmacienne, fut en charge des affaires sociales.

Si le gaulliste Jean Hieaux admit « *quelques problèmes de conscience* » à ce sujet, il s'en dédouana avec le télégramme de soutien de François Léotard, de l'UDF. « *Je ne suis pas Zorro* » déclara-t-il à *Libération* le vendredi 9 septembre, deux jours avant le scrutin du deuxième tour des élections municipales partielles. Peu habitué aux feux des projecteurs, il consentit toutefois non seulement à se présenter en tête de liste, mais aussi et surtout à conclure l'accord tant critiqué avec le Front national. « *Je n'ai aucune leçon de démocratie à recevoir, s'indigna-t-il. Si c'est un problème pour certains, ce n'en est pas un pour moi* »⁵⁷.

⁵⁶ Franz-Olivier Giesbert, *La tragédie du Président*, J'ai lu, 2007.

⁵⁷ *Libération*, 9 septembre 1983 : « Jean Hieaux : "Je ne suis pas Zorro" ».

3) La droite qui gagne

	<i>Nombre de voix</i>	<i>%</i>
<i>Inscrits</i>	15 827	
<i>Votants</i>	11 880	
<i>Exprimés</i>	11 575	
<i>Blancs et nuls</i>	305	
<i>Abstentions</i>	3 951	24,96
<i>Listes</i>		
<i>Liste d'opposition (RPR-UDF-FN)</i>	6 404	55,33
<i>Liste de l'union de la gauche</i>	5 171	44,67

Les résultats furent sans appel pour la gauche. Avec près de onze points d'avance sur le parti socialiste, l'union des droites écrasa toute chance pour la gauche de conserver la mairie.

L'annonce des résultats fut mouvementée. Jean-Pierre Stirbois écrit : « *Les appels au calme de Maurice⁵⁸ Piquet, l'éphémère maire socialiste, les silences de Françoise Gaspard ne font qu'exciter les plus sectaires, les plus extrémistes des socialistes et des maghrébins de Dreux, qui choisissent la violence pour exprimer leur déception* »⁵⁹.

De son côté, Jean-Marie Le Pen ne participa pas directement à ces élections, étonnamment. Officiellement « en vacances », le président du Front national vit d'un mauvais œil la percée électorale de son second. Totalement en dehors de la campagne, le mérite de ces résultats ne put être imputable au charisme de Jean-Marie Le Pen, ce fut une première. Il ne se priva toutefois pas de soutenir certains commentaires piquants. Lorsqu'on reprocha à un de ses adjoints d'avoir insulté Mme Gaspard de « *grosse chatte rouge* » dans une interview donnée au *Figaro* au mois de février suivant, il corrigea « *grosse rate rouge* »⁶⁰ sans aucun scrupule.

⁵⁸ Une fois encore, erreur d'impression ou maladresse de l'auteur, le livre de Jean-Pierre Stirbois affiche le prénom « Maurice » au lieu de « Marcel ».

⁵⁹ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.77.

⁶⁰ *Le Figaro*, 13 février 1984 : « *Le Pen : le goût de la provocation* ».

Le soir des résultats, toutefois, il déclara : « *Nous avons eu une grande victoire, nous sommes aujourd'hui sur la pente ascendante* »⁶¹. Commentant les résultats, il poursuivit en insistant sur le « *problème de l'immigration* » et proposa des « *solutions* » : elles « *passent par une différenciation essentielle qui serait désormais établie entre les nationaux et les étrangers [...]. Il y a suffisamment d'écoles et d'enseignants, suffisamment d'hôpitaux et de services médicaux, suffisamment d'argent pour les allocations familiales, à condition que ceux-ci soient réservés aux nationaux français* »⁶².

III - Paris, Aulnay-sous-Bois, le Morbihan : l'euphorie prolongée

Dreux marqua profondément l'essor électoral du Front national. Ce parti marginal, méprisé par beaucoup et sous-estimé par tous, réalisait sa première reconnaissance électorale. Pour la première fois, un scrutin donnait des responsabilités politiques réelles à deux de ses représentants. « *Feu de paille* », « *scrutin sans importance* », sans recul, cette percée fut oblitérée par la majorité du corps politique de l'époque. En effet, l'accession de deux représentants FN au conseil municipal d'une ville moyenne d'Eure-et-Loir, même si elle a ému, voire outré certains, de par sa symbolique, n'avait concrètement pas de conséquences directes sur les quelques 36 700 autres communes de France. Pour s'ancrer définitivement dans le paysage politique français, il était nécessaire pour le Front national de maintenir des résultats électoraux similaires dans d'autres villes, en attendant le prochain scrutin national.

A. Jean-Marie Le Pen : « l'événement de 1983, c'était mon score à Paris »

À Dreux, le FN venait de remporter une grande victoire symbolique, et sans l'omniprésence de la figure de Jean-Marie Le Pen. Avec une pointe d'amertume, il soutint aux journalistes Dominique Albertini et David Doucet : « *L'évènement de 1983, c'était mon score à Paris* »⁶³.

⁶¹ Jean-Pierre Stirbois, à Montretout, à la première séance du bureau politique après sa victoire. In Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

⁶² Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée. Dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, 1992, p.81.

⁶³ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013, p.100.

1) Le XXe, nouveau terreau électoral

Jean-Marie Le Pen, aux élections municipales de mars 1983, se porta candidat à Paris. En lieu et place de son fief habituel du Quartier latin, il opta pour un arrondissement plus populaire. C'est Michel Collinot, en charge de la campagne, qui lui conseilla ce changement stratégique. En effet, le parti ne comptait guère plus de 250 militants actifs dans la capitale et ne pouvait donc pas présenter de listes dans tous les arrondissements. Michel Collinot suggéra alors de « *mettre tout le paquet*⁶⁴ *sur les XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements* » censés être les « *plus réceptifs aux slogans sécuritaires* »⁶⁵. En se concentrant sur ces trois arrondissements du Nord-Est de Paris, le Front national entendit cibler une population moins aisée que dans le reste de la capitale, et où la proportion d'immigrés était la plus forte. Le quotidien *Le Monde* publia le témoignage d'un parisien, avec pour titre « *Bienvenue aux étrangers du XVIIIe arrondissement...* » faisant état des conditions déplorables d'accueil des étrangers au commissariat pour refaire leurs cartes de séjour : « *Où sont les Droits de l'Homme ? Au centre de Paris [les étrangers] sont traités plus mal que des ordures* »⁶⁶. Par ailleurs, *Le Figaro* releva également que dans ces quartiers, « *l'immigration sauvage, la squatterisation, la prostitution, la drogue [avaient] atteint ici les limites du supportable* »⁶⁷.

Le 13 décembre 1982, Jean-Marie Le Pen présenta donc ses listes « Paris aux Parisiens » dans des arrondissements populaires, avec une très forte concentration de populations immigrées, souvent mal intégrées. Jean-Marie Le Pen se réserva le XXe arrondissement, alors historiquement à gauche depuis plus d'un siècle⁶⁸ ; « *M. Le Pen a choisi l'arrondissement de Paris où le phénomène de l'immigration est le plus mal vécu* »⁶⁹ analysa Didier Bariani, candidat du Parti Radical et adversaire de Jean-Marie Le Pen à ces élections⁷⁰. Il est à noter également que cet arrondissement était considéré comme traditionnellement à gauche. Lors des

⁶⁴ M. Collinot, in Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

⁶⁵ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

⁶⁶ *Bienvenue aux étrangers du XVIIIe arrondissement...*, témoignage signé « B. R. », publié dans *Le Monde* le 7 janvier 1984.

⁶⁷ *Le Figaro*, 8 mars 1983 : « *XXe arrondissement, l'insécurité pèse sur le scrutin* ».

⁶⁸ *Le Figaro*, 1^{er} mars 1983

⁶⁹ Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

⁷⁰ Didier Bariani, président du Parti radical dit « Parti radical valoisien » remporta les élections et occupa le mandat de maire du XXe arrondissement de Paris de 1983 à 1995.

dernières élections présidentielles de 1981, soit seulement deux ans plus tôt, François Mitterrand y avait recueilli près de 57% des suffrages⁷¹.

La permanence de campagne fut installée au 18 rue Le Bua, dans le XXe, mais fut rapidement relocalisée rue Bernouilli, après avoir été ravagée par un cocktail Molotov. Dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 mars 1983, le local fut en effet la cible d'un attentat à l'explosif, comme le rapporte le numéro du *Figaro* daté du vendredi suivant. Jean-Marie Le Pen utilisa d'ailleurs cet évènement pour sa campagne, donnant volontiers des conférences de presse parmi les gravats, et accentuant ainsi ses propos sur la violence et l'insécurité : « *J'ai dit tout haut ce que les gens d'ici pensent tout bas : que l'immigration non contrôlée engendre le désordre et l'insécurité. Dans les rues où les étrangers représentent parfois 40% de la population, les Français ont l'impression d'être submergés, exclus. S'ils le disent, on les traite de racistes et le débat sur l'immigration est occulté. Ce sont les quartiers les plus populaires et traditionnellement rouges qui ont voté pour moi. J'ai fait 18% à Belleville, mais 8% à 9% seulement à Gambetta, beaucoup plus bourgeois. Alors je me maintiens au second tour. J'espère entrer à la fois au conseil d'arrondissement et au Conseil de Paris. Il faudra bien qu'on m'entende* »⁷².

L'équipe de campagne était réduite, mais omniprésente sur le terrain. Parmi les fidèles se trouvaient notamment Carl Lang, secrétaire du Front national de la jeunesse, et Jean-Marie Le Chevallier, ancien membre du RPR rallié au Front national quelques années plus tôt, « *un des premiers déçus du giscardisme* »⁷³.

Jean-Marie Le Pen joua la carte de la proximité, quadrillant l'arrondissement avec son équipe et se présentant comme souffrant des mêmes maux que les habitants du quartier. « *Oui nous préférons vivre entre Français, non nous n'avons pas besoin d'étrangers pour balayer nos rues, il suffit de revaloriser ce travail et de le payer cher, les Français accepteront de le faire. À bas les intellectuels et les bureaucrates* » rapporta Libération. Le président du Front national paria sur la même corrélation sur laquelle jouait simultanément Jean-Pierre Stirbois à Dreux : l'immigration entraîne la hausse du chômage des Français « pure souche ». « *Je suis le*

⁷¹ Cf *Libération*, 12-13 mars 1983, dossier « *Les voix qui ont manqué à la gauche ; Paris XXe : Haines tranquilles à Ménilmontant* ».

⁷² Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

⁷³ *Le Monde*, 13 février 1984, A. Rollat.

seul à oser parler franchement de l'immigration, déclara-t-il. Ici les gens sont envahis, bousculés, colonisés »⁷⁴.

Son objectif était en partie de trancher radicalement avec son principal rival, Didier Bariani, réputé froid et rigide. Jean-Marie Le Pen afficha alors ouvertement un certain air « bon vivant » et une franche exultation : « *Le Pen a rangé au placard les insignes de l'extrémisme de droite, il affiche une bonhomie populiste, un bon sens français moyen, une jovialité qui ne correspond pas à l'image du général fasciste. "Je chante dans les bistrots de Ménilmontant, je m'intéresse aux gens qui ont le sentiment d'être abandonnés à leur sort" »⁷⁵.*

Parallèlement, les partis de droite tablèrent également leurs campagnes sur l'insécurité. Alain Juppé, candidat à la mairie du XVIII^e arrondissement, liait « *l'immigration clandestine, la délinquance et la criminalité »⁷⁶. Jacques Dominati, dans le III^e, affichait « *Exigeons le droit à la sécurité !* ». Pain béni pour le Front national, qui vit ainsi ses thèses légitimées par les partis adverses.*

2) L'union manquée

Le 6 mars 1983, pour la première fois depuis 1958, Jean-Marie Le Pen put se maintenir au second tour. Avec un score de 11,26%, soit 6 788 voix, le président du Front national exulta, puisque ce score représentait six fois plus de voix qu'en 1977 : « *Pour le FN, maintenant c'est parti. Je vais être la cible de tous les médias, de toute la classe politique »⁷⁷.*

Le Pen rencontra Paul Violet, numéro 2 de la liste RPR de Didier Bariani pour proposer une alliance. Ce dernier témoigna : « *Il m'a fait comprendre qu'il accueillerait avec faveur une fusion des listes au second tour »⁷⁸, mais Jacques Chirac refusa catégoriquement. Si ce dernier cautionna une alliance à Dreux, bourgade de province, il ne conçut pas que le RPR, qu'il représentait à Paris, soit directement associé au FN. En campagne dans le XX^e entre les deux tours de l'élection, Jacques Chirac déclara à la presse : « *Nous avons ici, dans le XX^e, une équipe unie qui a mené un beau combat et qui a toutes les chances de gagner dimanche.**

⁷⁴ *Libération*, 8 mars 1983.

⁷⁵ Cf *Libération*, 12-13 mars 1983, dossier « *Les voix qui ont manqué à la gauche ; Paris XX^e : Haines tranquilles à Ménilmontant* »

⁷⁶ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

⁷⁷ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013.

⁷⁸ *Ibid.*

Cette équipe représente l'ensemble des courants qui ont notre conception de la démocratie, de l'opposition et de la République. C'est pourquoi, en aucun cas ne pouvait s'y intégrer un courant qui se réfère à des principes différents des nôtres. C'eût été une alliance contre-nature, purement politicienne »⁷⁹. Sur cette question, Jacques Chirac se contredit à maintes reprises. Tantôt outré par l'idée même d'une alliance, tantôt séduit par cette possibilité, comme il le laissait entendre quant à la campagne de Dreux lorsqu'il déclarait qu'il n'aurait « pas du tout été gêné de voter pour la liste RPR-FN »⁸⁰. Quoiqu'il en fût, après le refus d'une alliance à Paris, Jean-Marie Le Pen, qui se voyait déjà au poste de conseiller municipal, ne décolérait pas : « Ces gens ne changeront jamais ! Chirac finira pendu par ses propres militants au balcon de l'Hôtel de Ville ! »⁸¹.

Didier Bariani relata sa version des faits : « M. Le Pen a bénéficié de sa notoriété et d'énormes moyens de propagande. (...) On attribue [à l'immigration] de multiples conséquences : insalubrité, accroissement du chômage des Français, insécurité. Cela touche à l'obsession et il a exploité ce malaise. L'immigration est allée au-delà de ce qui est supportable, et il faut arriver à dégonfler cet excès de population étrangère. Mais, et sur ce point je suis en plein accord avec Jacques Chirac, nous ne tomberons pas dans le registre de la haine raciale »⁸².

Le soir du second tour, le 13 mars 1983, le score fut décevant pour les frontistes : les premières estimations ne montèrent pas plus haut que 8,5% des voix. Jean-Marie Le Pen dut se contenter de la fonction de conseiller d'arrondissement. Terriblement insatisfait, il siégea au premier conseil d'arrondissement, mais refusa d'y retourner par la suite. « Il est venu à la première réunion du conseil municipal, expliqua-t-on à la mairie du XXe arrondissement. Comme on lui refusait une salle dans la mairie pour son parti, il a claqué la porte. Depuis, on ne le revoit plus ». Jean-Marie Le Pen s'en défendit : « Je n'allais tout de même pas faire la queue à ma propre mairie à côté de tous ces immigrés qui venaient demander de l'aide ! Je suis un leader national, et mes électeurs n'attendaient pas de me voir derrière un bureau en train de leur proposer des logements »⁸³.

⁷⁹ *Le Figaro*, 10 mars 1983 : « Paris XXe : le ton monte ».

⁸⁰ Franz-Olivier Giesbert, *La tragédie du Président*, J'ai lu, 2007.

⁸¹ D. Albertini, D. Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013.

⁸² Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

⁸³ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

De Michel Charzat, candidat du Parti socialiste, ce commentaire : « *Le Pen a été actif, habile. Il a exploité un climat malsain : celui qui règne dans les quartiers populaires où l'habitat est dégradé, le chômage très élevé, les étrangers nombreux et mal assimilés. Il s'est gardé de nous attaquer et a fait de bons scores dans les anciens fiefs communistes. À gauche comme à droite, il y a une clientèle qui se porte sur les gens qui parlent fort comme Chirac et Le Pen. Ce vote xénophobe et poujadiste est très inquiétant. Il y a un risque de radicalisation* »⁸⁴.

B. Aulnay-sous-Bois, une élection pilotée par Jean-Pierre Stirbois

Le 14 septembre, le conseil d'État annula l'élection municipale d'Aulnay-sous-Bois. Jean-Marie Le Pen autorisa Jean-Pierre Stirbois à se charger de la campagne. A première vue, se lancer dans une campagne municipale à Aulnay-sous-Bois paraissait insensé pour un parti tel que le FN. Il ne disposait en effet que d'un seul adhérent, un « cadre commercial ». Jean-François Touzé raconta aux journalistes Gilles Bresson et Christian Lionet l'entreprise improbable de la campagne : « *Nous sommes allés le voir, [l'unique adhérent] et nous avons commencé avec lui le porte-à-porte. En quinze jours, on a trouvé les 32 noms de la liste* »⁸⁵.

Dans une ville de banlieue parisienne en apparence imperméable aux idées frontistes – à en juger par le nombre d'adhérents inscrits – un sondage de la SOFRES indiquait quelques jours avant l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois que 56% des sympathisants du RPR étaient favorables à une alliance avec l'extrême-droite, tandis que 21% se positionnaient contre⁸⁶. Jean-Marie Le Pen, contrairement à la campagne de Dreux, fut présent aux réunions politiques d'Aulnay-sous-Bois et afficha publiquement et à de nombreuses reprises son soutien à Guy Viarengo, le candidat du Front national.

Dans un contexte de tensions sociales au cœur d'une banlieue dite « à problèmes », Le Front national tabla une nouvelle fois sur le thème de l'insécurité et de l'anticommunisme. La veille du premier tour de l'élection partielle, soit le 3 novembre

⁸⁴ Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

⁸⁵ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

⁸⁶ Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

1983, Jean-Marie Le Pen repris son leitmotiv dans une célèbre formule qui interroge sur le danger du « *nouveau venu qui s'installe les pieds sous la table pour manger notre soupe, et va coucher dans mon lit avec ma femme sous prétexte qu'il arrive avec son chapeau et ses bottes* »⁸⁷. Cette réunion politique, à l'origine interdite par les autorités locales en raison de la proximité de la tenue d'une autre réunion politique, organisée en la présence de trois ministres, prit des allures de « bonne franquette ». La scène fut montée de bric et de broc, des projecteurs furent installés devant un réduit en béton et c'est dans ce décor qu'intervinrent Jean-Marie Le Pen, Jean-Pierre Stirbois et Guy Viarengo devant une modeste foule assemblée. M. Viarengo harangua celle-ci en ressassant les thèmes phares de la campagne – l'insécurité et l'immigration - : « *Dans la cité, tout un chacun est armé, prêt à frapper ! Pour éviter l'affrontement entre Français et immigrés, entre Français eux-mêmes, il faut parler du problème, le prendre à bras-le-corps et le régler* ». Jean-Pierre Stirbois d'enchérit en dénonçant les méthodes de « *derrière le rideau de fer* » des gauches. Puis, ce fut l'apothéose, la foule était en liesse, Jean-Marie prit la parole et fustigea la « *province soviétique* », déclara qu'il existait une « *gigantesque vague de ras-le-bol contre le marxisme, la crise économique, l'immigration et l'insécurité* »⁸⁸. Il reprit également son invective contre les travailleurs immigrés à très bas salaires : « *Plutôt que de faire balayer la neige en hiver à Dunkerque par un Sénégalais, mieux vaut utiliser les robots* ».

Le Front national obtint 9,32% des suffrages au premier tour de cette élection partielle, ce qui ne lui permit pas de se maintenir au second tour et, pis encore pour le parti, ce qui l'empêcha de pouvoir exercer une quelconque pression sur la liste de droite pour former une alliance. Le 9 novembre 1983, Jean-Marie Le Pen appela alors à « *faire barrage* » aux communistes, en déclarant que « *l'élection de politiciens médiocres serait de toute façon préférable* » à la victoire du Parti communiste⁸⁹.

Même si le Front national ne parvint pas à s'imposer à Aulnay comme il l'aurait voulu, même s'il ne réitéra pas « l'exploit » de Dreux, les voix qu'il réussit à

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Tous ces extraits sont tirés du dossier d'Edwy Plenel et d'Alain Rollat *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

⁸⁹ Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

rallier à sa cause participèrent à ravir la mairie aux communistes. Pour le Front national, ce fut déjà une victoire en soi : « *Nous confirmons l'émergence d'une force politique nationale et populaire. (...) La démonstration paraît faite* »⁹⁰.

Pierre Thomas, technicien encarté communiste et maire depuis 1977, successeur de Robert Ballanger et de Louis Solbès, tous deux communistes également, fut contraint de laisser son siège à Jean-Claude Abrioux, le candidat de la coalition de l'opposition. Les gauches subirent à travers ce scrutin un soufflet sans précédent, puisqu'il permit pour la toute première fois depuis l'histoire d'Aulnay à un homme politique de droite d'accéder à la tête de la ville.

C. A la Trinité-sur-Mer, on vote pour « le gars du coin »

Dans cette continuité de victoires, petites et grandes, la chance sourit de nouveau à Jean-Marie Le Pen : Christian Bonnet, député d'Auray, et maire de Carnac, dans le Morbihan, renonça à son poste de député pour lui préférer la fonction de sénateur. Comble du hasard, c'est précisément à sa circonscription qu'appartenait la Trinité-sur-Mer, commune natale de Jean-Marie Le Pen.

Une élection législative partielle fut organisée les 11 et 18 décembre 1983, à laquelle s'empressa de participer le Trinitain. Ce dernier utilisa les grands moyens : des dizaines de militants du FNJ⁹¹ de Paris et de province furent appelés sur place pour coller des affiches, démarcher par téléphone et faire du porte-à-porte. Jean-Marie Le Pen les logea dans des hôtels qu'il avait réquisitionnés. Avec son équipe, il visita méthodiquement les cantons voisins, en tenue décontractée et avec une casquette de marin vissée sur la tête.

À son aise, « chez lui », il se permit notamment d'insulter Pierre Mauroy, alors Premier Ministre, « *d'obèse insolent* », affirma que « *le gouvernement socialo-communiste promeut une école sans Dieu* »⁹² et « *détruit le sacré* »⁹³. Au cours de ses quinze jours de campagne effrénée, Jean-Marie Le Pen changea quelque peu ses arguments traditionnels. Dans cette région où l'immigration représentait environ 0,91% de la population, un des taux les plus bas de France, le président du Front

⁹⁰ Jean-Pierre Stirbois, *Tonnerre de Dreux, l'avenir nous appartient*, National-Hebdo, 1988, p.79.

⁹¹ Front national de la jeunesse

⁹² En référence aux forts mouvements sociaux de l'époque qui réagissaient au débat sur l'école privée.

⁹³ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

national enleva les gants et redoubla de dureté envers ce phénomène : « *On vous dit que les étrangers sont venus en France pour y travailler et qu'ils ont le droit de rester chez nous. Ce n'est pas vrai : est-ce que votre villa appartient au plombier ?* »⁹⁴. Devant une foule de 800 personnes venues assister à sa dernière réunion de campagne, il alla jusqu'à affirmer : « *Socialisme, communisme, libéralisme et libéralisme avancé, c'est la même chose que le fascisme et le nazisme qui avaient comme doctrine fondamentale la création d'un État totalitaire* ».

Même si les résultats du premier tour– 12,02% - le déçurent puisqu'ils ne lui permirent pas de se maintenir au second tour, ce score fit tout de même figure de record électoral pour le parti, en 1983. « *Au cours d'un mois de campagne, j'ai réussi à me faire connaître et j'ai gagné des voix sur la gauche, c'est-à-dire chez les déçus du socialisme puisque les représentants de l'UDF ont maintenu en gros leur position* »⁹⁵.

Résultats élection législative partielle d'Auray, décembre 1983

	Nombre	%
<i>Inscrits</i>	67 138	
<i>Votants</i>	41 231	61,42
<i>Exprimés</i>	40 628	60,52
<i>Listes</i>		
<i>Michel NAËL (UDF-RPR)</i>	11 441	28,16
<i>Aimé KERGUERIS (apparenté UDF)</i>	8 932	21,98
<i>Joseph KERGUERIS (apparenté UDF)</i>	6 281	15,46
<i>Jean-Marie LE PEN (FN)</i>	4 884	12,02
<i>Paul BAUDIC (PS)</i>	6 296	15,50
<i>René MORY (PC)</i>	2 177	5,36

⁹⁴ *Libération*, 10-11 décembre 1983 : « *Auray : Le Pen ne votera pas Le Pen* ».

⁹⁵ *Le Figaro*, 12 décembre 1983 : « *Seuls deux UDF figureront au 2^e tour* ».

Ces résultats furent une preuve de plus de l'effondrement des gauches en France. Alors qu'il obtenait un score électoral de 29,89% des voix en 1981, Paul Baudic, candidat socialiste, n'obtint que péniblement 15,50% des suffrages, et les scores additionnés des candidats de gauche, tous partis confondus, ne parvinrent pas à atteindre 23% des votes. L'UDF, relayée par le quotidien *Le Figaro*, analysa la poussée de l'extrême-droite en Bretagne comme imputable à la mauvaise gestion politique du Parti socialiste :

« Avec l'effondrement du score de la gauche, l'autre enseignement d'hier est bien sûr le score de Jean-Marie Le Pen. Dans ce coin de Bretagne où les problèmes de sécurité et d'immigrés ne figurent pas au premier rang des préoccupations des habitants, le leader du Front national réalise un spectaculaire 12% qui confirme l'affirmation de François Léotard samedi à Pontoise :

"Avec la gauche au pouvoir, l'extrême-droite c'est Pinocchio, maintenant elle marche toute seule" »⁹⁶.

Christian Bonnet, à qui était dû ce scrutin de législatives partielles, observa : *« Il n'aura fallu que trente mois au gouvernement pour redonner vie à un courant qui était absent de la vie politique depuis plus de vingt ans ».*

Toutefois, nous nous devons de noter que si les échecs politiques de la gauche furent un argument recevable pour tenter d'expliquer le score tant élevé de Jean-Marie Le Pen, d'autres facteurs entrèrent en compte. Premièrement, cette circonscription ne comportait pas de candidat RPR dans cette course aux législatives, il est donc permis d'avancer qu'un nombre conséquent de sympathisants RPR, certainement les plus radicaux, aient décidé de reporter leurs voix sur le candidat FN plutôt que sur les candidats UDF. Par ailleurs, dans les villes où M. Le Pen a obtenu le plus de suffrages, de nombreuses voix lui ont été destinées avant tout en sa qualité « d'enfant du pays » et non en tant que représentant de l'extrême-droite, comme le fait remarquer l'édition du *Figaro* du 12 décembre 1983 : *« il a fait des scores très élevés dans des communes comme La Trinité, Carnac ou Quiberon,*

⁹⁶ *Le Figaro*, 12 décembre 1983 : « La gauche perd 19% dans le Lot et 15% dans le Morbihan ».

villes où il est l'enfant du pays, villes où il est Jean-Marie avant d'être le leader du Front national ».

Globalement, les votes FN du premier tour se sont ensuite reportés sur Aimé Kergueris au second tour.

La semi victoire du Morbihan fut la quatrième et dernière étape de la percée de 1983. Les résultats spectaculaires que le Front national obtint aux différentes élections de 1983 marquèrent un véritable tournant dans l'Histoire du parti et, à plus grande échelle, dans l'Histoire de la vie politique française : *« d'épouvantail, l'extrême-droite est en passe de devenir une réalité politique avec laquelle il sera difficile de ne pas compter »*⁹⁷.

⁹⁷ *Ibid.*

Chapitre 2 - Juin 1984 de l'ombre à la lumière

La percée électorale du Front national se fit donc en quatre étapes, qui permirent au parti de se faire connaître. Jean-Marie Le Pen eut cette analyse prophétique : « *C'est une très belle victoire pour le FN. Nous quadrangulons. Après le XXe arrondissement de Paris, après Dreux, après Aulnay, voilà le Morbihan. Cela prouve que quand le Front national a des conditions relativement loyales d'information, il obtient des succès. On n'a pas fini d'en entendre parler en France, en Europe, et même ailleurs* »⁹⁸.

Pour confirmer leur statut de parti politique de poids, les scrutins locaux ne suffisaient pas. Une indéniable implantation durable dans le paysage politique français nécessitait d'obtenir un score remarquable à une élection nationale. Les élections parlementaires européennes de juin 1984 devinrent donc la cible dans le viseur du Front national.

I - Les médias : le « nerf » de la politique ?

Dès 1982, en prévision des scrutins à venir, Jean-Marie le Pen prépara le terrain et réunit toutes les conditions nécessaires à la future percée politique.

Le parti, encore jeune puisque créé en 1972, manquait cruellement de visibilité médiatique pour faire connaître ses idées. Alors groupuscule presque insignifiant électoralement parlant, les médias se désintéressaient des agissements, réunions politiques ou mêmes revendications d'un si petit parti politique, vaguement connu pour être un « *repaire de nostalgiques du nazisme* ». C'est ainsi qu'en 1982, Jean-Marie Le Pen décida de s'adresser personnellement au Président de la République François Mitterrand pour réclamer son dû.

⁹⁸ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

A. 1982, la lettre au Président

1) La Sainte-Jeanne d'Arc et le congrès inaperçu

Le 9 mai 1982 eut lieu le quatrième congrès du Front national. Le soir, aucun média national n'en fit mention, ce qui provoqua la fureur de son président. La veille, à Orléans, durant la commémoration de la Sainte-Jeanne d'Arc, François Mitterrand avait prononcé un discours prônant « *le pluralisme des opinions, le choc des idées* » qui faisait l'honneur de la France à travers son « *unité nationale* », qui ne résidait pas dans « *l'uniformité* » mais dans la diversité des opinions. Jean-Marie Le Pen se saisit de ce hasard du calendrier pour rédiger une lettre adressée personnellement au Président de la République pour lui signifier la médiocre visibilité médiatique de son parti. « *Notre mouvement vient de tenir son congrès. Si vous ne disposiez comme moyen d'information que de la télévision d'État, vous n'en auriez rien su,* écrivit-il. *La situation faite aux formations politiques non représentées à l'Assemblée nationale, déjà très injuste avant vous, s'est encore aggravée. La généralisation du scrutin majoritaire les écarte de toutes les assemblées, à tous les échelons. (...) Le respect des droits des minorités est une condition nécessaire de l'unité nationale à laquelle vous avez appelé " les Français, tous les Français ", le 8 mai à Orléans* »⁹⁹. Rappelons que dans les années 1980, les trois chaînes de télévisions, à savoir TF1, Antenne 2 et France 3, étaient publiques, soit étatiques et donc contrôlées par le gouvernement, à travers le Ministère de l'Information. Jean-Marie Le Pen ne parvenait pas à concevoir que la télévision d'État ne retransmette pas la réunion d'un groupuscule politique tel que le sien. Dans cette attitude transparaît un des traits principaux de Jean-Marie Le Pen : un certain égocentrisme aveuglant, qui se mue en audace et qui contribua largement à faire sortir son parti de l'anonymat pour devenir ce qu'il est aujourd'hui.

2) La réponse du Président

Pour s'assurer que la missive arrive à son destinataire, Jean-Marie Le Pen la confia à Guy Penne, un ancien camarade de ses années à la tête de la Corpo de Droit¹⁰⁰. Guy Penne, à l'époque président de l'UNEF, l'avait déjà épaulé lors du

⁹⁹ Extraits de la lettre adressée à François Mitterrand le 26 mai 1982. Cité dans : Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994.

¹⁰⁰ En octobre 1947, Jean-Marie Le Pen s'inscrit à la faculté de droit de Paris dans le but de devenir avocat. Il devint rapidement membre de l'association des étudiants de droit, la « Corpo », qui dépendait de l'UNEF. Les membres se distinguaient par leur esprit de corporatisme, visible par le port de

scandale d'Aix-les-Bains¹⁰¹. Le 29 mai 1982, lorsque Jean-Marie Le Pen vint lui demander cette faveur dans son bureau, il était devenu un proche conseiller de François Mitterrand.

Moins d'un mois plus tard, le 22 juin 1982, le Président lui répondit personnellement, sur les conseils de Michel Charasse, une des plumes de ses discours : « *Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par la radio-télévision. Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores et déjà, je demande à Monsieur le ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés de radio-télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi* ».

L'attitude de François Mitterrand envers le Front national fit longtemps l'objet de critiques. On lui reprocha –et certains l'affirment encore aujourd'hui- d'avoir sciemment contribué à l'émergence du Front national sur la scène politique française pour des raisons strictement stratégiques. Il est en effet possible de dresser une corrélation entre la progressive chute électorale du parti socialiste, la montée parallèle des opinions favorables envers l'opposition (RPR et UDF en particulier) et différentes décisions de François Mitterrand qui permirent la visibilité médiatique et la prise de poids politique du parti de Jean-Marie Le Pen.

Quoiqu'il en soit, dans les jours qui suivirent la réception de la lettre du Président de la République, Georges Fillioud transmit la consigne aux présidents des trois chaînes et le 29 juin 1982, Jean-Marie Le Pen fut l'invité du journal de 23 heures de TF1. Face aux journalistes Annick Beauchamps et Alain Chaillou, il commenta le remaniement ministériel du « tournant de la rigueur » du premier septennat de François Mitterrand.

Toutefois, l'importance de ce passage télévisé ne réside pas dans ce commentaire politique mais plutôt dans ce que Jean-Marie Le Pen souligne quant à son

la « faluche ». Guy Penne la décrit comme un repère étudiant plutôt débauché et peu regardant des activités administratives : « Il n'y avait pas beaucoup d'activités syndicales. Les étudiants se réunissaient là. C'était le *prétexte à des bringués. Un peu bordélique, dans tous les sens du terme* ».

¹⁰¹ En avril 1951 se tint à Aix les Bains un congrès d'étudiants auquel Jean-Marie Le Pen, en sa qualité de président de la Corpo (Association corporative des étudiants de droit de Paris), assista. Un soir, visiblement ivre, il entra dans l'église Notre-Dame pour recevoir la communion de l'abbé Didier, mais se la vit refuser en raison de son état. Hors-de-lui, il s'inventa être le fils d'un ministre et menaça de révoquer tout le monde. La police dut intervenir pour le maîtriser, le placer en cellule de dégrisement tout en l'inculpant pour outrage à agent. L'affaire fit grand bruit, remonta jusqu'au ministre de l'Intérieur et finit par être étouffée, notamment grâce aux efforts de Guy Penne, en sa qualité de président de l'UNEF.

apparition télévisuelle elle-même : « *Plutôt qu'à 23 heures, je voudrais parler soit à midi, soit à 20 heures : bref, pas quand les Français dorment* »¹⁰².

3) « Accusé, levez-vous »

Dès lors, Jean-Marie Le Pen fut l'invité de nombreux plateaux télévisés et radio. Ainsi, comme il l'avait souhaité, il lui fut donné l'occasion de s'exprimer au journal télévisé de 13 heures de TF1 le 7 septembre 1982, puis aux journaux télévisés de 20 heures des deux premières chaînes une dizaine de jours plus tard, soit le 19 septembre 1982.

Le 28 septembre 1982, Jean-Marie Le Pen fut l'invité du « Tribunal des flagrants délires », une émission radio créée et présentée par Claude Villers, diffusée sur France Inter. Le principe de l'émission consistait à « juger » la carrière de l'invité de façon humoristique dans un tribunal imaginaire, présidé par le même Claude Villers. « L'accusé » Jean-Marie Le Pen se soumit à l'exercice et dut répondre à ses chefs d'accusation : « *reconstitution de ligue dissoute, car vous propagez des idées totalitaires, staliniennes même, vous êtes également inculpé de dilapidation de fonds publics, puisque les expulsions d'immigrés que vous préconisez pour venir à bout du chômage risquent en fait de coûter fort cher à la France (...) Est-ce que vous reconnaissez les faits ? – Non Monsieur le Président* ». Jean-Marie Le Pen invoqua alors l'ouverture « *de fait* » des frontières françaises à des pays à la « *démographie galopante* » comme étant une mauvaise action et une mauvaise affaire pour le pays. « *La main d'œuvre immigrée pèse à la baisse sur les salaires, affirmait-il. Le robot, ça c'est le progrès social* ». Claude Villers lui fit alors remarquer que s'il était contre l'emploi massif d'immigrés en France, il ne s'opposait pas à leur intégration dans l'armée. « *Je vais vous dire, les Français aiment mieux que ce soit les étrangers qui se battent et qui meurent pour eux plutôt que leurs propres enfants* ».

Jean-Marie Le Pen, licencié de droit de la prestigieuse université parisienne Panthéon-Assas, se servit pourtant de cette tribune publique pour dénoncer « *l'intelligentsia* » française. Cette émission contribua à lisser son image : il se présenta comme un homme du petit peuple, marin pêcheur et mineur de fond, en opposition

¹⁰² INA 29/02/1982.

avec les classes sociales les plus élevées de la société dont étaient issus nombre d'hommes politiques.

Vint le moment de la chronique de Pierre Desproges. Véritable moment d'anthologie radiophonique, le comédien lut une tribune d'une rare finesse. Il s'éleva contre les racistes, ces gens qui « *se trompent de colère* » et se posa ces questions qui restèrent célèbres : « *Peut-on rire de tout ? Peut-on rire avec tout le monde ?* ». À la première, il répondit oui, sans hésitation « *on peut rire de tout, on doit rire de tout. De la guerre, de la mort, de la misère. Au reste, est-ce qu'elle se gêne la mort, elle, pour se rire de nous ?* ». À la seconde : « *C'est dur. Il m'arrive de renâcler à l'idée d'inciter mes zygomatiques à la tétanisation crispée. C'est quelques fois au-dessus de mes forces dans certains environnements humains. La compagnie d'un stalinien pratiquant, par exemple, me met rarement en joie. Près d'un terroriste hystérique, je pouffe à peine. Et la présence à mes côtés d'un militant d'extrême-droite assombrit couramment la jovialité monacale de cette mine réjouie dont je déplore en passant, mesdames et messieurs les jurés, de vous imposer quotidiennement la présence inopportune au-dessus de la robe austère de la justice. (..) Attention mesdames et messieurs les jurés. Je n'ai rien contre les racistes. C'est le contraire* ». S'ensuivit le récit d'une anecdote de racisme ordinaire dans un taxi parisien, destiné à démontrer la stupidité des préjugés raciaux et de la haine qu'ils peuvent inspirer.

En réponse au réquisitoire de Pierre Desproges, « la défense », en la personne de Luis Rego, prit la parole. Sa plaidoirie, nommée « La journée d'un fasciste » fut moins subtile. Il la commença par un douteux salut nazi, jetant un silence gêné dans la salle. « *De quoi accuse-t-on mon client ? Oui je sais que l'extrême-droite, ce n'est pas le fascisme. Mais on a quand même le droit d'être fasciste même si on n'est pas d'extrême-droite, merde !* ». D'autres saluts nazis agrémentés de « Heil Hitler » vinrent ponctuer sa chronique, poussant Jean-Marie Le Pen à afficher un sourire crispé tandis qu'il entremêlait nerveusement ses doigts. « *Nous les fascistes voulons une société parfaite ! Amis libéraux, écoutez-moi bien, c'est une société où les chiens font où on leur dit de faire, (...) où les travailleurs immigrés sont là pour travailler non pas pour se goinfrer de couscous ou de morue !* ». Rire jaune du Trinitain. « *Où le terrorisme doit être interdit !* reprit Luis Rego. *Où les riches doivent être contents d'être riches et les pauvres contents d'être pauvres. Où tout le monde doit être uni contre tous les autres !* ». Jusque-là d'un humour discutable, l'aspect comique reprit quelque peu le dessus dans la suite de la chronique. Luis

Rego imagina la journée typique d'un fasciste, agrémentée de situations improbables mais divertissantes. Jean-Marie Le Pen, au second plan, se crispa peu à peu. Riant aux éclats aux moments propices, il se montra néanmoins tendu, suant, et dut demander qu'on lui apportât une bouteille d'eau.

Maîtres de leur émission, le trio Villers-Desproges-Rego domina la prise de parole et leur invité, Jean-Marie Le Pen, ne parvint pas à s'imposer comme le monument charismatique qu'il laissait espérer.

La véritable consécration médiatique de Jean-Marie Le Pen vint quelques cinq mois plus tard, lorsqu'il fut l'invité de l'émission politique par excellence : « l'Heure de Vérité ».

B. « L'Heure de vérité » ou la consécration médiatique le 13 février 1984

Le 13 février 1984, Jean-Marie Le Pen était l'invité de l'émission politique « *L'Heure de Vérité* », diffusée sur Antenne 2. Après les divers journaux télévisés auxquels il participa, cette invitation marqua une réelle reconnaissance du succès croissant de son parti. C'était une véritable tribune publique, en raison de la nature de l'émission et de l'audience qu'elle générait.

Originellement, l'émission était prévue pour le 6 février, mais la date fut décalée *in extremis*, pour éviter que des parallèles soient tirés entre le baptême du feu médiatique du président du Front national et la date commémorative de la manifestation des Ligues contre la République parlementaire en 1934. Ce changement de programme opportun permit à Jean-Pierre Stirbois de soigner la communication de l'évènement : il fit publier pas moins de 15 000 affiches promotionnelles et les distribua majoritairement à Paris, mais aussi aux permanences de province.

Le soir de l'émission en question, Jean-Marie Le Pen fit face au journaliste François-Henri de Virieu, et aux chroniqueurs Jean-Louis Servan-Schreiber alors P.-D. G. de *L'Expansion*, Alain Duhamel et Albert du Roy. L'attitude plutôt brutale des journalistes à son encontre permit à Jean-Marie Le Pen de se présenter en victime d'une inquisition poussée, d'un « *tribunal populaire* » orchestré par des journalistes plus intéressés par son passé politique et les affiliations douteuses de certains membres du parti plutôt que par ses propositions et son programme pour les élections européennes de juin 1984.

« Depuis la fin de la guerre d'Algérie vous êtes devenu un marginal de la vie politique. [Votre] formation politique n'a jamais réussi à faire entrer le moindre représentant au parlement, présenta François-Henri de Virieu. Monsieur Le Pen vous faites peur ». Le standard de l'émission bourdonnait d'une activité plus intense que d'habitude. Questions, messages de soutien à Jean-Marie Le Pen ou au contraire fermes condamnations, l'invité ne laissa pas les téléspectateurs indifférents. Les hostilités commencèrent avec la question d'un téléspectateur quant à ses positions sur la peine de mort, que Jean-Marie Le Pen qualifia de « clé de voûte » du système pénal français, seule à permettre « l'aspiration à la sécurité, la première des libertés ». S'enchaîna ensuite le quart d'heure de questions d'Alain Duhamel, concentrées sur le thème central du racisme. Ensuite, en réponse à une question posée sur le cas de Klaus Barbie, Jean-Marie Le Pen s'escrima à détacher son image de ce personnage, en rappelant notamment que « le nom de Le Pen figure sur le monument aux morts de la Trinité-sur-Mer, alors que celui de Georges Marchais n'a jamais été inscrit que sur les fiches de paie à Augsburg aux usines Messerschmitt pendant la guerre »¹⁰³. Il fit référence ici à l'attitude contestée de Georges Marchais pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il se serait porté volontaire au Service du Travail Obligatoire. Les archives concernant cette période de la vie de Georges Marchais sont pour le moins obscures et tout laisse à penser que les accusations de Jean-Marie Le Pen sont avérés.

Ce que Jean-Marie Le Pen se garda de préciser ici, c'est que si le nom de son père, Jean Le Pen, figure en effet sur le monument commémoratif, c'est uniquement après que son fils eut bataillé l'administration pour l'y faire figurer. Marin pêcheur, Jean Le Pen n'a jamais pris part aux combats. Il trouva la mort en exerçant son métier, lorsque son bateau de pêche déclencha une mine. Si les Allemands avaient en effet abondamment parsemé cette zone de pêche de mines sous-marines entre le 15 et le 18 juin 1940, ils les ont ensuite fait exploser. Les Britanniques avaient eux-aussi bombardé la zone, de façon presque continue depuis décembre 1940. Il fut impossible de savoir de quelle nationalité était la mine qui détruisit *La Persévérance*, le bateau des Le Pen. Le compte-rendu du conseil municipal rendit hommage à Jean Le Pen en ces termes : « Benjamin du conseil, victime d'un accident de la mer. Il a trouvé la mort par suite d'une explosion de mine sous-marine

¹⁰³ Les usines Messerschmitt produisaient notamment de l'artillerie lourde telle que des avions de chasse pour la Luftwaffe.

[...]. Il a été frappé dans l'exercice de sa profession pour laquelle il était tout dévoué »¹⁰⁴. Jean-Marie Le Pen, insatisfait de la terminologie « accident de la mer », mit tout en œuvre pour que son père soit considéré comme victime de la guerre.

L'émission se poursuivait et les questions s'enchaînèrent sans logique apparente. À propos des activités de la SERP et quant à l'édition de chants nazis, Jean-Marie Le Pen rétorqua qu'en tant qu'éditeur phonographique, il était spécialisé dans « *l'Histoire du monde, de la France et de l'Europe* » depuis qu'étaient nées les techniques d'enregistrement. À ce titre d'éditeur « *libre, qui ne se soumet à aucune pression* », il concéda avoir publié des disques consacrés au IIIe Reich, mais ajouta aussitôt que faisaient partie de la liste de ses publications des disques sur l'Histoire d'Israël, sur Lénine, Hitler, Churchill, Mitterrand, Pompidou, De Gaulle, etc. Son opinion sur Pinochet et Franco ? « *Allende essayait d'imposer une révolution marxiste contre la majorité de ses concitoyens* » et « *Franco a fait progresser son pays dans l'ordre, ramené dans la paix civile un pays déchiré par la guerre* ». Lorsqu'on l'accuse d'antisémitisme, il se défend simplement de ne pas « *aimer la loi Veil, les peintures de Chagall ou la politique de Mendès-France* ». Même lorsque les chroniqueurs lui rappellent la « *répulsion patriotique et presque physique* » que lui inspirait Pierre Mendès-France en 1958, il précisa que ses propos relevaient de « *l'esthétique* » et non de l'antisémitisme. C'est calme et pondéré que Jean-Marie Le Pen répondit à la plupart des questions qu'il qualifia par la suite de l'émission un « *tribunal de l'Inquisition* ». Aucun sujet polémique ne fut épargné : aux accusations de xénophobie et de racisme, il répondit « *bande des quatre* »¹⁰⁵, « *bourgeoisie de salon* » et « *propos virils* » mais qui parlaient « *le langage du peuple* ».

Jean-Marie Le Pen perdit toutefois son calme lorsque Jean-Louis Servan-Schreiber, rapport de police à l'appui, lui demanda de s'expliquer sur des accusations de torture en Algérie. Jean-Marie Le Pen, furieux, s'emporta : « *C'est scandaleux ce que vous dites là ! (...) Vous vous servez d'un rapport de police, ce qui ne*

¹⁰⁴ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994, p.21.

¹⁰⁵ Cette expression était utilisée par Jean-Marie Le Pen pour désigner les quatre principaux partis politiques de cette époque : le RPR, l'UDF, le PS et le PCF, qui selon lui, étaient « *bonnet blanc, blanc bonnet* ». Elle est inspirée de l'expression consacrée à l'origine au groupe des quatre dirigeants chinois démis de leurs fonctions à la mort de Mao Zedong pour avoir instigué la Révolution culturelle en Chine, qui plongea le pays dans un certain chaos de 1966 à 1969. Il s'agissait de la femme de Mao Zedong, Jiang Qing, su vice-président du parti, Wang Hongwen, d'un membre du Comité central, Yao Wenyuan et d'un membre du comité permanent du Bureau politique, Zhang Chunqiao.

se fait pas dans le monde politique ». Visiblement excédé par l'absence de cohérence de la suite de questions ou simples affirmations dont il doit se défendre, Jean-Marie Le Pen décida de renverser la vapeur. Il se dit outré par la minute de silence demandée au Parlement européen par un ministre français en hommage à Iouri Andropov, décédé quelques temps auparavant. Il prit donc l'initiative de se lever, main sur le cœur, et d'observer une minute de silence au nom des « *millions d'hommes tombés sous la dictature communiste* » ainsi qu'aux « *gens dans les camps et dans les goulags* ». Stupéfaction sur le plateau, les journalistes ne surent manifestement pas comment réagir, et par ce geste Jean-Marie Le Pen passa avec brio son baptême du feu médiatique.

L'émission eut des répercussions non négligeables pour le Front national, notamment en termes de notoriété. *L'Humanité*, le lendemain, écrivit : « *Il aurait mieux valu l'ignorer* ». La verve et l'éloquence de Jean-Marie Le Pen contrastèrent clairement le manque de profondeur, de cohérence et même d'intérêt des questions que posèrent les trois chroniqueurs.

C. Bond des adhésions et intentions de vote en hausse

Ce fut un véritable coup médiatique. Le lendemain de l'émission, Michel Collinot appela Jean-François Touzé en renfort à la permanence rue de Bernouilli : « *Nous avons recueilli plus d'un millier d'adhésions dans les jours qui ont suivi, contre quinze les jours précédents.* »¹⁰⁶.

Ce bond des adhésions se traduisit par une forte hausse des intentions de vote aux élections européennes prochaines : le baromètre de la SOFRES indiqua qu'elles eurent littéralement doublé, passant de 3,5% à 7%. De Pierre Poujade, homme politique français et ancien mentor de Jean-Marie Le Pen, ce commentaire : « *Le Pen a trouvé l'occasion de faire des bulles et il en profite. La plus grande vacherie qu'on peut lui faire c'est de ne pas en parler* »¹⁰⁷.

¹⁰⁶ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013.

¹⁰⁷ Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Seuil, 1994, p.409.

Le pari fut gagné : les gens se bousculèrent aux réunions publiques du Front. Le parti annonça 25 000 adhérents, 800 nouveaux par mois. Les sondages s'accordèrent pour lui donner entre 7% et 8% d'intentions de vote aux élections européennes.

« *Nous sommes la bête qui monte, qui monte...* ». Il prononça cette célèbre formule, intentionnellement provocatrice, à Compiègne le 3 mars 1984, à quelques mois du scrutin européen du 17 juin suivant. Jean-Marie Le Pen a réussi à faire sortir son parti de la marginalité. S'il reste craint, voire farouchement combattu par la majorité des autres partis, le Front national s'est fait connaître. Finies les réunions publiques devant trois personnes, littéralement, comme le racontait Jean-Pierre Stirbois. Les multiples rassemblements du FN faisaient salle comble.

Cette ascension brutale poussa Jean-Marie Le Pen à douter de Jean-Pierre Stirbois. Bien qu'il fût son fidèle bras droit depuis son adhésion au Front national, Jean-Marie Le Pen préféra l'écarter du reste de la suite des événements. Il nomma ainsi Jean-Marie Le Chevallier directeur de campagne en vue des élections européennes, et réintroduisit Bernard Mamy, un ancien des barricades d'Alger, dans la poignée de « décideurs » du parti. Peu à peu, Jean-Pierre Stirbois fut écarté des hautes instances du parti. Son rôle se limita aux décisions locales, notamment à Dreux, et il perdit considérablement son influence au sein des « hautes sphères » du parti.

L'accès aux médias a incontestablement marqué un tournant dans l'Histoire du parti frontiste. La visibilité médiatique de Jean-Marie Le Pen a largement contribué à la percée du FN. Toutefois, on ne peut pas exclusivement imputer le succès électoral du Front national à sa visibilité médiatique. En effet, nous pouvons remarquer que dans les années qui suivirent la percée du FN, sa notoriété augmenta, principalement via l'exposition médiatique, mais ses résultats électoraux stagnèrent (il obtint entre 10% et 15% aux différentes élections présidentielles et européennes entre 1988 et 1995) voire même s'effondrèrent drastiquement, comme aux élections européennes de 1999 où Jean-Marie Le Pen obtint seulement 5,69% des suffrages exprimés. Les médias ont donc contribué à l'ascension du parti de Jean-Marie Le Pen sur la scène publique, et ainsi à sa prise de notoriété, mais la couverture médiatique du FN n'est pas proportionnelle à ses résultats électoraux par la suite.

II - Prochaine étape : les européennes

Pour concrétiser l'ascension naissante du Front national, la prochaine étape logique fut les élections européennes de juin 1984. Après des scrutins locaux et régionaux, le parti devait se targuer d'un bon score électoral à un niveau national. Pour cette campagne, le Front national employa les grands moyens. Les militants sillonnèrent les routes, tinrent des réunions publiques, collèrent des affiches, et distribuèrent des tracts sans relâche pendant près de six mois. Grâce à sa faculté de ne laisser personne indifférent, chaque intervention du Front national provoqua manifestations, émeutes, voire même des attentats, qui ne manquèrent pas d'attirer l'œil des médias.

A. Une campagne musclée

La campagne du Front national commença officiellement quelques temps avant le tour de force de *l'Heure de Vérité*, le 6 janvier 1984 à Béziers. Toutefois, quelques semaines auparavant déjà, avaient commencé les réunions publiques et les distributions de tracts, mais également contre-manifestations et autres démonstrations anti racisme et anti Front national.

1) La marche pour l'égalité et contre le racisme

Lundi 21 mars 1983, un pic de violence dans une cité réputée « à problèmes » de Vénissieux, près de Lyon, entre les CRS et les jeunes de cette banlieue mena à l'arrestation d'Antonio Manunta. Sur les conseils de Christian Delorme, prêtre de son état, ses amis tentèrent d'obtenir sa libération à l'aide de moyens d'action pacifiques et non-violents : une grève de la faim. « *Il faut arrêter la spirale de la violence avant qu'il n'y ait des morts aux Minguettes* »¹⁰⁸. Rapidement, le mouvement prit de l'ampleur et provoqua, toutes proportions gardées, une onde pacifiste au sein de la cité. Une réelle volonté de changement naquit, et se concrétisa avec la création de l'association « *SOS Avenir Minguettes* », en charge d'améliorer les relations entre la population et la police, mais également de mobiliser les pouvoirs publics autour du problème du chômage dans les banlieues. L'idée étant que les personnes désœuvrées soient employées dans des chantiers de rénovation et de

¹⁰⁸ *Libération*, 3-4 décembre 1983 : « *Tout a commencé aux Minguettes* ».

réhabilitation des quartiers¹⁰⁹. Ce statu quo perdura près de trois mois, mais prit soudainement fin à cause d'une bavure policière qui blessa par balle le jeune Toumi Djaidja, président de « SOS Avenir Minguettes ». Particulièrement apprécié et respecté par ses pairs, sa blessure, perçue comme une agression, déclencha de vives réactions d'indignation au sein des Minguettes, mais aucun acte de violence, selon les souhaits du principal intéressé. C'est dans son lit d'hôpital que Toumi Djaidja aurait pour la première fois évoqué au père Christian Delorme l'idée d'une marche pacifiste à travers la France pour promouvoir l'égalité et lutter contre le racisme : « *Tu vois Christian, ce qu'il faudrait faire maintenant, c'est comme les Indiens en Amérique, ou comme Gandhi, une marche pacifique* »¹¹⁰.

Rapidement et sans préparation vraiment réfléchie, Toumi Djaidja et le père Christian Delorme accompagnés d'une dizaine de volontaires du quartier, concrétisèrent leur idée. Le 15 octobre 1983, c'est dans l'indifférence la plus totale qu'ils débutèrent le périple qui devait les mener jusqu'à Paris.

Cet évènement est loin d'être anecdotique. En effet, il s'inscrit dans un contexte social particulièrement tendu dans les banlieues, où ressurgissait un racisme évident. Certaines estimations, notamment celles du sociologue Abdellali Hajjat¹¹¹, qui reprend les chiffres officiels du Ministère de l'Intérieur, indiquèrent que cinq Maghrébins avaient été tués, victimes de crimes à caractère raciste, depuis le début de l'année 1983. Le bilan d'associations de lutte contre le racisme établissait lui plus de vingt morts¹¹².

Par ailleurs, la percée électorale du Front national à Dreux bénéficia d'une large médiatisation qui contribua à marginaliser les populations maghrébines des banlieues et décomplexa une partie de la population en France quant à la tenue de propos racistes ou discriminants envers les immigrés.

La marche mit un certain temps à prendre de l'ampleur. Toutefois, le 21 novembre 1983, la mobilisation prit un regain d'intérêt. Aux Minguettes, une opération de contrôle effectuée par une patrouille de CRS au restaurant « L'Ami burger » tourna à l'effusion raciste. Les policiers passèrent à tabac certains jeunes, sans

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Abdellali Hajjat est sociologue, maître de conférences en science politique à l'Université Paris-Ouest Nanterre et membre de l'Institut des sciences sociales du politique.

¹¹² Abdellali Hajjat, *La marche pour l'égalité et contre le racisme*, Éditions Amsterdam, 2013.

même revendiquer la légitime défense. Certains jeunes de la ZUP témoignèrent : « *En nous tabassant, les flics disaient qu'on faisait les malins avec notre marche. Nous on n'y pensait pas beaucoup avant. Mais après ce coup-là, on a compris que la marche devenait notre affaire* »¹¹³.

Partis de Marseille, la dizaine de « marcheurs » se mua en un rassemblement d'approximativement 70 000 personnes à travers la capitale le samedi 3 décembre 1983. En réaction à cette manifestation, le Groupe Union Défense (GUD)¹¹⁴ publia un communiqué à caractère ouvertement xénophobe : « *Les étudiants nationalistes ont appris avec stupéfaction qu'ils vivent, sans le savoir, dans un pays pluriethnique et pluriculturel, comme le prétendent les organisations de la marche pour l'égalité et contre le racisme, marche ne suscitant que l'intérêt que le gouvernement lui prodigue. Nous sommes d'autre part étonnés de constater que ceux-ci arrivent ainsi à Paris et se trompent de route. Le chemin à l'Afrique du Nord passe par la Méditerranée et non par la Seine* »¹¹⁵.

Le samedi 3 décembre 1983, François Mitterrand reçut à l'Élysée une délégation des marcheurs. Ils obtinrent l'extension à dix ans de la validité de la carte de séjour pour les immigrés ainsi que « *l'assurance que les violences racistes allaient devenir des infractions pénales spécifiques* »¹¹⁶.

2) Le MRAP¹¹⁷, cette « publicité » gratuite

Chaque réunion, chaque apparition publique, chaque rassemblement officiel du Front national donnait lieu à de vives manifestations, la plupart organisées par des militants ou associations de gauche. Le Front national était la bête noire du mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) qui l'accusait d'antisémitisme et de xénophobie. Les heurts provoqués entre les manifestants

¹¹³ *Libération*, 3-4 décembre 1983 : « *Tout a commencé aux Minguettes* ».

¹¹⁴ Le Groupe Union Défense, originellement appelé Groupe Union Droit, fut fondé en décembre 1968 par d'anciens militants d'*Occident*, notamment Alain Robert. Cette organisation étudiante était connue pour son activisme violent et ses dérives racistes et xénophobes. Le GUD participera à la fondation d'*Ordre Nouveau* en 1969 et sera le parti étudiant du Parti des Forces Nouvelles (PFN) en 1974.

¹¹⁵ *Libération*, 3-4 décembre 1983 : « *La stupéfaction du G.U.D* ».

¹¹⁶ *Libération*, 5 décembre 1983 : « *Les Beurs à l'Élysée* ».

¹¹⁷ Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

et le service d'ordre musclé du FN, orchestré par Roger Holeindre, attiraient immanquablement l'œil des médias. Jean-Marie Le Pen s'en délecte.

De plus en plus radicaux, les rassemblements d'associations, de sympathisants et de militants de gauche ne tardèrent pas à s'accompagner de violences physiques.

Mardi 5 juin 1984, le quotidien *Libération* rapporta l'attentat armé qui visa le Front national à Toulouse. La salle prévue pour une réunion politique de M. Le Pen à Toulouse a en effet été rasée par une violente explosion. À 5h30, une déflagration détruisit la salle de la piscine, mise à disposition par le maire pour Le Pen. Des croix gammées et le nom de « Le Pen » et « Penthracite » étaient tagués sur les murs. Le FN décida toutefois de maintenir sa réunion « *même si elle doit se dérouler en plein air, à côté des décombres...* » comme le déclara dramatiquement un des responsables régionaux du FN. Jean-Marie Le Pen déplora l'incident : « *Cette fois, c'est bel et bien un acte terroriste. Et c'est très grave d'essayer de m'empêcher de m'adresser démocratiquement aux Français, de tenter de les effrayer.* »¹¹⁸ Le mot d'ordre de la gauche et des associations des droits de l'Homme ? « *Marginaliser le meeting du Front national* »¹¹⁹. Dominique Baudis, alors maire de la ville rose, s'indigna : « *On ne peut excuser ni justifier cet acte. Ceux qui ne sont pas d'accord avec Le Pen peuvent le dire avec un bulletin de vote. Ici, on vient de lui faire la meilleure publicité qui soit* »¹²⁰. Le lendemain, Jean-Marie Le Pen écrivait une lettre au Président de la République, en sa qualité cette fois de Président du Conseil Européen réclamant que « *la lettre et l'esprit des institutions européennes* » fussent respectées. Il s'étonna par ailleurs qu'au lendemain d'un attentat à la bombe, « *on ne manifeste pas pour condamner le terrorisme, mais pour interdire la parole à ceux qui ont été visés par les bombes. C'est absolument scandaleux !* »¹²¹. D'après lui, si le Front national est « *l'ennemi public de ces gens-là* », c'est bien parce qu'il est « *l'ami public* » de tant d'autres Français.

Quelques jours plus tard, c'est à Marseille que se produisirent des échauffourées, comme le rapporta une nouvelle fois *Libération* le week-end des 9 et 10

¹¹⁸ *Le Figaro*, 5 juin 1984 : « *Toulouse, Le Pen contesté à l'explosif* ».

¹¹⁹ Cf *Libération*, 5 juin 1984.

¹²⁰ *Le Figaro*, 5 juin 1984 : « *Toulouse, Le Pen contesté à l'explosif* ».

¹²¹ *Le Figaro*, 6 juin 1984 : « *Le Pen dénonce la violence dont il est victime* ».

juin 1984 : « *Mardi à Marseille extrême-gauche et extrême-droite ont débattu à coups de manches de pioche et de barres de fer sous l'œil passif de la police* ».

Dans la continuité, c'est à Lyon qu'on déplora d'autres incidents musclés. « *Je regrette, déclara Jean-Marie Le Pen, qu'il y ait des gens qui ne peuvent pas se rendre à mes réunions à cause des pressions extérieures d'émeutiers pouvant mettre en péril leur sécurité. L'intervention d'éléments étrangers dans la politique française est intolérable si elle aboutit à empêcher le déroulement normal d'opérations électorales. C'est un crime d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État. Dans ces conditions, nous assurerons notre défense. Nous ne nous laisserons pas faire ni aujourd'hui ni demain* »¹²².

La liste des réunions publiques qui provoquèrent de violentes manifestations est longue. La violence qui caractérisa cette campagne ne fut pas seulement physique. Elle se traduisit également dans la teneur des propos tenus par le président du Front national.

3) « Plus on me connaît, plus on m'aime »

C'est lors d'une conférence de presse le lundi 28 mai 1984, rapportée pour *Le Monde* par Alain Rollat, que Jean-Marie Le Pen dévoila le programme politique des *Français d'abord* en se présentant par cette déclaration optimiste : « *Plus on me connaît, plus on m'aime !* ». Il y tint un discours racial poussé, déclarant notamment : « *Les citoyens sont égaux en droits, mais pas les Hommes (...) Il est évident qu'il existe des hiérarchies, des préférences, des affinités qui vont de soi* ». Il proposa, devant un parterre de journalistes, de supprimer le droit de grève et, implicitement, de dissoudre les syndicats¹²³.

Le Figaro, le lundi 11 juin 1984, fit un parallèle pour le moins discutable, présentant deux articles côte à côte : Le Pen « *Les Français d'abord* » et juste à côté, de même taille, Jospin « *Les socialistes d'abord* ».

¹²² *Le Figaro*, 9-10 juin 1984 : « *Jean-Marie Le Pen : l'intervention d'étrangers dans la politique française est intolérable* ».

¹²³ « *La liberté du travail est étouffée par le diktats permanent des syndicats* » *Le Monde*, 15 mai 1984. Article d'Alain Rollat.

Peu de temps après, Jean-Marie Le Pen, invité du Grand Jury RTL-Le Monde, dénonça une fois encore la « *bande des quatre* » : « *Le jeu est faussé, alors que le marché politique doit être libre et concurrentiel* ». Il déplora également le droit constitutionnel du travail inaliénable aux Français, mais compromis à cause de l'immigration « *il ne leur est plus assuré puisqu'il y a près de trois millions de chômeurs* ». « *Beaucoup sont sans travail, à la charge de la société. Les investissements en écoles, en hôpitaux... sont faits par la France, au bénéfice des étrangers, au détriment des Français. Nous avons le droit et le devoir de défendre les Français d'abord* ».

Jean-Marie Le Pen se démarqua des autres candidats en affichant clairement son homophobie : « *L'homosexualité nous conduit, si elle se développe, à la fin du monde. En raison de la dénatalité du monde occidental et la surnatalité du Tiers-Monde (...). D'une part je suis favorable à la liberté sous toutes ses formes, d'autre part, qui dit norme dit règle, qui dit règle dit loi, qui dit loi dit sanction pénale. (...) Il faut sanctionner le prosélytisme homosexuel. En effet, le plus grave péril qui menace la Terre c'est la dénatalité du monde occidental et la surnatalité du Tiers-Monde. De ce fait, j'estime que l'homosexualité nous conduit, si elle se développe, à la fin du monde.* »¹²⁴.

B. Une campagne sans concurrence directe

Le Parti des forces nouvelles (PFN) était en chute libre. Le Front national avait réussi à s'imposer comme seul parti crédible d'extrême-droite. Le temps où le PFN doublait à la dernière minute le FN dans la course aux européennes fut bel et bien révolu¹²⁵.

Le Parti des forces nouvelles naquit en 1972 de la scission du groupe « Faire Front » d'avec le Front national. Les membres de « Faire front » étaient eux-mêmes issus de l'ancien groupe Ordre Nouveau, dissout quelques mois plus tôt pour créer le Front national. Dans les années 1970, le PFN était considéré comme le principal parti d'extrême-droite, et avait beaucoup plus de poids que le Front national. Ses dirigeants, parmi lesquels Alain Robert, un ancien d'Occident et fondateur du GUD¹²⁶, Anne Méaux, d'Ordre Nouveau, fervente anticommuniste et attachée de

¹²⁴ *Le Figaro*, 12 juin 1984. « *Jean-Marie Le Pen, l'homosexualité et la fin du monde* ».

¹²⁵ Lire page 66.

¹²⁶ Cf notes de bas de page numéro 11 et 112.

presse de Valéry Giscard d'Estaing de 1976 à 1981, puis chargée de communication du président de 1981 à 1986. Pascal Gauchon est le secrétaire général du parti. Tout au long de la décennie 1970, le PFN tenta de donner une image dynamique de la droite nationale et gagna en poids politique en s'associant occasionnellement avec les partis traditionnels de droite. Toutefois, les quelques succès électoraux du parti sont essentiellement dus à ces-dites alliances, et non au parti en lui-même. Aux élections municipales de 1983 le PFN parvint à faire élire une vingtaine de conseillers municipaux sur des listes RPR-UDF. Les élections européennes de 1979, où le parti n'était pas affilié à la droite traditionnelle, n'avaient donné au PFN qu'un peu plus de 1,33% des suffrages.

Les années 1980 marquèrent son déclin et précipitèrent sa chute. Son manque de distinction claire avec l'UDF et le RPR ne lui permit pas de s'imposer comme un parti à part entière. Trop extrémiste pour les modérés et trop modéré pour les extrémistes, peu à peu, il céda sans le vouloir ses voix au profit du Front national. En 1981, le parti ne réussit pas à réunir 500 signatures pour permettre à son secrétaire général de se présenter aux élections présidentielles. Pascal Gauchon se retira alors de la politique pour se consacrer au professorat et à l'édition. Dans les mois qui suivirent, d'autres grands cadres du parti quittèrent le navire. Alain Robert et Hervé Novelli¹²⁷ rejoignirent le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), tandis que de nombreux autres tels que François Brigneau et Roland Gaucher retournèrent au Front national.

Pendant la campagne des élections européennes de 1984, le PFN tenta à plusieurs reprises de s'associer avec le Front national, mais le 14 janvier 1984, lors d'un conseil national à Lyon, Jean-Marie Le Pen exclut définitivement toute forme d'alliance avec le parti de Jean-Louis Tixier-Vignancour. Le PFN déclara officiellement le vendredi 1^{er} juin 1984 qu'il ne participerait pas aux élections européennes¹²⁸.

Le 14 juin 1984, ce furent quatorze listes et 1 134 candidats qui se lancèrent dans la course électorale.

III - Sur la route de Strasbourg

¹²⁷ Militant d'Occident, membre du GUD et d'Ordre Nouveau, Hervé Novelli adhéra brièvement au Front national avant de rejoindre le PFN, puis le CNIP, et enfin l'UDF.

¹²⁸ *Le Monde*, 1^{er} juin 1984.

A. Jouer l'ouverture

1) Le Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries

La liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries fut montée de telle sorte à symboliser la mue du groupuscule en une formation en pleine expansion. En tête de liste, sans surprise, Jean-Marie Le Pen s'imposa, et prit ainsi une nouvelle fois sa revanche sur les élections de 1979. À sa suite il inscrivit Michel de Camaret, puis Jean-Pierre Stirbois. En quatrième place, à la surprise générale, il plaça un parfait inconnu : Gustave Pordea. Je développerai les caractéristiques de ce personnage plus en détail par la suite.

La liste comprit bien évidemment des loyaux du parti, mais le but étant de lisser l'image du FN, elle se dota également de plusieurs notables de la politique, comme le député européen sortant Olivier d'Ormesson, ancien co-listier de la liste UDF de Simone Veil en 1979. Olivier d'Ormesson était connu pour représenter la frange modérée du Front national. Il était à l'époque en charge de la commission des Affaires internationales du parti et représentait également les chrétiens traditionalistes¹²⁹. S'il fit bel et bien partie des représentants du FN lors de « la percée » (1983-1985), il quitta néanmoins le Front national en 1987, après l'affaire du « détail »¹³⁰.

Par ailleurs figurait sur la liste le conseiller général CNI Bernard Antony, dit Romain Marie, président des comités Chrétienté-Solidarité et « *intégriste religieux* ¹³¹ ». Était également présent, en moins bonne position, le vice-président du FN et proche ami de Jean-Marie Le Pen, Dominique Chaboche ; puis d'autres « traditionnels » : Michel Collinot, Roland Gaucher, Gilbert Devèze (du CNI), Roger Hoileindre, ainsi que quelques membres du syndicat de Gérard Deuil, le SNPMI¹³².

La diversité des racines politiques de chacun avait pour intention de prouver que le Front national était capable de rassembler au-delà de son propre sein, pour

¹²⁹ Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée, dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.

¹³⁰ Lire page 84.

¹³¹ *Le Monde*, 15 mai 1984. Article d'Alain Rollat.

¹³² Syndicat national du patronat moderne et indépendant, à tendance pétainiste.

ainsi légitimer ses propos et dédramatiser son image. Il proposa même à son ami Alain Delon de figurer sur sa liste, mais celui-ci déclina¹³³.

A la première ébauche de liste, Jean Marcilly fit remarquer à Jean-Marie Le Pen qu'il n'avait placé aucune femme en position éligible. Il rapporta aux journalistes Gilles Bresson et Christian Lionet :

« Il a d'abord poussé des cris d'orfraie : " Une femme ! Une femme !!! " J'ai insisté : " il te faut une femme dans les dix premiers, c'est évident. – Ah jamais de la vie, tu ne te rends pas compte ! " Pierrette a alors pris le relais : "Tu n'as qu'à mettre Martine. – Tu ne comprends rien en politique " ».

Quelques temps plus tard, Jean-Marie Le Pen se rangea pourtant à l'avis général et c'est ainsi que Martine Le Hideux obtint la neuvième place de la liste.

Comme il l'a souvent revendiqué pour se défendre des attaques racistes et antisémites portées à son égard, la liste des 81 noms du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries comprit également un Juif et un Arabe : Robert Hemmerdinger et Mourad Kaouah (14e), un ancien harki. Le premier était un résistant de la première heure, parti à Londres dès juillet 1940 et décoré de la Médaille de la Résistance et de la Légion d'honneur. Par la suite, il s'engagea dans les guerres d'Indochine et d'Algérie, où il fut inculpé pour « atteinte à la sûreté de l'État », à cause de son militantisme pour l'Algérie française et de ses actions avec l'OAS. Jean-Marie Le Pen le fit figurer 42^e sur la liste. Quant à Mourad Kaouah, algérien, défenseur de l'Algérie française, il fut élu député de la première circonscription d'Alger-Ville de 1958 à 1962. Il fut classé quatorzième de la liste.

B. Financer la campagne

Pour financer la campagne, tous les moyens sont bons. Le Front national employa tant des moyens légaux que d'autres plus douteux pour parvenir à ses fins. Les réunions publiques organisées par le parti devinrent payantes, comme à Marseille où les 3 000 places se vendirent à 20F chacune.

Cependant, pour rentrer dans ses frais, le Front national dut recourir à des investissements plus massifs.

¹³³ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013.

1) L'affaire Pordea

Gustave Pordea fut présenté comme un « *consul honoraire de la République de Pologne en exil* »¹³⁴. Le quotidien *Le matin de Paris* avança rapidement que Pordea de travailler en réalité pour la police secrète de Ceausescu avec ce titre : « *Gustave Pordea, député européen de Le Pen, est un espion roumain* ». Poursuivi en justice, il dut retirer ses allégations.

En 1985, toutefois, le *Sunday Times* se pencha à son tour sur l'affaire et révéla qu'il était bien un agent des services secrets roumains, qui avait pour mission de se faire inscrire dans un parti éligible pour infiltrer le Parlement Européen et y représenter les intérêts de Bucarest. Toujours selon l'hebdomadaire britannique, Gustave Pordea aurait contacté des représentants des deux autres partis de droite, le RPR et l'UDF, mais aurait essuyé leurs refus avant donc de se tourner vers le Front national. Pour convaincre Jean-Marie Le Pen de l'intérêt de cette infiltration, Gustave Pordea lui aurait secrètement versé 400 millions de centimes¹³⁵ (soit l'équivalent de 610 000 euros¹³⁶). Jean-François Touzé témoigna : « *Vers le mois de février, on a vu arriver du gros pognon, mais je n'ai jamais su d'où il venait* ».

Lorsque l'affaire éclata, en 1985, Pierrette Le Pen nia catégoriquement toute l'histoire : « *Si j'avais des déclarations à faire, je les ferais à des journalistes Français. – Vous n'avez jamais participé à des tractations financières ? – Jamais* ».

Néanmoins, neuf ans plus tard, elle confia une toute autre histoire aux journalistes Gilles Bresson et Christian Lionet. Elle raconta qu'elle avait en effet participé à des transactions financières dix ans auparavant. Selon ses dires, elle eut pour tâche de réceptionner les cent premiers millions de centimes qui arrivaient de Suisse. La transaction s'effectua dans un appartement du XVI^e arrondissement, square Mozart. « *Là, Pierre Darier¹³⁷ me prévient : " Je n'ai pas la somme ici. Prenez*

¹³⁴ *Le Monde*, 15 mai 1984. Article d'Alain Rollat.

¹³⁵ Journal d'Antenne 2, le 30 décembre 1985, présenté par Olivier Lerner et consultable sur www.ina.fr

¹³⁶ Cette source mentionne 400 millions de centimes, d'autres font part de 4 millions de Francs, comme *Le Nouvel Observateur* 8-14 avril 1988, voire même 4 millions d'euros, selon Dominique Albertini et David Doucet dans leur livre *Histoire du Front national*. Il me semble que la somme évoquée par le journal d'Antenne 2 en 1985, et reprise par Gilles Bresson et Christian Lionet dans la biographie de Jean-Marie Le Pen qu'ils ont rédigée, est la plus plausible.

¹³⁷ Le fils du banquier de la famille Le Pen à Genève. Habitué à opérer ce genre de transactions avec Darier père, celui-ci préféra charger son fils de celle-ci, en raison de l'importance des sommes à transporter.

*un taxi et nous nous retrouverons à cette autre adresse, rue Théophile Gautier" »*¹³⁸. Selon Pierrette Le Pen, c'est une fois encore de cette façon que se déroula une deuxième transaction ; escortée toutefois par la suite de Jean Marcilly¹³⁹. Elle précisa également que deux semaines plus tard, Jean-Marie Le Pen lui indiqua que les deux derniers passements d'argent avaient été virés directement sur leur compte suisse. Dominique Chaboche réfute cette version. Il est difficile de mettre en lumière ce qui s'est réellement passé. Ce changement radical de témoignage pourrait sans doute être imputé à la vie personnelle de Pierrette et Jean-Marie Le Pen. Lorsque l'affaire éclata en 1985, le couple Le Pen s'était déjà séparé, avec un certain fracas, et Pierrette Le Pen, à l'origine de la décision de la rupture, soutenait les dires de son ex-mari. Le divorce fut prononcé le 17 septembre 1985, soit quelques mois avant l'intervention de Pierrette dans l'interview du journal télévisé du 30 décembre de la même année. Dans les semaines qui suivirent, elle se plaignit fréquemment dans les journaux de ne recevoir aucune pension alimentaire et aucune indemnité compensatoire. Le 6 janvier 1986, elle reçut un soufflet inattendu de la part de ses trois filles, Marie-Caroline (25 ans), Yann (22 ans) et Marine (17 ans) : elles rédigèrent un communiqué de presse à charge contre leur mère, la décrivant « *victime d'une machination politique* » orchestrée par Jean Marcilly. Elles ne manquèrent pas de soutenir ouvertement leur père en lui adressant leur « *admiration* » et leur « *amour* »¹⁴⁰. Ce communiqué, considéré comme une trahison par Pierrette Le Pen, marqua le début d'un étalage public et vulgaire d'hostilités de la part des deux divorcés. C'est notamment dans ce contexte qu'eut lieu l'affaire « *Playboy* »¹⁴¹, pain béni de la presse à scandale de l'époque. Ainsi, en 1994, la relation entre les deux protagonistes avait bien changé et pourrait peut-être expliquer le revirement de témoignage de Pierrette. Mensonges vengeurs ou vérités dévoilées, la question se pose encore.

2) Des investissements collectifs

¹³⁸ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994.

¹³⁹ Jean Marcilly, journaliste, connut la famille Le Pen alors qu'il préparait un livre sur la secte Moon. Les deux hommes sympathisent et c'est lui qui écrira en 1984 sa biographie officielle : *Le Pen sans bandeau*. Peu de temps après, Pierrette Le Pen quittera son mari pour Jean Marcilly.

¹⁴⁰ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.348-349.

¹⁴¹ Après la publication du communiqué de presse, Jean-Marie Le Pen accorda une interview au magazine *Lui*, déclarant que si Pierrette avait besoin d'argent, « *elle n'avait qu'à faire des ménages* ». Par esprit de revanche, Pierrette Le Pen – ou plutôt Lalanne, son nom de jeune fille - le prit au mot et posa quelques temps après en tenue de soubrette pour le magazine *Playboy*.

Malgré les résultats prometteurs des différentes élections de 1983, le problème majeur du Front national était son financement. Aucune banque, aucun fond d'investissement ne voulait prêter à ce parti qui avait encore ses preuves à faire. Considéré par beaucoup comme un feu de paille, le Front national, comme en 1979, peinait à réunir les fonds nécessaires à une campagne digne de ce nom. Refusant une fois encore d'investir ses économies personnelles, Jean-Marie Le Pen installa une sorte de système d'enchères pour les places éligibles de la liste. À proprement parler, pour figurer en place éligible, les futurs heureux élus durent mettre la main à la poche. Les estimations des sommes versées varient et sont difficilement authentifiables. Pierrette le Pen raconta qu'il était convenu que Michel de Camaret contribue financièrement à hauteur d'un million de francs, mais que Marcel Dassault¹⁴² s'y opposa, estimant que la moitié de la somme suffisait. *Le Canard Enchaîné* révéla en 1993 que pour financer cette campagne, Jean-Marie Le Pen avait chargé Gilbert Gilles, un ancien de la Waffen-SS puis de l'OAS, de récolter des fonds – entre un et deux milliards d'anciens francs – auprès du président gabonais Omar Bongo¹⁴³. Toutefois, l'opération échoua.

C. « Le Pen entre dans la cour des grands »

1) National-Hebdo

Les fonds de campagne permettent d'offrir à Jean-Marie Le Pen une campagne à la hauteur des moyens employés par ses adversaires. Roland Gaucher et Michel Collinot se virent confier la création d'une revue : *National-Hebdo*. Ils furent assistés dans l'urgence de Jean-François Jalkh, Serge de Beketch¹⁴⁴, Jean-Claude Varanne¹⁴⁵ et Jean-François Touzé pour créer de toutes pièces et lancer le journal, le tout à moins d'un mois du scrutin. Le 14 mai 1984, *National-Hebdo* fut lancé, sous format tabloïd.

¹⁴² Les deux hommes se connurent au RPF, le Rassemblement du peuple français, fondé par le général De Gaulle en 1947. Marcel Dassault aurait contribué au financement de la campagne des élections européennes du Front national bien qu'il n'adhéra jamais au parti, mais au RPR.

¹⁴³ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.414.

¹⁴⁴ Serge de Beketch était un journaliste français et militant d'extrême-droite, bien qu'il préférât la dénomination de « royaliste-tendance-dure ».

¹⁴⁵ Jean-Claude Varanne était un journaliste français adhérent du CNI, puis candidat aux élections législatives dans les Yvelines de 1989 à 1996 pour le Front national.

Jean-Claude Varanne devint le directeur de publication (il occupa ce poste jusqu'en 2008 ; Louis Aliot lui succéda jusqu'à ce que le journal dépose le bilan la même année) et Serge de Beketch fut nommé rédacteur en chef.

Dans la même semaine parut *Les Français d'abord*, ouvrage écrit par Jean-Marie Le Pen, dans lequel il exposa notamment sa vision de la politique et sa conception de l'Europe, quelques semaines avant les élections parlementaires.

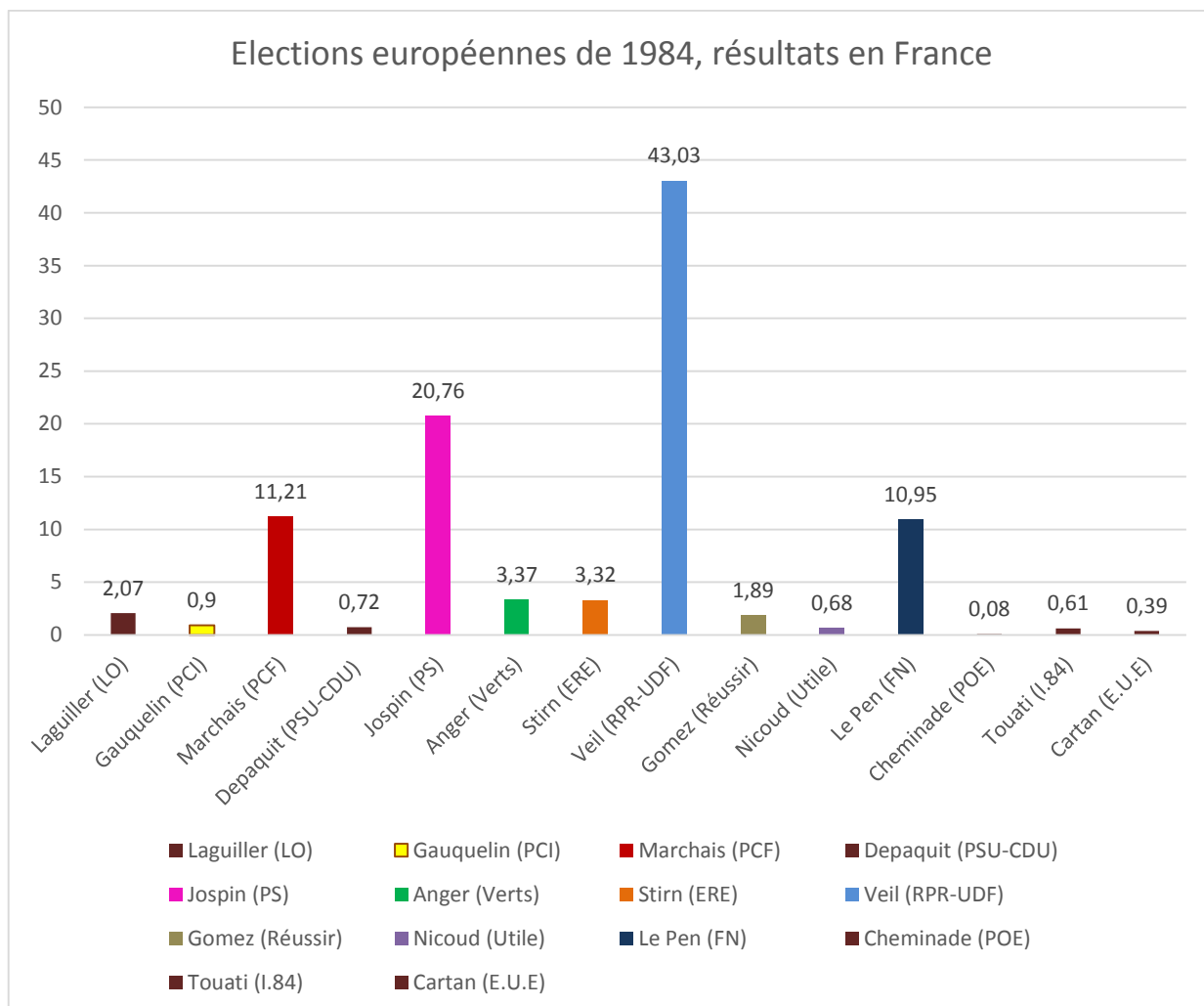
2) « Le choc » (*Libération*)

Le soir du 17 juin 1984, le Front national ancre définitivement sa place dans l'échiquier politique non seulement français, mais aussi européen. Avec un score de 10,95%, des suffrages exprimés, la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries fit élire dix députés européens, comme le montre le tableau ci-dessous, élaboré à partir des archives du Ministère de l'Intérieur.

Ministère de l'Intérieur (archives Laurent de Boissieu)			
	nombre	% des inscrits	% des votants
Inscrits	36 880 688		
Abstentions	15 961 916	43,28	
Votants	20 918 772	56,72	
Nuls	737 838		03,53
Suffrages exprimés	20 180 934		96,47

Résultats électoraux des élections européennes de juin 1984				
Liste	Voix	% des inscrits	% des suffrages exprimés	élus
Union de l'opposition UDF et RPR	8 683 596	23,55	43,03	41
Liste socialiste pour l'Europe	4 188 875	11,36	20,76	20
Liste présentée par le PCF	2 261 312	6,13	11,21	10
Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries	2 210 334	5,99	10,95	10

J'ai choisi de ne faire figurer dans ce tableau détaillé uniquement les résultats électoraux des quatre partis à avoir obtenu le plus de voix, et à avoir fait élire des députés. Pour avoir une vue d'ensemble sur les scores des quatorze listes, j'ai choisi de les représenter dans un graphique :



Ces résultats constituèrent le meilleur score obtenu par l'extrême-droite française depuis les listes poujadistes de 1956. Jean-Marie Le Pen déclara devant une foule en liesse venue l'acclamer spontanément rue de Bernouilli : « *La victoire du Front national est une percée politique comme il n'y en a jamais eu. Tout commence aujourd'hui* »¹⁴⁶. « *Ce dimanche a été un grand jour pour notre pays. C'est un début et non une fin. (...) Il nous reste un potentiel considérable. Nous avons fait 11% des voix en ne bénéficiant que de trois minutes de télévisions. Nous voulons maintenant*

¹⁴⁶ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994.

construire ce grand mouvement de droite nationale auquel la France aspire, pour restaurer l'ordre et la liberté »¹⁴⁷.

Mieux encore, le score électoral obtenu par le Front national frôla celui de son grand ennemi politique : le Parti communiste. S'il ne le surpassa pas, comme l'avait pourtant matraqué Jean-Marie Le Pen tout au long de la campagne, ce fut de très loin la marge d'écart la plus faible entre ces deux partis depuis la création du FN en 1978, et les deux partis envoyèrent le même nombre de députés à Strasbourg.

3) Réaction du MSI

Les rapports entre le Front national et le Mouvement social italien (MSI)¹⁴⁸ ont toujours été complexes, voire fratricides. Entre Jean-Marie Le Pen et Giorgio Almirante, ancien dignitaire mussolinien et chef du parti néo-fasciste italien, les rapports sont loin d'être cordiaux, « *affaire de personnalité et de tempérament* »¹⁴⁹.

Lors de la préparation des élections européennes de 1979, le PFN et le FN passèrent un accord pour monter une liste commune. Les fortes personnalités de leurs deux leaders, Jean-Louis Tixier-Vignancour et Jean-Marie Le Pen, doublées d'une querelle personnelle latente, rendit la chose impossible. Lorsque Jean-Marie Le Pen consentit à investir une partie de sa fortune personnelle pour renflouer les caisses de campagne il exigea que les autres membres de la liste investissent une somme équivalente. Cette condition irréalisable poussa Jean-Louis Tixier-Vignancour à monter sa propre liste, financée par le parti jumeau italien du PFN : le MSI. 48h avant la date limite du dépôt de listes, Pascal Gauchon, secrétaire général du PFN, parvint à convaincre le MSI de participer majoritairement au financement de la liste. Jean-Marie Le Pen se retrouva donc le bec dans l'eau et dut renoncer à constituer une liste électorale pour les toutes premières élections européennes.

Cinq ans plus tard, la situation avait considérablement changé. Le PFN, en perte constante de vitesse, devenait de plus en plus insignifiant sur le plan politique, et les nombreux appels du pied lancés au Front national restaient sans réponse.

¹⁴⁷ *Le Figaro*, 21 juin 1984 : « *Le Pen se veut dans l'opposition, mais à part entière* ».

¹⁴⁸ *Movimiento sociale italiano*.

¹⁴⁹ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.389.

À l'annonce des résultats, Giorgio Almirante changea radicalement d'attitude. Il félicita Jean-Marie Le Pen pour sa « *victoire spectaculaire* » et ajouta que les 11% du Front national constituaient « *une victoire qui ramène enfin après vingt ans la droite nationale française parmi les grandes forces politiques en France et en Europe. (...) Je ressens cette victoire comme si c'était la nôtre* »¹⁵⁰. Jean-Marie Le Pen se résolu à enterrer la hache de guerre, notamment pour des raisons stratégiques. En effet, pour constituer un groupe à l'assemblée, Le Front national devait s'allier avec au minimum deux représentants de nationalités différentes. Jean-François Touzé raconta : « *Jusqu'en mars-avril 1984, le MSI était un sujet tabou au Front national. À plusieurs reprises, ses dirigeants nous avaient invités à leurs congrès mais Le Pen avait toujours refusé d'y aller. Il les traitait de "fascistes". Il avait même interdit à Stirbois d'y envoyer des délégués du Front. En 1979, Le Pen avait été ulcéré de voir le MSI se ranger du côté du PFN* »¹⁵¹.

Cependant, l'entrée des députés frontistes à l'assemblée de Strasbourg dut compter sur les députés fascistes italiens, au nombre de cinq, pour former une alliance de poids. Se joignirent à leur groupe parlementaire le Grec Chrysanthos Dimitriadis, issu du mouvement favorable à la dictature des colonels, ainsi qu'un conservateur irlandais.

¹⁵⁰ *Libération*, 19 juin 1984 : « *Les néo-fascistes italiens félicitent Le Pen* ».

¹⁵¹ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.416.

Chapitre 3 - Lendemain électoraux : le groupuscule devenu parti

Après dix ans de latence politique, la longue traversée du désert de Jean-Marie Le Pen et de son parti prit fin avec les élections municipales de mars 1983 et européennes de juin 1984. Nous avons relaté et étudié la sortie de l'anonymat du parti frontiste, dans ce troisième chapitre nous tenterons d'analyser en profondeur les composantes de ce nouvel électorat, avant de voir l'ancrage réel du parti dans le paysage politique français : feu de paille ou « *parti implanté durablement* »¹⁵² ?

I - Évolution des votes : ce que les élections de 1983 et 1984 ont changé

Pour comprendre la percée du Front national, il convient évidemment d'étudier l'électorat qui l'a porté sur la scène politique et médiatique.

A. Qui vote désormais Front national ?

Précisons cette question en nous demandant plutôt : qui cesse de voter pour son parti « habituel » pour lui préférer le Front national ? Un tableau récapitulatif des votes publié dans *Libération* le mardi 19 juin 1984 apporte un début de réponse.

<i>Marchais</i>	<i>Jospin</i>	<i>Veil</i>	<i>Le Pen</i>	<i>Autres</i>
-----------------	---------------	-------------	---------------	---------------

¹⁵² *Libération*, 19 septembre 1984 : « *La grande parade du Front national* ».

<i>Sexe</i>					
<i>Hommes</i>	14	20	37	13	16
<i>Femmes</i>	9	21	47	9	14
<i>Age</i>					
<i>18-22 ans</i>	9	21	29	11	30
<i>25-34 ans</i>	12	23	32	10	23
<i>35-49 ans</i>	13	20	39	12	16
<i>50-64 ans</i>	11	20	47	11	11
<i>65 ans et +</i>	9	20	55	9	7
<i>Profession du chef de famille</i>					
<i>Agriculteurs</i>	4	15	48	14	19
<i>Industriels, commerçants</i>	4	8	54	17	17
<i>Professions libérales, cadres supérieurs</i>	4	18	48	14	16
<i>Cadres moyens</i>	7	22	39	14	18
<i>Employés</i>	12	21	38	12	17
<i>Ouvriers</i>	19	26	28	8	19
<i>Statut</i>					
<i>Chômeur</i>	13	24	32	12	19
<i>Salarié du privé</i>	13	20	36	13	18
<i>Salarié du public</i>	16	26	27	9	22
<i>A son compte</i>	4	8	56	16	16
<i>Sans profession</i>	10	20	48	10	12
<i>Vote 10 mai 1981</i>					
<i>Mitterrand</i>	22	42	9	7	20
<i>Giscard d'Estaing</i>	1	2	77	14	6
<i>Abstention</i>	8	11	39	15	27

Tableau tiré de *Libération*, mardi 19 juin 1984. « *Qui a voté quoi ?* »

D'après ce tableau, on remarque que l'électorat du Front national ne découle pas exclusivement d'une radicalisation de la droite. Près de 30% de ces électeurs avaient voté pour François Mitterrand trois ans plus tôt. De plus, le parti de Jean-Marie Le Pen a su attirer de nouveaux électeurs : une partie de ceux qui s'étaient

abstenus aux dernières élections et une partie des électeurs qui étaient trop jeunes pour voter en 1981.

Une autre particularité de l'électorat du Front national visible dans ce tableau est que les idées frontistes touchent toutes les classes d'âges et toutes les catégories socio-professionnelles, contrairement par exemple au PCF de Georges Marchais qui attire majoritairement des ouvriers, ou encore à l'électorat de Simone Veil, qui est relativement âgé.

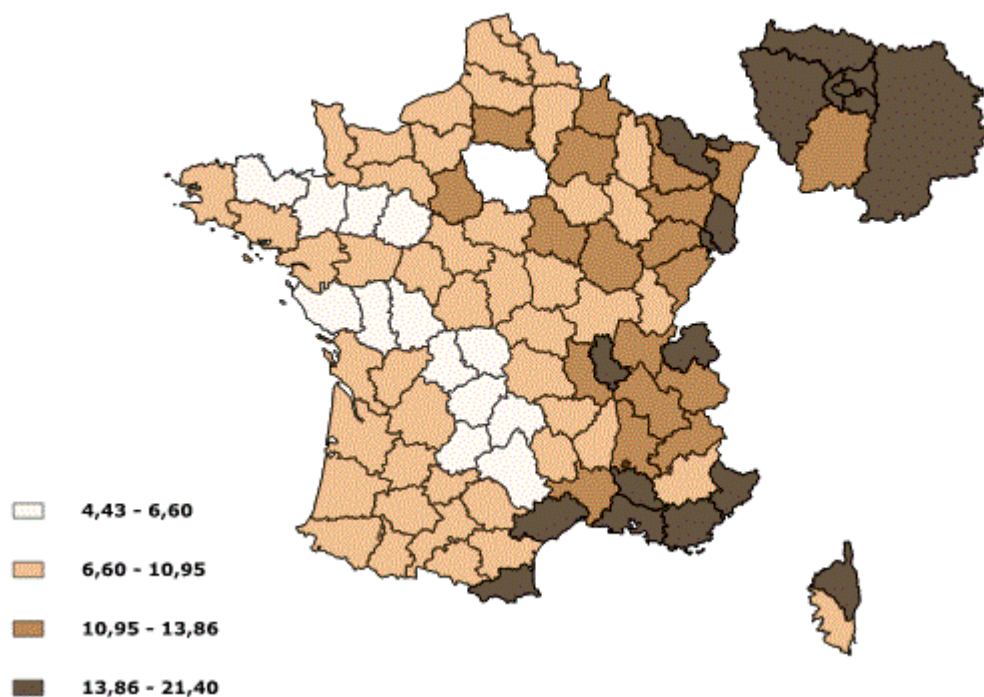
Par ailleurs, les électeurs frontistes sont les seuls qui ont voté pour l'homme avant de voter pour le parti politique, comme le démontre le tableau suivant, également tiré de ce numéro de *Libération* :

Vote pour la liste :	Marchais	Jospin	Veil	Le Pen
Signification du vote				
<i>Soutien au gouvernement</i>	67	82	3	2
<i>Opposition au gouvernement</i>	14	2	81	80
<i>Ni l'un ni l'autre</i>	19	16	16	18
Motivation du vote				
<i>Personnalité de la tête de liste</i>	19	24	27	51
<i>Famille politique</i>	78	71	68	40
<i>Sans réponse</i>	3	5	5	9

Nous pouvons également relever que cette percée électorale est urbaine avant d'être rurale. De plus, Le Front national obtint de bons scores électoraux principalement dans des zones géographiques françaises bien précises : la région parisienne, le Sud et l'Est. Dans le Midi, le Front national devança même parfois la gauche. Dans les Alpes-Maritimes, il obtint 21,39%, 19,49% dans les Bouches-du-Rhône (et 21,42% à Marseille), 19,96% dans le Var et 17,82% en Corse-du-Sud. Dans ces quatre départements, le Front national fait plus que le Parti socialiste et le parti communiste, il est la « *deuxième force politique après l'union d'opposition !* »¹⁵³.

¹⁵³ *Le Figaro*, le 19 juin 1984 : « *Analyse du scrutin du 17 juin : La gauche recule partout* ».

Élections européennes 1984 - liste Le Pen (10,95%)

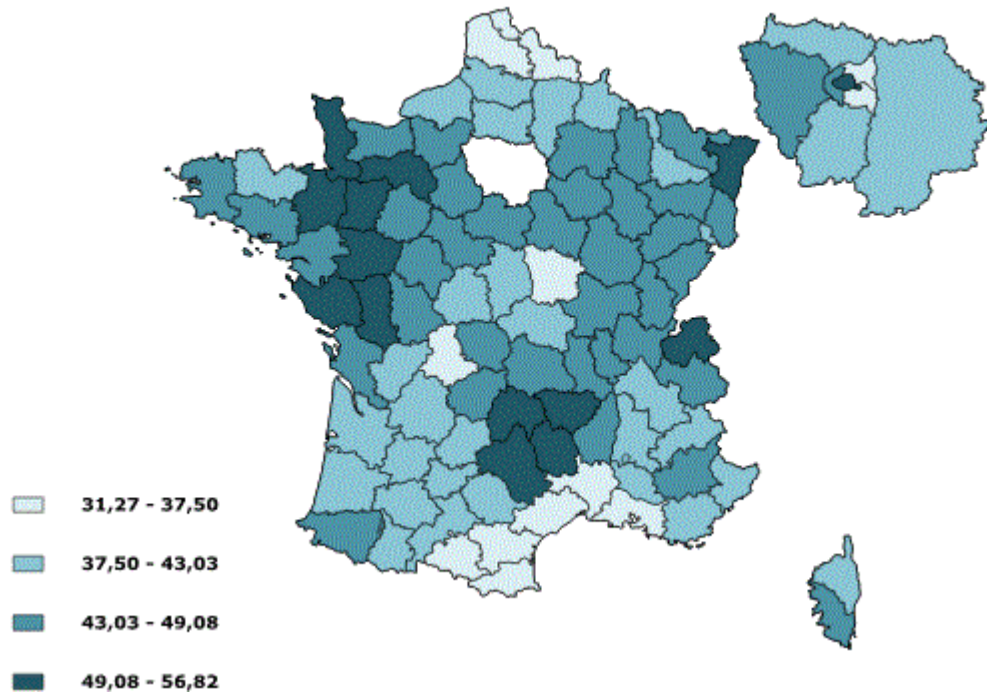


Laurent de Boissieu, france-politique.fr 1

Sur cette carte, nous pouvons constater en effet que la plupart des départements les plus ruraux (qui constituent peu ou prou la « diagonale du vide ») n'ont que très faiblement voté pour le Front national.

En comparaison, les résultats de la liste de Simon Veil apparaissent presque complémentaires :

Élections européennes 1984 - liste Veil (43,03%)



Laurent de Boissieu, france-politique.fr 2

Autre constatation : les électeurs du Front national font consensus quant à la priorité des problèmes de la société française. En première place de la liste se trouve la question de l'immigration, celle des libertés, de l'insécurité et de la délinquance¹⁵⁴.

B. Chute libre des gauches

L'« état de grâce » post-élection présidentielle de 1981 était bel et bien révolu. Le tournant de la rigueur amorcé en 1982 sur les conseils de Jacques Attali eut pour effet de lourdement amincir l'électorat des gauches.

Exaspération devant la politique de la gauche et inquiétude face à l'insécurité subie ou ressentie, trois ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialiste, le Front national est sorti de sa torpeur politique.

Les sujets fétiches du Front national –anticommunisme, immigration, insécurité - existaient avant l'élection de Mitterrand. En seulement trois ans, le net recul de la gauche semblait supposer que les mentalités avaient changé. Jean Bothorel, journaliste au *Figaro*, dressa cette analyse :

¹⁵⁴ *Le Figaro*, le 19 juin 1984 : « Analyse du scrutin du 17 juin : La gauche recule partout ».

« Que dit Le Pen qui soit si terrifiant à entendre ? Il ne dit, pour des millions de Français, que des évidences : que l'insertion des travailleurs étrangers, surtout ceux d'origine maghrébine, pose des problèmes qui vont s'aggravant ; que la drogue est un fléau ; que la violence criminelle augmente, que le travail, la famille, la patrie, sont les piliers de la nation, etc. »¹⁵⁵.

Les propos du journaliste dénotent une certaine inconscience de la ligne politique du Front national. S'il fait remarquer que pour « des millions de Français », les propos de Jean-Marie Le Pen relèvent du bon sens, il ne précise pas qu'il s'agit là d'une minorité de personnes, confrontées (comme à Dreux) ou non (comme dans le Morbihan) à la cohabitation avec une population immigrée, et dont les affinités politiques sont changeantes.

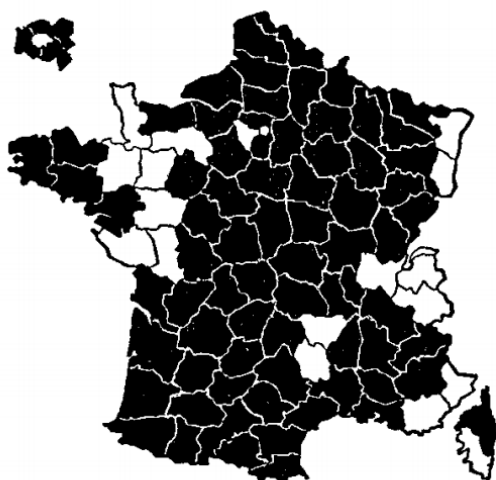
1) Effondrement du parti socialiste

Les années 1983 et 1984 furent marquées par de multiples et vigoureuses manifestations de la droite, qui découvrait l'opposition après une succession de gouvernements de droite sous la Ve République. *Libération*, le 7 mars 1983 titrait : « *La gauche dévaluée. Municipalités : la majorité perd ses gains de 1977* ». Le 1^{er} tour des municipales de 1983 annonçait la fin de l'État de grâce par un cinglant vote de rejet de la gauche. *Libération* toujours : « *Ce premier tour des municipales marque un renversement de majorité. Dans les villes de plus de 30 000 habitants, selon les premières estimations de l'AFP, l'opposition aurait 51,5% des suffrages contre 46,5% à la gauche. En 1977, les scores étaient respectivement de 46,3% et 50,8%* ». Le quotidien publia un dossier spécial élections municipales intitulé : « *La reconquête de la droite* ». Le lendemain, dans une analyse plus poussée intitulée « *Les raisons de la défaite* », *Libération* observe la « *radicalisation à droite d'un électorat "néo-poujadiste" : fréquemment abstentionniste lors des dernières consultations, il s'est mobilisé pour rejeter en bloc les socialistes* ».

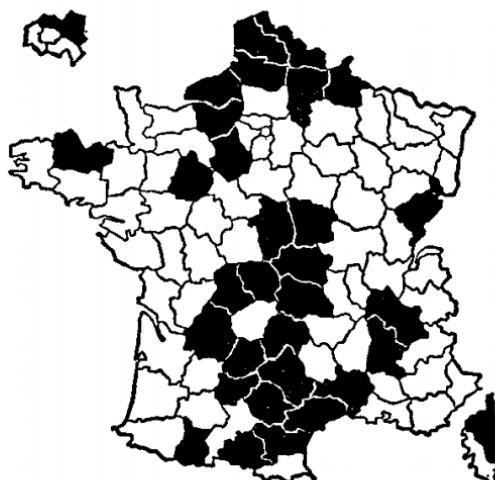
Les cartes ci-dessous, tirées d'une étude de Jérôme Jaffré, illustrent le très net recul des suffrages en faveur de la gauche en seulement deux ans. Notons une

¹⁵⁵ *Le Figaro*, le 19 juin 1984 : « *Psychodrame à gauche à propos du "phénomène" Le Pen* ».

coquille d'impression dans la légende de la carte n°2 : elle devrait être intitulée *La France urbaine de gauche le 6 mars 1983*, et non 1963.



CARTE 1. — La France urbaine de gauche le 10 mai 1981 (2^e tour de l'élection présidentielle).



CARTE 2. — La France urbaine de gauche le 6 mars 1963 (1^{er} tour des élections municipales).

Les départements figurant en noir sur la carte sont ceux qui ont voté majoritairement pour le Parti socialiste lors de ces deux élections. En 1981, seulement une petite vingtaine de départements avaient préféré Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand, tandis que deux ans plus tard, une trentaine de départements métropolitains restèrent « fidèles » au Parti socialiste.

Il est intéressant de noter le renversement du vote en faveur des droites. Le tableau ci-dessous indique clairement le déclin de la gauche en France au fil des élections qui s'y déroulèrent de 1974 à 1983. La gauche perdit six points durant cette période, ce qui constitua une chute considérable.

**TABLEAU 1. — L'évolution du rapport gauche/droite
dans les 221 villes de plus de 30 000 habitants
(% des suffrages exprimés)**

	Présidentielle 1974 (2 ^e tour)	Municipales 1977 (1 ^{er} tour)	Législatives 1978 (1 ^{er} tour)	Présidentielle 1981 (1 ^{er} tour)	Présidentielle 1981 (2 ^e tour)	Législatives 1981 (1 ^{er} tour)	Municipales 1983 (1 ^{er} tour)
Gauche Ecologistes et inclassables	50,2	51,1	50,5	48,2	53,1	56,8	44,2
Droite	—	3,5	4,0	4,2	—	1,5	2,2
	49,8	45,4	45,5	47,6	46,9	41,7	53,6
	100	100	100	100	100	100	100

En conclusion, *Libération* releva : « Le PS se révèle incapable depuis 1981 d'attirer le moindre électeur à la dérive ; qu'il vienne du centre, de l'écologie ou du communisme. (...) Au contraire, le PS doit faire face à son propre déclin : il se maintient difficilement à son étiage de 1973, comme si, après un grand voyage un peu fou, il était revenu sagement à la case départ »¹⁵⁶.

Par ailleurs, le PS n'est pas le seul parti à sombrer. Le parti communiste connaît un véritable rejet de la part des électeurs. De *Libération*, cette analyse : « Ce déclin rejaillit tout naturellement sur le PS, dans la mesure où celui-ci paraît s'accommoder du néo-stalinisme du PCF. (...) C'est dans ce contexte qu'intervient l'affaire des poisons, je veux dire le projet de loi sur l'école privée. La vision étatiste s'exprime à cette occasion chez les socialistes de la manière la plus archaïque qui soit, avec une sorte de surenchère maso dans le dogmatisme, de telle sorte que le PS change peu à peu d'image dans l'opinion, et, loin d'être une garantie anticommuniste, apparaît peu ou prou comme fortement contaminé par la gauche autoritaire. (...) C'est parce que l'union de la gauche fonctionne de manière idéologique, et non seulement tactique, que le déclin du PCF rejaillit automatiquement sur le PS ».

L'affaire des « poisons » citée dans cet extrait d'article fait référence aux impressionnantes manifestations qui se déroulèrent en France en général et à Paris

¹⁵⁶ *Libération*, 19 juin 1984.

en particulier pour protester contre le projet de réforme de l'école proposé par le gouvernement socialiste. Le 24 juin 1984, une semaine après les élections européennes, la déchéance du Parti socialiste s'illustra en quelque sorte une nouvelle fois. Un million de personnes manifestèrent contre le projet de réforme et, plus ou moins indirectement, contre le gouvernement dans son ensemble.

Les résultats électoraux des élections européennes sont analysés par tous comme un « rejet de la gauche ». Toutefois, nous nous devons de remettre ces élections en perspective. Si le mécontentement populaire envers le gouvernement était une réalité indéniable, les élections européennes ne furent pas nécessairement le meilleur baromètre pour en juger. Ces élections étaient considérées comme de moindre importance en comparaison avec des élections cantonnées au territoire français. L'Europe mobilisait moins l'électorat que les élections strictement nationales. Seulement un peu plus de 56% des inscrits votèrent, ce qui dénote une très forte abstention.

Jean-Marie Le Pen analysa la victoire de son parti sur les voix de gauche de la sorte : « *Quand on combat la gauche, elle recule. Si pendant trente ans, la gauche a avancé, c'est parce qu'elle n'avait pas été combattue. Il y a maintenant des électeurs de droite qui ont des représentants de droite* »¹⁵⁷.

2) L'agonie du Parti communiste

La chute du Parti socialiste, pourtant sévère, est moindre en comparaison de la brusque agonie du parti communiste : « *Le PCF s'effondre à un rythme qui surprend manifestement les dirigeants socialistes* »¹⁵⁸.

La chute des gauches peut s'analyser dans un premier temps par le déclin du Parti communiste. Le contexte des dernières années de la Guerre Froide ne favorisa pas d'empathie chez les électeurs. Parti prosoviétique, il était fortement critiqué et contesté, à droite, bien évidemment, mais également au sein de sa propre aile politique. L'anticommunisme de gauche fut l'un des facteurs dominants de ces années¹⁵⁹ 1980.

¹⁵⁷ *Le Figaro*, 21 juin 1984 : « *Le Pen se veut dans l'opposition, mais à part entière* ».

¹⁵⁸ *Libération*, 19 juin 1984.

¹⁵⁹ *Ibid.*

Paul Rossignol, élu PCF, revint sur les résultats des élections municipales de 1983. Il reconnut qu'il y avait eu « *quelques flottements. Beaucoup de militants avaient des rancœurs dans le ventre, l'attitude des socialistes, certains propos. Et puis nous avons eu des problèmes, nous n'étions pas habitués à être dans la majorité, les gens n'avaient rien à dire. Les bénévoles se faisaient moins nombreux.* »¹⁶⁰. La chute du PCF serait donc due à un manque d'enjeu militant ? Il est difficile d'adhérer pleinement à cette explication. Celle-ci suggérerait que le parti communiste n'aurait aucun fond, aucune essence autre que l'opposition à une majorité de droite. Le début d'explication que propose Paul Rossignol est presque insultant envers son propre parti : le PCF n'existe qu'en se définissant en opposition à un parti majoritaire. S'il perd cette qualité et entre dans la majorité, il n'est rien.

Les élections européennes de juin 1984 provoquèrent un certain chaos au sein du Parti communiste. Le maintien de Georges Marchais à la tête du parti fut remis en question : « *La spectaculaire défaite du parti communiste prend une fois encore la forme d'un échec personnel de son secrétaire général : l'appareil pourrait avoir une réaction de sauvegarde dont il ferait alors les frais* »¹⁶¹.

En juillet 1984, les quatre ministres communistes – Charles Fiterman, Jack Ralite, Anicet Le Pors et Marcel Rigout – démissionnèrent pour protester contre ce qu'ils appelèrent le tournant « libéral » de la politique économique mitterrandienne.

Le PCF se désolidarisa du PS en septembre 1984. Les communistes refusèrent de voter le budget proposé par la majorité. Georges Marchais dénonça des « *relents barristes* » et son « *injustice fiscale* »¹⁶². Pour se démarquer du Parti socialiste et de sa chute, le Parti communiste opta pour une verte critique de ce dernier : il « *tire à boulets rouges sur les projets de budget* »¹⁶³. Il devint officiellement un parti d'opposition.

Le déclin du Parti communiste alla en s'accroissant, et ce dernier perdit des points au fil des élections. Ainsi, en 1986, les élections cantonales lui octroyèrent à peine 10% des suffrages (10,34%) et les législatives ne lui permirent pas d'atteindre cette barre stratégique. Il n'obtint que 9,78% des suffrages et fit élire 35 députés,

¹⁶⁰ Paul Rossignol, cité par *Libération* dans le numéro du samedi 12 et dimanche 13 mars 1983.

¹⁶¹ *Libération*, 19 juin 1984 : « *PCF : succession ouverte pour horizon bouché* ».

¹⁶² *Libération*, 14 septembre 1984 : « *Le PCF tire à boulets rouges sur le projet de budget* ».

¹⁶³ *Ibid.*

tout comme le Front national sui le talonna avec 9,35% des voix et le même nombre de députés.

On le savait, l'électorat de Jean-Marie Le Pen répondait aux questions d'insécurité, d'anticommunisme et à l'immigration jugée trop massive. *« Vote Le Pen et concentration d'étrangers étant corrélés, tout porte à croire que la dynamique positive ayant porté le Front national le 17 juin dernier sera relayée à l'occasion des prochaines élections cantonales ».*

*« Les gens ne croient plus que le PC ou le PS puissent les aider. Parce qu'ils ne sont pas fiers sur les questions d'immigration. Les limites sont dépassées et les gens souffrent »*¹⁶⁴.

Vote sanction, avertissement sans frais adressé à la droite institutionnelle, caractère spécifique d'un scrutin sans enjeu, feu de paille à la Pujade, charisme d'un leader exceptionnel, conséquences de la liste unique d'opposition, etc. Le Front national en était conscient, pour marquer durablement la vie politique française, il n'aurait su se contenter d'un scrutin certes national tel que celui des élections européennes, mais surtout trop jeune et trop éloigné des préoccupations premières des Français.

II - Promesses et confirmation d'un ancrage politique durable

Les percées des élections municipales de 1983 et des élections européennes de 1984 posèrent au FN une question majeure : où se positionner sur l'échiquier politique ? Jean-Marie Le Pen tente de se démarquer de la dénomination « extrême-droite », terme trop connoté. Il préfère penser son parti comme le représentant d'une « droite nationale » qui placerait le patriotisme comme la première des valeurs.

A. Définir sa position envers la droite : la question des alliances

¹⁶⁴ Citation de militants FN du XX^e arrondissement de Paris, retranscrits dans *Libération*, le 8 mars 1983.

1) Préparer les élections cantonales

Pour préparer la campagne des élections cantonales de 1985, le Front national se montra ouvert à une alliance avec la droite « classique ». Toutefois, Jacques Chirac, de nouveau, s'y opposa : « *Pas question de gouverner avec lui [Jean-Marie Le Pen] ce serait une victoire foireuse* »¹⁶⁵. Ce n'est pas la seule personnalité de droite à rejeter cette idée. Simone Veil, selon toute logique, répéta une fois de plus sa vive opposition au parti frontiste, et affirma préférer voir « *un socialiste élu plutôt qu'un FN* »¹⁶⁶. Par ailleurs, Raymond Barre se présenta également comme hostile à tout type d'alliance politique avec le parti de Jean-Marie Le Pen. Il fit prévaloir le très fort taux d'abstention aux précédents scrutins, et avança que « cette consultation [n'avait] constitutionnellement aucune incidence ». Il poursuivit en affirmant que Jean-Marie Le Pen suscitait « trop d'exagération et d'agitation » : « Il s'agit d'une petite tempête (...). La liste du Front national a bénéficié du vote des électeurs qui voulaient se défouler sans risque. Elle a bénéficié du cumul des antipathies »¹⁶⁷. De plus, il soutint que l'opposition ne devait pas « *se laisser impressionner par les grandes gueules* » ; à quoi le Trinitain répondit : « *ni par les gros patapoufs* »¹⁶⁸.

Jean-Marie Le Pen avait pour ambition de faire partie de l'opposition « *à part entière* ». Pour lui, l'opposition ne devait pas désigner uniquement les deux partis qu'étaient l'UDF et le RPR, mais bien l'ensemble des partis politiques dont l'idéologie divergeait de celle de l'alliance PS-PCF : « *L'opposition nationale fait partie de l'opposition. Il n'y a pas de majorité antimarxiste sans le Front national. Avec 43% des voix, la coalition RPR-UDF ne saurait prétendre à la majorité en écartant la partie la plus droite, la plus lucide et la plus courageuse de l'opposition* »¹⁶⁹.

Une partie de l'opposition « classique » se détachait également de l'opinion de Jacques Chirac sur la question d'une alliance avec le Front national. L'émergence soudaine d'un électorat frontiste désorganisa les droites et poussa certains hommes politiques à remiser leurs principes moraux, et à accepter l'idée. Parmi les plus facilement séduits se trouvèrent les indépendants et paysans du CNIP. Philippe

¹⁶⁵ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.422.

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Le Figaro*, 27 juin 1984 : « *Raymond Barre juge le score de Le Pen : " une petite tempête "* ».

¹⁶⁸ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.422.

¹⁶⁹ *Le Figaro*, 21 juin 1984 : « *Le Pen se veut dans l'opposition, mais à part entière* ».

Maloud, alors président du parti, déclara le 7 juin 1984 qu'il faudrait compter sur les voix du Front national : « *La majorité des voix qui se seront portées sur la liste du Front national ne seront pas des voix de l'extrême-droite mais des voix modérées, exaspérées par la politique du gouvernement socialo-communiste* ». Après les résultats des élections européennes, il encouragea vivement toutes sortes d'alliances entre la droite classique et le Front national. Le 28 juin, il déclara : « *Je déplore l'aveuglement qui pousse nombre de dirigeants de l'UDF aussi bien hélas, que du RPR, à refuser toute alliance avec le Front national. Pour le CNIP, il n'y a pas d'ennemis à droite* »¹⁷⁰. Michel Junot, secrétaire général du CNIP, ajouta : « *Les voix de M. Le Pen font partie du bien commun de l'opposition* ». Plus expansif, Pierre Sergeant, ancien dirigeant de l'OAS reconverti comme membre du bureau politique du CNIP, félicita chaudement Jean-Marie Le Pen et son parti après les résultats des élections européennes : « *Bravo à Jean-Marie Le Pen qui a fait exploser la bande des quatre. Ce que les Verts gauchistes n'ont pas réussi à faire, le Front national l'a réalisé. Merci à lui. Merci, n'en doutons pas, aux membres du CNIP qui lui ont prêté leurs voix le temps d'un scrutin. Tout devient possible. Les cartes politiques vont être redistribuées, sous l'œil vigilant de Jean-Marie Le Pen qui ne se laissera pas voler sa victoire* ». Il paraît surprenant que le CNIP, troisième parti politique de la liste commune d'opposition aux élections européennes, après le RPR et l'UDF, tienne un tel discours. Toutefois, après ce scrutin, le CNIP avait fait valoir sa volonté de se démarquer des deux autres partis de l'opposition : « *Il faut que le CNIP reprenne sa personnalité* ».

Les membres du CNIP ne furent pas les seuls à embrasser l'idée d'une alliance commune avec le Front national. Ce fut notamment le cas de Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée, déclarait dès le 14 février 1984 : « *M. Le Pen existe, c'est une réalité politique aujourd'hui. Nous devons compter sur une formation politique qui existe, travailler en commun, se concerter et ne pas dire : je ne vous connais pas* ».

Par ailleurs, François Léotard, dans l'émission « Face au public » de France Inter, enregistrée le lundi 25 juin 1984, n'exclut pas une alliance avec le FN aux prochaines élections. Il y déclara que si la droite se résolvait à ce type d'alliance, ce

¹⁷⁰ Edwy Plenel, Alain Rollat, *La République menacée. Dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, 1992, p.294.

serait de la faute du scrutin proportionnel, au cas où Mitterrand optait pour ce dernier. « *S'il choisit un mode de scrutin qui nous oblige à faire alliance avec M. Le Pen, bien évidemment, nous essaierons de répondre à ce mode de scrutin* »¹⁷¹. À son sens, faire une alliance avec le FN ne serait pas plus immoral que l'alliance existante entre le parti socialiste et le parti communiste. Ces propos ne sont pas anodins. Le parti de Jean-Marie Le Pen a en effet réuni près de 25% des suffrages à Fréjus, la ville dont Léotard était maire en 1984. Ces résultats électoraux ont visiblement affecté ses principes puisque l'année d'avant, précisément le 3 octobre 1983, François Léotard déclarait : « *Il n'y a pas d'accord national avec le Front national, il n'y en aura pas, je ne souhaite pas qu'il y en ait* ».

La question du changement de forme de scrutin fut ici essentielle, nous y reviendrons sous peu.

2) Des résultats encourageants

Le Front national, comme on le sait aujourd'hui, réussit son pari : la percée électorale de Dreux n'était pas un feu de paille. Pour le prouver, les élections cantonales qui eurent lieu en mars 1985 confirmèrent une amorce de banalisation du vote frontiste.

Élections cantonales de mars 1985

	Premier tour			Second tour		
	Nombre de voix	% des inscrits	% des votants	Nombre de voix	% des inscrits	% des votants
<i>Inscrits</i>	18 217 095			12 365 502		
<i>Abstentions</i>	6 090 037	33,43			33,76	
<i>Votants</i>	12 127 058	66,57		8 190 772	66,24	
<i>Nuls</i>	415 972		3,43	386 863		4,72
<i>Suffrages exprimés</i>	11 711 086		96,57	7 803 909		95,28

Ces tableaux sont inspirés des travaux de Laurent de Boissieu.

¹⁷¹ *Libération*, 26 juin 1984

<i>Résultats élections cantonales de mars 1985 par liste</i>				
		voix	%	sièges
<i>Gauche</i>	<i>Extrême gauche</i>	81 285	0,69	1
	<u><i>PCF</i></u>	1 479 227	12,63	149
	<u><i>PS</i></u>	2 878 714	24,58	424
	<u><i>MRG</i></u>	173 477	1,48	57
	<i>Divers gauche</i>	241 537	2,06	59
	<u><i>Écologistes</i></u>	91 600	0,78	2
<i>Droite</i>	<u><i>UDF</i></u>	2 095 655	17,89	525
	<u><i>RPR</i></u>	1 939 058	16,56	400
	<i>Divers droite</i>	1 714 135	14,64	425
	<u><i>Extrême droite</i></u>	1 016 398	8,68	2
	<i>total</i>	11 711 086		2 044

Ces tableaux montrent qu'en seulement six ans, le Front national a triplé ses scores électoraux. S'il ne passa pas la barre des 10% des suffrages, le parti frontiste marqua son ancrage réel dans le paysage politique français.

B. Les législatives : dernier sceau d'approbation

Pour le confirmer, les élections législatives du 16 mars 1986 présentèrent l'occasion de prouver la pérennité électorale du parti.

1) Le scrutin proportionnel

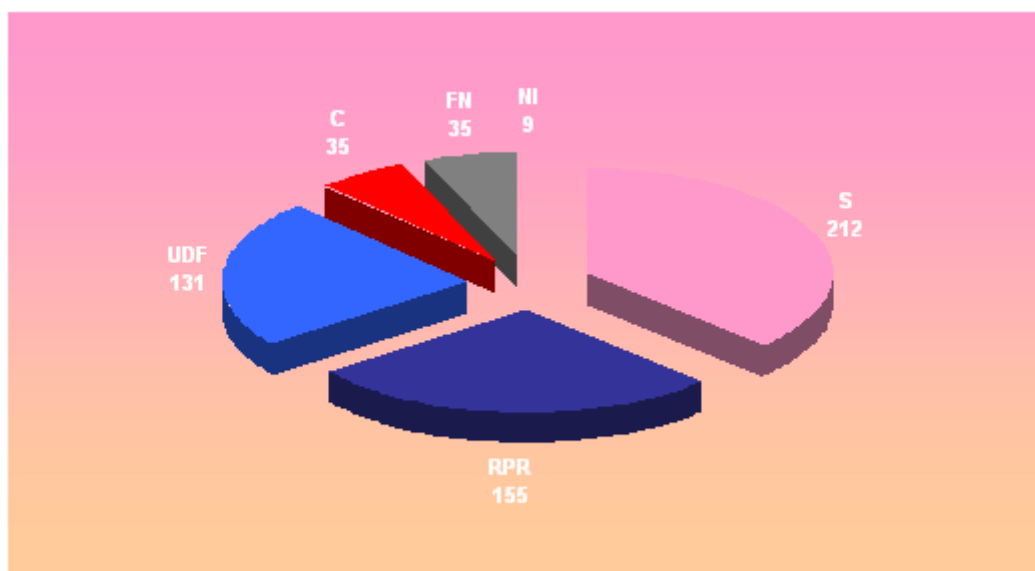
Le 17 mars 1985, la gauche connut un nouveau revers électoral cinglant. Elle perdit 248 cantons et la droite en gagna 382. En réaction, le gouvernement de Laurent Fabius remplaça le scrutin majoritaire à deux tours par la proportionnelle départementale, à un tour, en vue des législatives de l'année suivante. Autre point essentiel, le nombre de députés augmenta considérablement, passant de 491 à 577. Ainsi, ce mode de scrutin augmenta considérablement les chances électorales des gauches en perte de vitesse, mais également de l'extrême-droite. Rétrospectivement, Lionel Jospin reconnut : « *La droite allait l'emporter et la proportionnelle a été un scrutin fait pour freiner et empêcher la droite d'avoir une écrasante majorité à l'Assemblée nationale* »¹⁷².

¹⁷² Interview accordée pour le documentaire *Le diable de la République*.

Cette stratégie fonctionna en partie. La défaite électorale des gauches fut très certainement atténuée par ce changement de mode de scrutin, mais il ne lui permit pas de maintenir sa majorité parlementaire. Pour la première fois, la Ve République expérimenta la cohabitation.

2) Première cohabitation et premiers députés frontistes

Le mode de vote proportionnel eut deux conséquences majeures sur l'issue du scrutin : la coalition de droite remporta la majorité des sièges parlementaires et trente-cinq députés frontistes firent leur entrée sur les bancs de l'Assemblée nationale. Ce fut un véritable pavé dans la mare. Jean-Marie Le Pen prit la présidence du groupe parlementaire créé à l'occasion : « Rassemblement national ».



Ci-dessous les résultats détaillés des élections législatives du 16 mars 1986 :

*Ministère de l'Intérieur (archives Laurent de Boissieu)
France entière*

	tour unique		
	16 mars 1986		
	nombre	% des inscrits	% des votants
Inscrits	37 562 173		
Abstentions	8 262 321	22,00	
Votants	29 299 852	78,00	
Nuls	1 275 684		04,35
Suffrages exprimés	28 024 168		95,65

Ministère de l'Intérieur (archives Laurent de Boissieu)
France entière - premier tour

	suffrages	% exprimés
Listes COM	2 739 925	9,78
Listes SOC	8 693 939	31,02
Listes RPR	3 143 224	11,22
Listes UDF	2 330 167	8,31
Listes d'union RPR-UDF	6 008 612	21,44
Listes FN	2 703 442	9,65
Total	28 024 168	

Il n'est pas insensé de penser que l'émergence de l'extrême-droite en France en tant que parti politique influent découle de la volonté de François Mitterrand. Il fallut plus de dix ans au Front national pour percer et se faire élire. Les manœuvres politiques de la gauche au pouvoir ont indéniablement contribué à cette ascension. Comme nous l'avons vu, c'est François Mitterrand qui offrit la première forme de couverture médiatique au Front national en 1982, et c'est encore lui décida d'un changement de scrutin, qu'il savait avantageux pour l'extrême-droite. Si ces décisions répondaient avant tout aux besoins de sa propre formation politique, l'on peut dire qu'elles ont fait la part belle aux frontistes, et que ces derniers leur doivent en grande partie leur succès. Valéry Giscard d'Estaing, prédécesseur de François Mitterrand, fut invité par Antenne 2 le 5 mars 1984 pour la promotion de son livre *Deux Français sur trois*. Interrogé sur le « phénomène Le Pen », il l'analysa de la manière suivante : « *Sous mon septennat, il n'y avait pas d'extrême-droite. L'apparition de l'extrême-droite dans la vie politique française est la conséquence de la manière dont certains problèmes ont été traités depuis 1981. La montée de l'extrême-droite rend service à l'actuel pouvoir. On s'en sert comme repoussoir pour caractériser l'opposition* ».

III - D'un Front en pleine ascension à un parti de nouveau marginal

« (...) On peut relever des éléments qui incitent à ne pas considérer le phénomène Le Pen comme un simple feu de paille. Le Front national pourrait constituer une structure d'accueil pour la partie grandissante de l'électorat qui est sensible aux thèmes exploités par l'extrême-droite ».

A. Le diable est dans le « détail »

Le Front national, qui semblait s'implanter définitivement dans le paysage politique français, connut néanmoins un lourd revers en 1987.

Le dimanche 13 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen fut l'invité de l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde », présentée par Olivier Mazerolle. Lorrain de Saint-Affrique, un de ses très proches conseillers de l'époque, le décrivit comme malade, « *mal foutu au point de ne pas vouloir faire l'émission* »¹⁷³. Toutefois, la date du rassemblement « Bleu-Blanc-Rouge »¹⁷⁴ approchant, il se fit violence et s'efforça de répondre aux questions du présentateur et de Paul-Jacques Truffaut. Pour les journalistes Pierre Péan et Philippe Cohen, c'est en quelque sorte ce jour-là que Jean-Marie Le Pen est « *devenu Le Pen* »¹⁷⁵.

Olivier Mazerolle ne partageait pas l'idée selon laquelle inviter le président du Front national serait lui faire de la publicité. Il pensait au contraire qu'il fallait traiter le FN comme les autres partis politiques, et inviter ses représentants permettait d'exposer clairement ses idées extrêmes et les excès de son programme. À cette époque naissait une polémique créée par Henri Roques, ancien militant néofasciste de la Phalange française, autour de la thèse qu'il publia deux ans auparavant intitulée : « *Les confessions de Kurt Gerstein. Étude comparative des différentes versions* ». Sa thèse se basait sur une réécriture de l'Histoire, niant le génocide juif pendant la Seconde Guerre Mondiale. Olivier Mazerolle tenait donc à demander à Jean-Marie Le Pen son opinion sur le négationnisme, sans toutefois déclencher ce qui aurait pu s'apparenter à un règlement de comptes personnel entre les deux hommes. « *On l'interroge comme un homme politique normal, on ne l'agresse pas* »¹⁷⁶ avait-il recommandé aux quatre autres journalistes de l'émission, à savoir Paul-Jacques Truffaut, de *Ouest-France*, Dominique Pennequin de RTL et André Passeron et Véronique Maurus, du *Monde*.

¹⁷³ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013, p.143.

¹⁷⁴ Rassemblement festif annuel des militants et sympathisants du Front national.

¹⁷⁵ Philippe Cohen, Pierre Péan, *Le Pen, une histoire française*, Robert Laffont, 2012, chapitre 13.

¹⁷⁶ Philippe Cohen, Pierre Péan, *Le Pen, une histoire française*, Robert Laffont, 2012, chapitre 13.

Le dialogue commença en traitant de l'actualité politique du moment, à savoir le référendum néo-calédonien plébiscitant le maintien de l'île comme territoire français. L'émission, décrite comme « *poussive voire soporifique* » par Olivier Mazerolle lui-même aux journalistes Pierre Péan et Philippe Cohen, prit un tout autre tour lorsqu'il aborda la question du négationnisme. Énervé, Jean-Marie Le Pen rétorqua froidement :

« Je ne connais pas les thèses de M. Faurisson, ni de M. Roques. Mais, quelles que soient ces thèses, et quelles que soient celles développées intellectuellement, je suis un partisan de la liberté d'esprit. Je pense que la vérité a une force extraordinaire qui ne craint pas les mensonges ou les insinuations. Par conséquent, je suis hostile à toutes les formes d'interdiction et de réglementation de la pensée (...). Tout ce que nous savons de l'histoire des guerres nous apprend qu'un certain nombre de faits ont été controversés et discutés (...).

Je suis passionné aussi par l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions ». Et ainsi vint la controverse : « *Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas moi-même étudié la question mais je crois que c'est un point de détail de la Deuxième Guerre mondiale ».*

« *Point de détail* », le mot fut lancé. Lorrain de Saint-Affrique témoigna : « *On est à la fin de l'émission. À ce moment-là, Le Pen, qui jouait la montre, est déconcerté. Il perd littéralement pied, on dirait qu'il part en aquaplaning. Qu'il perd conscience de l'endroit, des journalistes, et qu'il s'adresse à Gollnisch et Stirbois, qui lui font face dans le public* »¹⁷⁷. Les soutiens de Jean-Marie Le Pen, venus relativement nombreux assister à l'émission, sentirent le vent tourner.

Paul-Jacques Truffaut s'interloqua : « *Six millions de Juifs, c'est un point de détail ? Six millions de morts ?* ». Jean-Marie Le Pen, visiblement désarçonné, balbutia : « *Non, pardon. Non mais six millions de morts comment ? – Six millions de morts Juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale, vous pensez que c'est un point de détail ? – Non, c'est... La question qui a été posée, c'est de savoir comment ces gens ont été tués ou non, n'est-ce pas ? – Ça n'est pas un point de détail quand même... - Si, c'est un point de détail, je veux dire de la guerre, oui. Enfin écoutez,*

¹⁷⁷ Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013, p.144.

est-ce que c'est... Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire ? C'est une obligation morale ? Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions. – Il y a une immense majorité d'historiens qui l'ont dit et prouvé. Vous-même Monsieur Le Pen, considérez-vous qu'il y a eu un génocide juif ? – Il y a eu beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être même des millions de morts juifs et aussi de gens qui n'étaient pas juifs »¹⁷⁸.

À ce moment, Jean-Pierre Stirbois se pencha vers Lorrain de Saint-Affrique :
« *Six millions, un détail... on est morts* ».

À la fin de l'émission, Jean-Marie Le Pen prit conscience des répercussions négatives qu'auraient ses paroles. Il se leva, en furie, et vilipenda Olivier Mazerolle :
« *Votre question, là on sait d'où elle vient !* », puis il se tourna vers André Passeron :
« *Mais toi André, tu le sais bien, il n'y avait pas eu de chambres à gaz à Buchenwald et Dachau...* »¹⁷⁹.

B. Le FN de nouveau infréquentable

Dès le lendemain, l'information fut reprise dans tous les médias. Jean-Pierre Stirbois organisa en vitesse une conférence de presse pour limiter l'impact négatif de ces déclarations sur les sondages d'opinion. Jean-Marie Le Pen se défendit bec et ongles des accusations antisémites qui pleuvaient sur lui et sur son parti, mais peina à convaincre. L'indignation est générale. Les personnalités politiques défilent aux micros des médias pour crier leur désaccord. Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale se dit « *estomaqué et horrifié* », Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, affirma être « *scandalisé* » et Claude Malhuret, secrétaire d'État aux Droits de l'Homme, prophétisa : « *C'est le début de la prise de distance de la majorité tout entière avec le Front national* »¹⁸⁰.

Olivier d'Ormesson était atterré. Pendant des semaines, il avait préparé la rencontre entre Jean-Marie Le Pen et Ariel Sharon, en Israël. Avec Pascal Arrighi, ils avaient tenté d'adoucir l'image du Front national en organisant une réconciliation entre le parti et la communauté juive, à travers l'amicale parlementaire France-

¹⁷⁸ Cet extrait de l'émission est consultable sur internet, notamment via ce lien YouTube : www.youtube.com/watch?v=pi7t5awDqtg.

¹⁷⁹ Philippe Cohen, Pierre Péan, *Le Pen, une histoire française*, Robert Laffont, 2012, chapitre 13.

¹⁸⁰ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.453.

Israël. « *Tout a capoté à cause du point de détail, se désola-t-il. Je me suis rendu compte que tous mes efforts étaient vains* »¹⁸¹.

Dans les jours qui suivirent l'émission, le parti perdit un nombre considérable de ses adhérents et sympathisants les plus modérés. Le départ d'Olivier d'Ormesson en fut un exemple. Après cette constatation, Olivier d'Ormesson décida en effet de quitter le Front national en expliquant à Jean-Marie Le Pen : « Un fossé nous sépare : le révisionnisme ».

Le vendredi 18 septembre 1987, le président du Front national tint une conférence de presse pour « *s'adresser au peuple français* », et non « à la meute politicienne et médiatique lancée depuis longtemps à [ses] trousses »¹⁸². Il accusa cette dernière de déformer ses propos pour empêcher les Français d'adhérer à ses idées : « J'accuse le lobby de l'immigration, véritable syndicat anti-Le Pen, d'avoir organisé et conduit contre moi ce procès en sorcellerie ». Il poursuivit : « Qu'ai-je donc dit à RTL qui puisse justifier ce véritable appel au lynchage ? Ma réponse était claire et, pour des gens de bonne foi, ne laissait planer aucun doute sur ce que je pense du martyr du peuple juif d'Europe par les nazis et sur la condamnation que je porte sur ce crime. Négligeant cela, mes ennemis, et avec quelle fureur, m'ont fait grief d'avoir dit que les chambres à gaz étaient un "détail dans l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale", feignant de croire que ce mot était employé dans une acceptation péjorative. Il s'agit là d'un procédé habituel de terrorisme intellectuel ».

La cote de popularité du Front national était en chute libre. Un sondage *Le Monde-SOFRES* de septembre 1987 fit valoir que 78% des Français étaient hostiles à Jean-Marie Le Pen, alors qu'ils n'étaient que 57% en novembre 1984.

Quatre ans plus tard, le 18 mars 1991, Jean-Marie Le Pen fut condamné par la cour d'appel de Versailles à une amende de 10 F au MRAP et 100 000 F à chacune des neuf autres associations qui le poursuivaient en justice pour « propos constituant un trouble manifestement illicite ». Jean-Marie Le Pen dénonça cette décision comme étant une « *machination politique, véritable tentative d'assassinat politique* ».

¹⁸¹ *Ibid*, p.454

¹⁸² Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.456.

Conclusion

La relation entre Jean-Marie Le Pen et le pouvoir a toujours été complexe et difficile à analyser. Son militantisme, sa verve et son charisme font de lui sinon un grand homme politique, toutes affinités partisanses mises à part, du moins un tribun redoutable et redouté. Ce qui fait la particularité de Jean-Marie Le Pen, c'est que contrairement à ce qu'il a affirmé, répété et scandé, il ne cherche pas les responsabilités politiques. Ou plutôt, il les recherche, met tout en œuvre pour les obtenir, pour finalement les repousser dès qu'il en approche. En se penchant sur la carrière politique de Jean-Marie Le Pen, il est possible d'observer une sorte de cycle répétitif : un travail de fond le mène, lui et son parti, à une forme de haute responsabilité politique, mais juste avant de véritablement conquérir une part de pouvoir, le Président du Front national la laisse glisser entre ses doigts.

Lorsqu'il se fit élire député pour la première fois en 1956, sur les listes de Pierre Poujade, Jean-Marie Le Pen accéda à une première concrétisation du pouvoir politique. Le raz-de-marée poujadiste qui avait déferlé sur l'Assemblée nationale avec ses cinquante-six députés avait amené avec lui Jean-Marie Le Pen, « étudiant », sur la scène politique. D'étudiant incertain pour son avenir il devint un élu du peuple, cité par *Le Monde*. Très actif à l'Assemblée nationale, il délaissa pourtant ses fonctions pour s'engager de nouveau dans l'armée (après avoir participé à la guerre d'Indochine) et se battre pour l'Algérie française. Outre ses convictions personnelles, on dénote dans cet engagement le premier signe d'une caractéristique essentielle de Jean-Marie Le Pen : une volonté acharnée pour le pouvoir systématiquement auto-sabordée. En se rendant en Algérie, Jean-Marie Le Pen perdit tout ce qu'il avait réussi à bâtir. Le simple fils de marin pêcheur devenu député à l'Assemblée nationale perdit en quelque sorte la respectabilité de son rang en se réengageant. Dans l'armée, il gagna certes un galon et devint lieutenant du simple fait de son réengagement, mais il se plia de nouveau volontairement aux ordres de supérieurs hiérarchiques, et, selon Dominique Bonelli, commandant de la 4^e compagnie en Algérie : « *Il s'est mis en tenue, il a ciré ses godasses, il a fermé sa gueule, il a pris sa section, il a fait son boulot* »¹⁸³.

¹⁸³ Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie*, Seuil, 1994, p.153.

Par la suite, il y eut la fameuse affaire du « détail » en 1987. Alors que le Front national se positionnait doucement mais sûrement comme un parti politique français influent, que les élections présidentielles étaient imminentes, Jean-Marie Le Pen « laissa échapper » des propos négationnistes. Si les partisans du Front national analysent encore aujourd'hui cette erreur comme le fruit d'une fatigue intense de leur président, liée notamment à la grippe dont il souffrait ce jour-là, nous pouvons néanmoins constater que c'est encore une fois au sommet de sa carrière politique que Jean-Marie Le Pen sapa ses chances de victoire en proférant des propos négationnistes et antisémites, certains de faire chuter sa cote de popularité.

Plus tard encore, en 2002, lorsque le Front national se qualifia au second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac, Jean-Marie Le Pen, si près du pouvoir suprême, délaissa complètement sa campagne de l'entre-deux-tours. Jean-François Touzé, qui en fit partie, témoigna : « *Ç'a été une campagne de merde, épouvantable. Pendant quinze jours, il nous a été impossible de voir Le Pen. Il était enfermé en lui-même, de mauvaise humeur, mal conseillé* ». Sans son chef, la campagne était désorganisée, elle ressemblait fortement à un travail d'amateurs. Sans organisation, impossible de mobiliser des électeurs. Une seule réunion de campagne fut organisée, à Marseille, le 2 mai 2002. La ville n'avait pas été choisie au hasard : elle avait placé Jean-Marie Le Pen en tête des suffrages exprimés au premier tour. Le terrain, qui semblait alors conquis d'avance, fut le lieu d'un fiasco complet. Le Palais des Sports, réservé pour l'occasion, fut vide aux deux tiers. Seules un peu plus de 2 000 personnes firent le déplacement. Les résultats du second tour furent sans appel : avec moins de 18% des suffrages, le Front national ne gagna qu'une poignée de 700 000 voix de plus qu'au premier tour. La victoire au deuxième tour contre Jacques Chirac était certes inenvisageable, compte-tenu de l'appel de tous les partis de gauche (excepté Lutte Ouvrière) à voter pour Jacques Chirac, mais le Front national, en grande partie à cause du manque de prestance de son président pendant l'entre-deux-tours, ne sut ni convaincre, ni rassembler.

Cette relation presque schizophrénique avec le pouvoir, ou plutôt avec les responsabilités politiques ne transparaît en revanche en aucun cas chez sa fille, Marine Le Pen, qui lui succéda à la tête du parti en 2011. Elle et l'équipe qu'elle a montée autour de sa personne affichent clairement leur volonté de conquérir le pouvoir et d'y rester. Depuis son arrivée à la présidence du Front national, Marine Le Pen a engagé une véritable campagne de dédramatisation du parti, en reniant les

franges les plus extrémistes, en soignant l'image médiatique et la communication et en traquant avec minutie les « dérapages » de ses représentants.

Ainsi, si au début des années 1980, Jean-Pierre Stirbois pouvait exhorter les « *émigrés d'au-delà de la Méditerranée* » de retourner dans leurs « *gourbis* » sans conséquence, et même avec encouragements ; sous la direction de Marine Le Pen, les membres publics du parti qui se permettent des écarts de langage sont démis de leurs fonctions. Ce fut par exemple le cas lorsqu'une candidate frontiste aux élections municipales de 2014 a publié sur le réseau social « Facebook » un photo montage comparant la Ministre de la Justice Christiane Taubira à un singe : des sanctions publiques furent prises à son encontre et elle ne put représenter officiellement le parti à ces élections.

Image lissée, groupuscules fascisants officiellement chassés, Marine Le Pen dirige-t-elle un parti aux antipodes de la ligne tracée par son père quelques quarante années auparavant ? Louis Aliot, compagnon et bras droit de Marine Le Pen, est intervenu mardi 19 mai 2014 dans l'émission politique « Mots croisés », présentée par Yves Calvi et pas une seule fois il ne fit mention des questions d'immigration. Pourtant, le programme du Front national reste sensiblement le même dans son essence. Seule la communication est radicalement différente. C'est parfois tant bien que mal que Marine Le Pen essaie encore de contenir les excès verbaux de son père, président d'honneur du parti. Interrogée sur ces-dits excès, elle a pour habitude de se placer en victime du matraquage médiatique et d'une supposée chasse aux sorcières contre le Front national. La campagne des élections européennes de mai 2014 en est un exemple criant : le parti frontiste, donné grand favori de ce scrutin, a centré sa campagne sur le repli national, notamment en prônant la sortie de la zone euro, et en supprimant l'espace Schengen de libre circulation des biens et des personnes. Chaque discours, chaque apparition publique des représentants du parti, furent maîtrisés au mot près. Jean-Marie Le Pen, encore candidat trente ans après la percée de 1984 et assuré d'un très bon score électoral, s'est encore une fois permis un de ses –tristement – célèbres dérapages. À quelques jours du scrutin, il déclara que l'épidémie du virus Ébola qui frappe actuellement de nombreux pays africains pourrait permettre de « *régler en trois mois le problème de l'immigration* ». Ces propos, qui ne peuvent évidemment pas relever d'un constat scientifique et rationnel, relèvent donc de la provocation outrancière. Toutefois, je ne pense pas qu'ils puissent être considérés cette fois-ci comme les autres « dérapages » verbaux

précédemment cités. Le départ pour l'Algérie, l'affaire du « détail » ou encore l'entre-deux-tours des présidentielles de 2002 résultaient à mon sens d'une volonté, consciente ou inconsciente, de fuir l'accession au pouvoir. Tout semblait calculé pour se dégager de ses responsabilités politiques à venir, tandis que cette année, le contexte semble avoir changé. La dédramatisation du parti amorcée par sa fille et la banalisation des propos racistes qu'elle a entraîné a élargi l'audience potentielle des « dérapages » lepénistes. Si en 1987, l'affaire du détail a provoqué une chute spectaculaire des adhésions au parti, et le départ massif de nombreux adhérents, les propos particulièrement morbides et condamnables de mai dernier n'auront absolument pas le même impact, et je ne doute pas un instant que Jean-Marie Le Pen en soit conscient. Ainsi, je vois plutôt dans ces propos un acte de défiance envers les autres partis politiques et leurs électeurs. Le FN, à travers les résultats sans précédents qu'il a obtenu aux élections européennes de 2014, assoit définitivement sa position de force dans l'échiquier politique français et européen. Jean-Marie Le Pen prouve par cette hypothèse raciste et sans fondements que le Front national peut maintenir le poids qu'il pèse aujourd'hui, voire même gagner des adhérents et des sympathisants, et ce même en montrant ses vraies couleurs, même en ébréchant le masque lisse que s'évertue à afficher Marine Le Pen.

La plus belle réussite de Jean-Marie Le Pen serait donc en quelque sorte d'avoir réussi à faire élire sa fille à la tête du parti puisque, loin des outrances de son père, Marine Le Pen a su s'entourer de cadres qui ont visiblement tiré les leçons des échecs de l'ancien président. Désormais, le FN ne cultive plus la référence historique, qui s'est si souvent révélée désastreuse pour le parti (passé collaborationniste, affiliation au terrorisme de l'OAS, défense de l'Algérie française malgré les soupçons de torture...). Le parti tente aujourd'hui de gommer tout ce qui inscrit son histoire dans l'extrême-droite française pour centrer son discours sur les difficultés du temps présent, en trouvant de nouveaux boucs-émissaires.

La grande réussite du FN aujourd'hui, c'est de réussir à apparaître comme un parti neuf, attractif, moderne et proche du peuple, sans pour autant avoir changé fondamentalement.

Sources

Presse

- *Le Monde*
 - 1983 : mois de mars, avril, mai, septembre, octobre, décembre
 - 1984 : année entière, de janvier à décembre
 - 1985 : mois de mars
- *Le Figaro*
 - 1983 : mois de mars, septembre, octobre, décembre
 - 1984 : mois de février, mars, juin
 - 1985 : mois de mars
- *Libération*
 - 1983 : mois de mars, avril, mai, septembre, octobre, décembre
 - 1984 : mois de février, mars, juin, décembre

Audiovisuel

Archives INA :

- Antenne 2 : reportage le 23 février 1983
- Antenne 2 : Émission « L'Heure de vérité », le 13 février 1984
- Antenne 2 : Journal télévisé du 30 décembre 1985

Numérique

YouTube :

- « Le Tribunal des flagrants délires » 28 septembre 1982
- Grand Jury RTL-Le Monde, 13 septembre 1987

Sites :

- Site officiel du Front national : www.frontnational.com
- Site officiel de l'Assemblée nationale : www.assemblee-nationale.fr, sections députés, élections législatives.

- Site www.france-politique.fr. Site consacré au recensement des résultats exacts de tous les types d'élections en France.
- Site officiel de Jeune Nation : www.jeune-nation.com
- Blog *Le Monde* : www.droites-extrêmes.blog.lemonde.fr
- Site officiel du CLAN : asso-clan.fr, sections présentation, les buts du CLAN, le militant et la loi

Documentaires

- Le diable de la République : 40 ans de Front national, diffusé le 30 novembre 2011, France 3
- Ils ont voté Front national, diffusé le 9 juin 2013, M6

Bibliographie

- Dominique ALBERTINI, David DOUCET, *Histoire du Front national*, Tallandier, Paris, 2013.
- Gilles BRESSON, Christian LIONET, *Le Pen, biographie*, Seuil, Paris, 1994.
- Philippe COHEN, Pierre PÉAN, *Le Pen, une histoire française*, Robert Laffont, 2012.
- Franz-Olivier GIESBERT, *La tragédie du Président*, J'ai lu, 2007.
- Abdellali HAJJAT, *La marche pour l'égalité et contre le racisme*, Éditions Amsterdam, 2013.
- Nicolas LEBOURG, Joseph BEAUREGARD, *Dans l'ombre des Le Pen, Histoire des numéros 2 du FN*, Nouveau Monde, Paris, 2012.
- Jean-Marie LE PEN, *Les Français d'abord*, Carrère, Paris, 1984.
- Jean MARCILLY, *Le Pen sans bandeau*, Jacques Grancher, Paris, 1984.
- Nonna MAYER, *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, Paris, 1999.
- Nonna MAYER, Pascal PERRINEAU, *Le Front national à découvert*, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1990.
- Edwy PLENEL, Alain ROLLAT, *L'effet Le Pen*, La Découverte/Le Monde, Paris, 1984.
- Edwy PLENEL, Alain ROLLAT, *La République menacée, Dix ans d'effet Le Pen*, Le Monde-Éditions, Paris, 1992.
- Jean-Pierre STIRBOIS, *Tonnerre de Dreux, L'avenir nous appartient*, National-Hebdo, Paris, 1988.

INDEX NOMS PROPRES

A

Abrioux, Jean-Claude	38
Alibert, Jean-Pierre	24
Aliot, Louis	63, 90
Almirante, Giorgio	66
Antony, Bernard (dit Romain Marie)	59
Attali, Jacques	71

B

Baeckeroot, Christian	17
Ballanger, Robert	38
Bariani, Didier	33, 35
Beauchamps, Annick	44
Beketch, Serge de	63
Blignières, Gilles de	12
Boinet, Alain	12
Bonelli, Dominique	88
Bonnet, Christian	38
Brigneau, François	58
Brillon, Mireille	22
Buisson, Patrick	10

C

Calvi, Yves	90
Camaret, Michel de	59, 63
Cauchon, Jean	19
Ceausescu, Nicolae	60
Chaboche, Dominique	59, 61
Chaillou, Alain	44
Charasse, Michel	44
Charzat, Michel	36
Chiappe, Jean-François	14
Chirac, Jacques	35
Collinot, Michel	32, 50

D

<i>Darier, Pierre</i>	61
Delorme, Christian	52
<i>Desproges, Pierre</i>	45, 46, 47
Deuil, Gérard	59
Devèze, Gilbert	59
Dimitriadis, Chrysanthos	67
Djaidja, Toumi	52
Dominati, Jacques	34
du Roy, Albert	47

F

Fabius, Laurent	81
Faurisson, Robert	85
Fillioud, Georges	44
Fiterman, Charles	76
Fontanille, René-Jean	19, 23
Fredriksen, Mark	14

G

Gaspard, Françoise	19, 21, 22, 23, 24
Gaucher, Roland	59, 63
Gauchon, Pascal	57, 58, 66
Goasguen, Claude	10
Gollnisch, Bruno	10, 85

H

Hajjat, Abdellali	53
Hemmerdinger, Robert	60
Heuclin, Albert	99
Hieaux, Jean	24, 29
Holeindre, Roger	54, 59

J

Jalkh, Jean-François	63
Jaurès, Jean	100
	98

Junot, Michel	79	Piñar López, Blas	99
Juppé, Alain	34	Piquet, Michel	23, 24
K		Pordea, Gustave	59, 60, 61
Kaouah, Mourad	60	Poujade, Pierre	50
Kergueris, Aimé	41	R	
L		Ralite, Jack	76
Labbé, Claude	79	Rego, Luis	46, 47
Lang, Carl	33	Renault, Alain	14, 16
Le Chevallier, Jean-Marie	34	Rigout, Marcel	76
Le Hideux, Martine	60	Robert, Alain ⁶	13, 15, 38, 54, 57, 58, 60, 84, 86, 95
Le Pen, Jean-Marie ⁹	10, 26, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 45, 47, 48, 50, 58, 63	Roques, Henri	84, 85
Le Pors, Anicet	76	Rossignol, Paul	76
Lecanuët, Jean	99	S	
Léotard, François	30, 40, 79, 80	Saint-Affrique, Lorrain de	84, 85
M		Sergent, Pierre	11, 79
Malaud, Philippe	79	Servan-Schreiber, Jean-Louis	47
Mamy, Bernard	51	Sidos, Pierre	11
Marcilly, Jean	59, 61	Solbès, Louis	38
Maréchaux, Laurent	12	Stirbois, Jean-Pierre	9, 31, 34, 36, 47
Marot, Jean	99	Stirn, Olivier	27
Mauroy, Pierre	39	Susini, Jean-Jacques	6
Maurus, Véronique	84	T	
Mazerolle, Olivier	84, 86	Taubira, Christiane	90
Méaux, Anne	57	Tixier-Vignancourt, Jean-Louis	58, 66
Mitterrand, François	43, 44	Touzé, Jean-François	36, 50
Morize, Olivier	11	Truffaut, Paul-Jacques	84
N		V	
<i>Nourry, Jean-Claude</i>	12	Varanne, Jean-Claude	63
Novelli, Hervé	58	Veil, Simone	27, 29, 59, 68, 69
O		Venner, Dominique	6
Ormesson, Olivier d'	59, 86, 87	Viarengo, Guy	37
P		Villers, Claude	45, 47
Passeron, André	84	Violet, Paul	35
Penne, Guy	43	Virieu, François-Henri de	47
Pennequin, Dominique	84	W	
		Wagner, Jacques	99

Index des organisations politiques

CDS : Centre des démocrates sociaux, parti politique de centre-droit, de conviction chrétienne, fondé en 1976 et présidé par Jean Lecanuet.

CNIP : Centre national des indépendants et paysans, créé en 1949, il se veut conservateur, ordolibéral, patriote et traditionnaliste.

Front national : Parti politique d'extrême-droite fondé en 1972 de la dissolution officieuse d'Occident. Dirigé de sa création à 2011 par l'un de ses fondateurs, Jean-Marie Le Pen. Le parti est aujourd'hui dirigé par sa fille, Marine Le Pen.

FNEF : Fédération nationale des étudiants de France, syndicat étudiant traditionnellement de droite, souvent considéré d'extrême-droite.

Fuerza Nueva : Parti politique d'extrême-droite espagnol, dérivé des phalangistes et fondé par l'homme politique franquiste Blas Piñar López dans les années 1960. Son idéologie était fondée autour du maintien des valeurs catholiques de la morale, des valeurs nationales et spirituelles.

GUD : Groupe Union défense. Syndicat étudiant d'extrême-droite crée en 1968 à l'université Panthéon-Assas à Paris par Alain Robert. Il est réputé pour son activisme violent, ses altercations fréquentes avec différents groupes communistes et son idéologie centrée sur le nationalisme révolutionnaire.

Jeune Nation : Mouvement nationaliste français créé en 1949 par Pierre et Jacques Sidos, Albert Heuclin, Jean Marot et Jacques Wagner. Il fut dissout en 1958 après une série d'attentats et de violences qui ont conduit à une journée insurrectionnelle le 13 mai de cette année.

MSI : Movimento sociale italiano, parti fasciste italien, dans la veine de l'idéologie mussolinienne, incarné par Giorgio Almirante.

Occident : Mouvement politique français d'extrême-droite fondé en 1964, dont le porte-parole fut Pierre Sidos. Il dénonce la démocratie et le communisme, célèbre le droit du sang, l'« ethnologie française » et prétend incarner « l'espérance révolutionnaire de la jeunesse ». Il fut dissout le 31 octobre 1968 et donna naissance à l'Ordre Nouveau

Ordre Nouveau : Mouvement politique dans la veine de Jeune Nation et d'Occident, Ordre Nouveau fut très actif entre 1969 et 1973. Des scissions internes marquèrent l'émergence du Front national, issu d'une frange des membres d'ON.

PCF : Parti communiste français, fondé en 1920 au congrès de Tours de la SFIO, de la scission créée par la question de s'allier ou non à l'Internationale communiste.

PFN : Parti d'extrême-droite néofasciste issu des Comité Faire Face, renommé Faire Front, crée après un désaccord idéologique avec le Front national et Jean-Marie Le Pen.

PS : Parti politique français de gauche, fondé en 1905 sous le nom de SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) par Jean Jaurès et rebaptisé Parti socialiste en 1969. Le premier article de sa déclaration de principe statue : « Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution. »

RPR : Rassemblement pour la République, parti politique français de droite, issu du gaullisme créé en 1976 par Jacques Chirac, alors en conflit personnel avec Valéry Giscard d'Estaing, chef de file de l'UDF. Le parti s'est auto-dissout en 2002 pour devenir l'UMP, pendant l'entre-deux-tours des élections présidentielles.

UDF : Union pour la démocratie française, parti politique rassemblant des courants de droite et du centre-droit, fondé en 1978 et comptant parmi ses membres l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing et Simone Veil.

UNEF : Union nationale des étudiants de France, syndicat étudiant national créé en 1907 et aujourd'hui présent dans toutes les universités de France.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE 1 - « TONNERRE DE DREUX » OU LE CHOC ELECTORAL DE 1983.....	9
I - IMPLANTATION A DREUX, TERREAU FERTILE	9
A. <i>Jean-Pierre Stirbois, "l'apparatchik"</i>	10
1) Un militant nationaliste né	10
2) Raviver la flamme militante	11
3) Les débuts de Jean-Pierre Stirbois au Front national.....	12
B. <i>Dreux et la corrélation chômage-immigration</i>	15
1) L'arrivée de Jean-Pierre Stirbois	15
2) Un terreau fertile aux idées radicales	16
3) Premières percées électorales en 1982	17
C. <i>L'alliance RPR-FN</i>	19
1) <i>La liste commune</i>	19
2) <i>Le 1^{er} tour contesté</i>	21
II - II-LE « COUP DE TONNERRE »	24
A. <i>Élections municipales partielles sous pression</i>	25
1) Nouvelles têtes, nouveaux enjeux.....	25
2) Le choc du premier tour.....	26
B. <i>Deuxième tour : la confirmation</i>	28
1) <i>"Une mauvaise solution qui donnera un bon résultat"</i> (D. Bariani)	28
2) Les négociations.....	30
3) La droite qui gagne.....	31
III - PARIS, AULNAY-SOUS-BOIS, LE MORBIHAN : L'EUPHORIE PROLONGEE.....	32
A. <i>Jean-Marie Le Pen : « l'événement de 1983, c'était mon score à Paris »</i>	32
1) Le XXe, nouveau terreau électoral	33
2) L'union manquée.....	35
B. <i>Aulnay-sous-Bois, une élection pilotée par Jean-Pierre Stirbois</i>	37
C. <i>A la Trinité-sur-Mer, on vote pour « le gars du coin »</i>	39
CHAPITRE 2 - JUIN 1984 DE L'OMBRE A LA LUMIERE	43
I - LES MEDIAS : LE « NERF » DE LA POLITIQUE ?	43
A. <i>1982, la lettre au Président</i>	44
1) La Sainte-Jeanne d'Arc et le congrès inaperçu	44
2) La réponse du Président	44
3) <i>« Accusé, levez-vous »</i>	46
B. <i>« L'Heure de vérité » ou la consécration médiatique le 13 février 1984</i>	48
C. <i>Bond des adhésions et intentions de vote en hausse</i>	51
II - PROCHAINE ETAPE : LES EUROPEENNES	53
A. <i>Une campagne musclée</i>	53
1) La marche pour l'égalité et contre le racisme	53

2) Le MRAP, cette « publicité » gratuite	55
3) « Plus on me connaît, plus on m'aime »	57
B. <i>Une campagne sans concurrence directe</i>	58
III - SUR LA ROUTE DE STRASBOURG	59
A. <i>Jouer l'ouverture</i>	60
1) Le Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries	60
B. <i>Financer la campagne</i>	61
1) L'affaire Pordea	62
2) Des investissements collectifs.....	63
C. « <i>Le Pen entre dans la cour des grands</i> »	64
1) <i>National-Hebdo</i>	64
2) « <i>Le choc</i> » (<i>Libération</i>).....	65
3) Réaction du MSI	67
CHAPITRE 3 - LENDEMAINS ELECTORAUX : LE GROUPE SCULE DEvenu PARTI.....	69
I - ÉVOLUTION DES VOTES : CE QUE LES ELECTIONS DE 1983 ET 1984 ONT CHANGE	69
A. <i>Qui vote désormais Front national ?</i>	69
B. <i>Chute libre des gauches</i>	73
1) Effondrement du parti socialiste	74
2) L'agonie du Parti communiste	77
II - PROMESSES ET CONFIRMATION D'UN ANCRAGE POLITIQUE DURABLE	79
A. <i>Définir sa position envers la droite : la question des alliances</i>	79
1) Préparer les élections cantonales.....	80
2) Des résultats encourageants	82
B. <i>Les législatives : dernier sceau d'approbation</i>	83
1) Le scrutin proportionnel	83
2) Première cohabitation et premiers députés frontistes.....	84
III - D'UN FRONT EN PLEINE ASCENSION A UN PARTI DE NOUVEAU MARGINAL	85
A. <i>Le diable est dans le « détail »</i>	86
B. <i>Le FN de nouveau infrequentable</i>	88
CONCLUSION	90
SOURCES.....	95
BIBLIOGRAPHIE.....	97
INDEX NOMS PROPRES.....	98
INDEX DES ORGANISATIONS POLITIQUES	100